

TITULARISATION DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS

Syndicats : "davantage de stabilité socioprofessionnelle au secteur"

P. 24

COLLOQUE INTERNATIONAL D'ALGER SUR "L'IMAM MOHAMED BEN ABDELKRIM AL MAGHILI"

Président Tebboune : "l'Imam Al Maghili, une éminente personnalité scientifique et l'auteur d'un projet réformateur intégré"

P. 4

SOMMET ETATS-UNIS-AFRIQUE

M. Benabderrahmane à Washington pour représenter le président de la République

P. 24

30^{ÈME} FOIRE DE LA PRODUCTION ALGÉRIENNE

Le Président Tebboune réitère la détermination de l'Etat à protéger le produit national

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé hier la détermination de l'Etat à protéger le produit national et à fournir toutes les facilitations nécessaires pour accéder au marché africain. S'exprimant à l'occasion de l'inauguration de la 30^e édition de la Foire de la production algérienne (FPA) au Palais des expositions (Pins maritimes, Alger), le Président Tebboune a souligné que l'Etat était déterminé à protéger le produit national et à fournir toutes les facilitations nécessaires pour accéder au marché africain, tout en luttant contre la spéculation sous toutes ses formes. La protection du produit national "doit être accompagnée par une qualité qui puisse répondre au goût du consommateur algérien et garantir au moins entre 55 et 75% des besoins du marché national, en sus d'accéder au marché africain".

P. 3



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR-MOUDJAHIDINE

Signature d'une convention de coopération portant préservation de la Mémoire nationale

P. 3

SÉCURITÉ SOCIALE

La Commission de la santé de l'APN auditionne le DG de la CNAS

P. 6

MALADIE DE PARKINSON

L'implication de la famille et l'entourage primordiale dans la prise en charge du malade (spécialiste)

P. 10

SANTÉ

VITILIGO

Comment se développe cette maladie auto-immune ?

Pp 12-13

F  T B A L L

CANDIDATURE DE L'ALGÉRIE POUR LA CAN-2025

Le dossier déposé au niveau de la CAF avant vendredi (Sebgag)

P. 21



TWITTER

Après un essai raté, Elon Musk relance une formule d'abonnement

P. 17

JUSTICE

L'ancien PDG de Sonatrach Mohamed Meziane condamné à cinq ans de prison ferme

P. 24

CORRUPTION

La Haute autorité de transparence participe au Caire à une réunion sur la prévention de la corruption



La Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption participe, à partir de ce lundi au Caire (Egypte), à la réunion des experts gouvernementaux à composition non limitée pour le renforcement de la coopération internationale en termes de prévention de la corruption en temps de crise, a indiqué un communiqué de l'Autorité.

Selon la même source, la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Mesrati Salima participe à cette réunion de deux jours.

CENTRE INTERNATIONAL DE PRESSE

M. Said Mechouak installé comme directeur général



Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani a installé, lundi, M. Said Mechouak dans ses nouvelles fonctions de Directeur général du Centre international de presse (CIP) en remplacement de M. Raouf Maamri. Dans son intervention lors de la cérémonie d'installation, le ministre a mis l'accent sur la nécessité de développer le CIP, au vu des "défis majeurs" qui l'attendent, saluant les efforts consentis dans ce sens.

Le nouveau DG du CIP était un ancien cadre au ministère de la Communication et à l'Entreprise de télédiffusion d'Algérie (TDA).

BOUIRA

Un septuagénaire heurté mortellement par un train à Lakhdaria

Un septuagénaire est décédé mardi matin après avoir été heurté par un train à Tizi Lbir dans la commune de Lakhdaria (Ouest de Bouira), a-t-on appris auprès des services de la protection civile.

L'accident s'est produit vers 10h20 lorsqu'un train de transport de voyageurs, assurant la desserte Alger/Sétif a heurté un homme âgé de 70 ans sur le pont de Tizi Lbir à Lakhdaria, selon les détails fournis par les services de la Protection civile.

"La victime a rendu l'âme sur le coup, et son corps a été transféré à la morgue de l'Établissement public hospitalier (EPH) de la ville de Lakhdaria", ont précisé les mêmes sources.

Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de cet accident.

ARABIE SAOUDITE
De fortes pluies à La Mecque

De fortes pluies qui s'abattent depuis deux jours sur La Mecque ont entraîné, lundi, la fermeture préventive des tunnels de la ville, rapportent des médias locaux.

Selon des prévisions météorologiques, le temps qui prévaut à La Mecque se poursuivra jusqu'à lundi soir.

La situation a poussé les autorités à activer la dispense des cours à distance, ajoute la source.

Le Centre de gestion des crises et des catastrophes de la région de La Mecque a signalé la chute d'arbres, a procédé à la fermeture par précaution des tunnels en raison de la pluie.

Le centre a également appelé à "faire preuve de prudence pendant la situation pluvieuse et à rester chez soi".

AIN DEFLA
Plusieurs points de vente promotionnelle de poisson

Plusieurs points de vente promotionnelle de produits halieutiques ont été ouverts cette semaine dans la wilaya d'Ain Defla, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale de la pêche et de l'aquaculture.

Deux espaces destinés à la vente promotionnelle de la daurade et du tilapia ont été ouverts au début de la semaine en cours au niveau des poissonneries d'Ain Defla et Khemis Miliana, a affirmé à l'APS, le premier responsable du secteur de la pêche et de l'aquaculture, Abdelhakim Lazaar, indiquant que deux (02) quintaux de tilapia et 1,5 quintal de daurade ont été vendus entre dimanche et lundi.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
17 morts et 1164 blessés en une semaine

Dix-sept (17) personnes sont décédées et 1164 autres ont été blessées dans 1003 accidents de la circulation enregistrés à travers plusieurs wilayas du pays durant la période allant du 4 au 10 décembre, selon un bilan hebdomadaire rendu public mardi par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'sila avec trois (3) morts et 37 blessés dans 26 accidents de la circulation, ajoute la même source.

AIN DEFLA
701 foyers raccordés au réseau de gaz naturel à El Maine

Au total, 701 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel dans la commune d'El Maine (est de la wilaya), par les autorités locales, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

Il s'agit, selon la même source, de la dernière commune de la wilaya d'Ain Defla à être raccordée au réseau de gaz naturel dans le cadre du programme de 2019 de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL), dont le montant du projet, transport et distribution compris, a été de près de 704 millions DA.

KHENCHELA
Perturbation de l'approvisionnement en eau potable dans 6 communes (ADE)

Des perturbations de l'approvisionnement en eau potable sont enregistrées dans six communes de la wilaya de Khenchela, a indiqué lundi un communiqué de la cellule de communication de l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE).

Le document de l'ADE a ainsi indiqué que la perturbation concerne les communes de Khenchela, Taouzianet, Kais, EL Mehmel, Ouled Rechache et El Hamma.

Le communiqué a ajouté que la perturbation est due à la suspension du pompage à partir de la station du barrage de Koudiet lemdouar de Batna en raison d'une panne technique sur la canalisation du couloir d'alimentation de la wilaya de Khenchela au niveau de la localité de Boulhilet à Batna.

EL TARF
2.352 comprimés psychotropes saisis au poste frontalier d'Oum Teboul

Les services des douanes ont saisi 2.352 comprimés psychotropes au poste frontalier d'Oum Teboul (El Tarf), et ce, lors de la finalisation des procédures douanières d'accès d'un voyageur au territoire national, indique mardi un communiqué de la Direction générale des Douanes (DGD).

Cette opération dénote, selon la DGD, "la vigilance des agents des douanes algériennes mobilisés dans l'accomplissement de leurs missions, en vue de la protection de l'économie nationale et la préservation de la sécurité et de l'ordre publics, outre la lutte contre tout ce qui est de nature à porter atteinte à la santé et la sécurité du citoyen".

FOIRE DE LA PRODUCTION ALGÉRIENNE

Le Président Tebboune inaugure la 30^e édition

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, mardi au Palais des expositions (Pins maritimes, Alger) à l'inauguration de la 30^e Foire de la production Algérienne "FPA 2022", en présence de ministres et de membres du corps diplomatique accrédité en Algérie.

Le Président Tebboune a entamé sa visite à la foire en se rendant au pavillon des industries militaires de l'Armée nationale populaire (ANP) dont les entreprises prennent part à cette manifestation pour la sixième fois consécutive.

Au niveau de ce pavillon, le président de la République a mis en avant la nécessité d'augmenter le taux d'intégration nationale et de créer "une véritable industrie mécanique".

"Il ne faut plus se contenter du montage, et se diriger vers

l'industrialisation", a-t-il déclaré, relevant l'importance d'atteindre un taux d'intégration entre 40 et 50%.

Au stand du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), le Président

Tebboune a insisté sur la réduction

de la dépendance à l'huile de table et de parvenir à une production "du champ au consommateur".

"Nous aspirons à parvenir entre avril et mai prochains à asseoir une véritable industrie de l'huile de table, du champ au consommateur, en vue de mettre un terme à l'importation des huiles brutes pour les raffiner, et à notre dépendance au marché international", a-t-il dit. Concernant le sucre, le président de la République a invité les investisseurs à se diriger vers la production de cette matière en Algérie, en les encourageant "à exporter en toute liberté dans une phase ultérieure", d'autant que le sucre est très demandé sur le marché africain.

Au niveau du stand des industries électroménagères, M. Tebboune a

appelé à la réduction de l'importation d'appareils électroménagers et à l'intensification de l'investissement local dans ce domaine.

Il a réitéré, à cette occasion, la disponibilité de l'Etat à poursuivre l'accompagnement et le soutien aux investisseurs pour leur permettre d'atteindre un taux d'intégration acceptable et de contribuer à la création de davantage de postes d'emploi.

Placée sous le slogan "Pour une économie forte et attractive", cette 30^e édition se tient jusqu'au 24 décembre avec la participation de près de 600 entreprises algériennes publiques, privées et start-up, sur une superficie globale d'environ 27.000 m², selon la Société algérienne des foires et exportations (Safex), organisatrice de cet événement.

Les entreprises prenant part à la FPA 2022 représentent plusieurs secteurs d'activités dont les industries militaire, mécanique, manufacturière

(meubles, décor et textile), électrique, électronique, électroménagère, mécanique, pétrochimique, et agroalimentaire, ainsi que les services, les banques, et le bâtiment et les matériaux de construction, en sus du secteur de l'artisanat.

Les entreprises de l'industrie militaire sont aussi présentes à la FPA 2022, et ce, pour la 6^{ème} année consécutive.

Concernant le programme des activités de la Foire, les organisateurs ont programmé des journées d'études sous forme de panels, en vue de débattre de plusieurs thèmes, à l'instar

du nouveau Code de l'investissement, du développement et de la modernisation du secteur de l'agriculture, à même de faire face aux défis actuels et de l'importance de la sécurité alimentaire.

De plus, des ateliers de travail sur le commerce électronique et d'autres activités, seront également organisés.

Parallèlement à la Foire, la "SAFEX" a également réservé un stand dédié aux remises de fin d'année et qui sera destiné à la vente directe au public.

La Chambre d'artisanat et des métiers (CAM) organise également le Salon national de la céramique d'art au pavillon "Djurdjura". Selon la Safex, la Foire devra ouvrir ses portes tous les jours, de 11h00 jusqu'à 18h00.

Le Président Tebboune réitère la détermination de l'Etat à protéger le produit national

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé mardi la détermination de l'Etat à protéger le produit national et à fournir toutes les facilitations nécessaires pour accéder au marché africain. S'exprimant à l'occasion de l'inauguration de la 30^e édition de la Foire de la production algérienne (FPA) au Palais des expositions (Pins maritimes, Alger), le Président Tebboune a souligné que l'Etat était déterminé à protéger le produit national et à fournir toutes les facilitations nécessaires

pour accéder au marché africain, tout en luttant contre la spéculation sous toutes ses formes. La protection du produit national "doit être accompagnée par une qualité qui puisse répondre au goût du consommateur algérien et garantir au moins entre 55 et 75% des besoins du marché national, en sus d'accéder au marché africain".

"Nos opérateurs économiques peuvent demander des surfaces allant jusqu'à 5.000 m² pour exposer et commercialiser le produit national en Mauritanie, au Niger et au

Sénégal", a poursuivi M. Tebboune, relevant que "les facilitations pour ce faire sont disponibles".

"Nous pouvons aussi accéder au marché de l'Union européenne pour les équipements électroménagers, réputés pour leur excellente qualité", a-t-il dit.

Le président de la République a appelé, par ailleurs, les opérateurs économiques à signaler "toutes tentatives de porter atteinte illégalement à leurs entreprises", indiquant que "l'ère du montage en Algérie est révolue"

et qu'il était temps pour le pays de "devenir un pays industrialisé, slogan de l'année 2022".

Et de rappeler qu'il "n'y aura aucune tolérance envers ceux qui tentent de contourner les services de l'Etat à cet égard", soulignant que l'Etat soutiendra tous les opérateurs qui contribueront à l'économie nationale et à l'augmentation des recettes du Trésor public, pour pouvoir réaliser au moins plus de 15 milliards USD d'exportations hors hydrocarbures.

EDUCATION

Titulariser les contractuels contribuera à améliorer le niveau de l'enseignement (enseignants des wilayas du centre)

La décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant titularisation immédiate des enseignants contractuels du secteur de l'éducation, contribuera à stabiliser le secteur et à améliorer le niveau de l'enseignement, ont affirmé lundi des membres du secteurs dans les wilayas du centre du pays.

Titulariser les contractuels du secteur de l'éducation nationale va sans aucun doute avoir des résultats positifs sur le rendement des concernés qui seront plus motivés car rassurés sur le plan socioprofessionnel, et permettra un meilleur apprentissage pour les élèves, ont soutenu des enseignants et des représentants syndicaux du secteur dans des déclarations recueillies par les correspondants de l'APS.

A Blida, tous des enseignants ont déclaré qu'ils attendaient cette décision de titularisation

"depuis longtemps", estimant qu'elle "contribuera de manière significative à remonter le moral des concernés, et les stabilisera dans leur vie professionnelle". A Djelfa, la même décision a été largement saluée par les concernés qui estiment qu'elle "traduit l'accompagnement du secteur par les hautes autorités qui sont à l'écoute des préoccupations du secteur de l'éducation". Un enseignant du moyen de la commune de Selmana, contractuel depuis trois ans, a déclaré que qu'il a été "agréablement surpris" par une telle décision. C'est le cas aussi pour Malika A, enseignante dans une localité enclavée.

A Chlef, le secrétaire général du syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (SATEF), Yahia Azouaou, a qualifié la décision de "pas important au service du secteur de l'éducation". Un avis partagé par un membre du l'union

de wilaya des travailleurs de l'éducation, Mohamed Gourine, qui a relevé la décision "répond à une vieille revendication du partenaire social". Même son de cloche du côté de la famille de l'éducation de Tipasa, où l'inspecteur de d'éducation du cycle primaire, Ben Yahia Djilali, a qualifié la décision du Président Tebboune de "décisive et courageuse, permettant d'asseoir une stabilité du secteur".

Le directeur d'une école primaire du centre-ville de Tipaza, Youcef Chaouch, a affirmé qu'une fois titularisés, les enseignants concernés "vont certainement fournir plus d'efforts et améliorer leur rendement". A Ain Defla, le secrétaire général du syndicat d'entreprise des travailleurs de l'éducation (SETE), affilié à l'UGTA), Ahmed Kelouaz, a souligné que la décision de titulariser les contractuels de l'éducation "permettra aux enseignants

d'avoir leurs postes d'emploi permanents".

A Boumerdes, les représentants de l'Union nationale du personnel de l'éducation (UNPEF) et la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE), ont considéré la décision de "pierre angulaire dans le processus d'édification du secteur de l'éducation en Algérie". Les enseignants Mohamed Nassim et Ali Kir, dans la même wilaya, ont qualifié cette décision d'"historique".

De son côté un membre du bureau régional-centre de l'UNPEF, Ali Maldi a salué une décision "courageuse", qui "prend en charge une ancienne revendication des enseignants contractuels". Le président du bureau local de l'UNPEF à Bouira, Tallal Ramdane, a souligné, pour sa part, qu'il s'agissait d'"une réponse à une préoccupa-

tion d'enseignants qui ont souffert pendant des années". Un avis partagé par le responsable du même syndicat à Tizi-Ouzou, Larbi Ait Gharbi, qui estime que la décision "impactera positivement" le secteur de l'éducation "aussi bien pour les enseignants qui seront ainsi rassurés au plan socioprofessionnel, qu'aux élèves qui n'auront plus à subir les changements d'enseignants périodiquement, ce qui impactait négativement leur apprentissage", selon lui. A Bejaia, des enseignants concernés par la décision, et des syndicalistes du secteur de l'éducation ont exprimé beaucoup de satisfaction et de joie. "C'est une revendication syndicale qui date de plusieurs années et qui va apporter beaucoup de stabilité et de sérénité", ont souligné Nabil Ferguenis, du syndicat national des travailleurs de l'éducation, et Amoura Boualem du SATEF.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR-MOUDJAHIDINE

Signature d'une convention de coopération portant préservation de la Mémoire nationale

Une convention de coopération a été signée lundi entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit à l'Université Benyoucef-Benkhedda (Faculté centrale), ayant pour objet, la consolidation de la coordination entre les deux secteurs en matière de préservation de la Mémoire nationale. En vertu de la convention signée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari et par le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga, les deux parties s'engagent à collaborer dans le domaine de la protection de la Mémoire

nationale et à valoriser les recherches des enseignants et des spécialistes de l'histoire d'Algérie, notamment le Mouvement nationale et la Révolution du 1^{er} Novembre. La convention a pour objectifs la consolidation de la coopération et de la coordination entre les entreprises relevant du ministère des Moudjahidine et les laboratoires spécialisés au niveau des universités, en vue de promouvoir la recherche en histoire et la consolider, selon les méthodes scientifiques et académiques modernes. La convention vise à introduire les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) et de la numérisation dans l'enseignement de l'histoire et à œuvrer à la numérisa-

tion des documents et des publications y afférents. De même, la Déclaration du 1^{er} Novembre 1954 et l'Illadi algérienne seront intégrés dans les normes de l'enseignement de l'histoire, en mettant en exergue la dimension historique de la nation et en focalisant sur ses grandes haltes.

Dans une allocution, à l'occasion, le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit a affirmé que cette initiative s'inscrivait dans le cadre de "la poursuite de l'opération de concrétisation du plan d'action du Gouvernement, dans l'axe relatif à la préservation de la Mémoire nationale, étant le pilier essentiel pour la protection des composantes de notre identité et de notre unité

nationale". Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a indiqué, pour sa part, que le but de la signature de la présente convention, est d'introduire des méthodes d'enseignement modernes qui reposent sur les technologies et la numérisation. Partant, ajoute le ministre, "il sera procédé au renouvellement des offres de formation en matière d'enseignement de l'histoire dans les universités, à travers l'intégration de tout ce qui est scientifique et exact". A ce propos, M. Baddari a mis l'accent sur l'importance d'encourager et d'accompagner les étudiants à la création des micro-entreprises qui "allient histoire et technologies de pointe".

SANTÉ

Généralisation de l'inspection des établissements de santé à travers l'ensemble du territoire national (ministre)



Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a annoncé, mardi à Alger, la généralisation des opérations d'inspection des établissements de santé à travers l'ensemble du territoire national, ajoutant que les rapports finaux des équipes chargées de l'opération seront présentés en Conseil des ministres.

Dans une déclaration à la presse en marge du 1er séminaire national sur "l'amélioration de la qualité et de l'utilisation des équipements médicaux", M.

Saihi a souligné qu'en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, les équipes chargées d'inspecter les établissements de santé ont entamé leur travail la semaine dernière et l'opération qui se poursuit toujours a été généralisée à tous les établissements de santé, à travers l'ensemble du territoire national.

Et d'ajouter que les rapport finaux issues du travail de ces équipes "seront soumis au Conseil des ministres pour examen".

Le président de la République avait enjoint au ministre de la Santé, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres, de préparer pour la prochaine réunion du Conseil des ministres un état des lieux sur la situation et la gestion des hôpitaux à travers le territoire national, et de lancer une inspection nationale sur la situation sur le terrain".

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE M. Boughali reçoit une délégation de l'Académie algérienne des sciences et des technologies

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a reçu lundi une délégation de l'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST), avec laquelle il a évoqué les voies et moyens de renforcer la coordination entre les deux instances, notamment en ce qui a trait à l'enrichissement des projets de lois, a indiqué un communiqué de la Chambre basse du Parlement.

L'audience qui s'est déroulée en marge des portes ouvertes organisées lundi par la Commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et des affaires religieuses pour faire connaître ses missions et ses compétences, a porté sur "les voies et moyens de renforcer la coordination entre l'APN et l'AAST, notamment en ce qui concerne l'enrichissement par ses membres de différents projets de lois lors de leur examen au niveau des commissions permanentes".

A cette occasion, M. Boughali a indiqué que "les portes de l'APN resteront toujours ouvertes aux membres de l'académie", soulignant dans ce cadre "son rôle vital et actif, notamment au vu des mutations nouvelles que connaît l'Algérie sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid



Tebboune, qui accorde un intérêt particulier à la science, au savoir et aux technologies de pointe en tant que locomotive du développement auquel aspire notre pays", ajoute le communiqué.

Il a appelé, dans ce sillage, les membres de l'AAST à organiser des activités au siège de l'assemblée en vue de contri-

buer à l'amélioration de la performance parlementaire.

De leur côté, les membres de l'académie ont salué "l'initiative d'ouverture parrainée par le président de la République et des chercheurs qui sont en mesure d'apporter des contributions précieuses en vue d'améliorer la perfor-

mance de l'économie nationale et de relever le niveau de l'enseignement supérieur", exprimant leur disponibilité à prodiguer des conseils techniques en la matière".

En dépit des circonstances qu'a vécues l'Algérie, en raison de la pandémie de Covid-19 et de ses répercussions, l'AAST, créée en 2015, "traduit aujourd'hui la volonté de l'Algérie d'encourager la recherche scientifique et la réalisation d'un développement économique fondé sur des bases scientifiques et de prospective".

Cette académie "tend à réaligner les objectifs du développement national à travers des études scientifiques et technologiques, et à proposer des solutions dans les domaines prioritaires, notamment la transition énergétique, la sécurité alimentaire, la santé et autres domaines vitaux".

ALGÉRIE - MAURITANIE

M. Lamamra reçoit le ministre mauritanien de l'Équipement et des Transports

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, a reçu, lundi à Alger, le ministre mauritanien de l'Équipement et des Transports, Nani Ould Chrougha, qui effectue une visite de travail en Algérie.

Les deux parties ont évoqué lors de cette rencontre, tenue en présence du ministre des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, les relations fraternelles et de coopération entre les

deux pays frères, ainsi que les perspectives de leur renforcement, et ce, dans le cadre de la concrétisation des orientations du président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, et son homologue mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

Ils ont insisté, à cet effet, sur l'importance stratégique du projet de la route Tindouf-Zouérate, étant une passerelle de coopération et de complémentarité qui devra ouvrir des perspectives prometteuses au développement économique

intégrés entre les deux pays et peuples frères.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de la rencontre, M. Nani Ould Chrougha a qualifié le projet de route de "stratégique et vital pour la région et pour la complémentarité entre l'Algérie et la Mauritanie", rappelant l'existence d'"une comité Algéro-mauritanien, chargé de la coordination pour la réalisation de ce projet dont la concrétisation sur le terrain est en cours pour répondre aux aspirations des deux peuples frères".

SÉCURITÉ SOCIALE

La Commission de la santé de l'APN auditionne le DG de la CNAS

La Commission de la santé, des Affaires sociales, du travail et de la formation à l'Assemblée populaire nationale (APN) a auditionné, lundi, le Directeur général de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), Fayçal Bentaleb, a indiqué un communiqué de la Chambre basse du Parlement.

M. Bentaleb a fait un exposé dans lequel il a précisé que la CNAS s'occupait de la gestion des performances des assurances sociales relatives à la maladie, la maternité, l'invalidité, le décès et les accidents de travail, les pensions familiales pour le compte de l'Etat, le recouvrement des cotisations et les litiges qui y sont liés outre l'octroi du numéro de sécurité sociale aux travailleurs et aux employeurs, a précisé le communiqué.

Dans le même sillage, le DG de la CNAS a rappelé d'autres missions assignées à son établissement à savoir la promotion de la politique de prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles, la gestion du fonds de prévention et la gestion des performances des bénéficiaires des conventions bilatérales.

Il a également rappelé, ajoute la même source, le grand progrès dans le secteur de la numérisation, dont le système Chifa qui a œuvré à l'allègement des mesures de prise en charge de l'assuré social, ainsi que l'application système de l'espace El-Hanaa qui donne à l'assuré social, la possibilité de bénéficier de plusieurs prestations, à l'instar de la demande de la carte Chifa à distance, le retrait de l'attestation d'affiliation aux assurances sociales et

la possibilité pour les employeurs de s'assurer de la conformité de cette attestation, la demande de remboursement du congé maladie à distance et d'autres prestations possibles. Lors du débat, les membres de la Commission ont valorisé les efforts consentis dans le cadre de l'amélioration du service fourni au citoyen, ainsi que le grand progrès dans la numérisation de la gestion de la CNAS, proposant l'application du système code barres, dans le remboursement des médicaments.

Les membres de la Commission ont également demandé la nécessité d'actualiser les textes réglementaires qui régissent le système de remboursement, afin que ces textes puissent se mettre au diapason des évolutions du marché, notamment les remboursements

relatifs à certaines analyses et radiographies.

Ils ont également appelé à introduire certains dispositifs propres aux personnes à besoins spécifiques, demandant également d'ajouter certaines pathologies dans la nomenclature des maladies chroniques.

De plus, les députés ont mis en avant la nécessité pour la CNAS d'entrer dans le domaine de l'investissement, afin qu'elle ne reste pas otage des cotisations uniquement, et ce, à l'effet d'alléger le grand déficit dont pâtit la Caisse toute l'année.

Les députés ont également soulevé des préoccupations locales qui consistent à la création de centres de paiement et de contrôle médical, notamment dans les villes nouvelles et les grandes agglomérations urbaines.

La CASNOS ambitionne d'alléger les procédures à travers la généralisation de la numérisation (DG)

Le Directeur général (DG) de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS), Azzouz Assassi a affirmé, lundi à l'Assemblée populaire nationale (APN), que la Caisse ambitionnait d'élargir la gamme de ses services et d'alléger les procédures à travers la généralisation de la numérisation, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. Présentant un exposé devant la Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle, lors d'une séance présidée par M. Ryadh Khellaf, président de la Commission, M. Assassi a précisé que la CASNOS œuvrait à "élargir ses services et alléger les procédures à travers la généralisation de la numérisation".

Évoquant les difficultés auxquelles fait face la Caisse, le responsable a cité notamment "la hausse des frais des prestations face à la baisse des cotisations, d'autant plus que le taux



de recouvrement a atteint, jusqu'au 30 novembre dernier et malgré tous les moyens utilisés, 88,16%, soit 72,91 milliards Da", ajoute la même source.

Lors du débat, les députés se sont interrogés sur la situation financière de la CASNOS, les différents obstacles entravant l'affiliation et la méthode de calcul des cotisations.

Les membres de la Commission ont jugé primordial d'intensifier "la sensibilisation sur l'affiliation à la CASNOS", notamment au profit des agriculteurs, des éleveurs et des professionnels libéraux, et de proposer des avantages de manière à permettre aux affiliés de bénéficier, par exemple, des différentes formules de logements, tout en recommandant la généralisation du conventionnement avec les cliniques privées, conclut le communiqué.

LAGHOUAT

Appel à la collecte de documents historiques et les mettre à la disposition des chercheurs (rencontre)

Les participants à une rencontre organisée lundi à Laghouat ont appelé à la collecte de documents historiques afin de les mettre à la disposition des chercheurs, a-t-on appris des organisateurs.

Ils ont recommandé, au terme des travaux de cette rencontre tenue à l'université Ammar-Thelidji de Laghouat durant deux jours (11-12 décembre), de collecter des documents historiques, notamment ceux ayant trait à la glorieuse Révolution du 1er novembre 1954, pour les mettre à la disposition des chercheurs, ainsi que la création d'un laboratoire des études historiques dans le Sud du pays.

Les intervenants ont aussi appelé à poursuivre la collaboration entre universitaires, historiens, chercheurs et spécialistes des médias, afin de contribuer à la préservation de la Mémoire nationale et ce, au travers de conventions de coopération et de partenariat entre les universités algériennes. Les recom-



mandations, ponctuant les travaux de cette rencontre, ont insisté en outre sur le renforcement du rôle des médias notamment en ce qui concerne les questions relatives à la valorisation des principes de citoyenneté, et le suivi de l'ensemble des événements liés à la Mémoire nationale, tout en

assurant leur diffusion périodique.

Les participants ont également souligné l'importance d'inciter les parties concernées, à l'instar du secteur de l'Éducation, à accorder plus d'intérêt à l'histoire nationale dans les programmes scolaires, et à encourager davantage les

étudiants du Master et les Doctorants à veiller, dans leurs thèses de fin d'étude, à se documenter de manière scientifique lorsqu'il s'agit d'évoquer l'histoire nationale.

Les participants à cette rencontre ont, par ailleurs, proposé la création de cellules de traduction soutenues par des chercheurs en histoire, pour assurer une traduction fidèles d'ouvrages édités à l'étranger et concourir à la production œuvres cinématographiques et documentaires traitant de l'histoire du pays.

Cette rencontre, intitulée "132 ans de lutte : parcours révolutionnaires, victoires diplomatiques et engagement médiatique", a été animée par des conférenciers issus de différentes universités du pays.

CONSTANTINE

Ouverture d'un séminaire national sur la filière blé à l'Université des Frères Mentouri

Un séminaire national organisé sous le thème "La filière blé, défis et perspectives, pour son développement et sa durabilité", a été ouvert mardi au campus Tidjani Haddam de l'Université des Frères Mentouri, Constantine-1.

Cette rencontre scientifique qui regroupe plus de 120 participants, a été organisée par le Laboratoire de génétique, biochimie et biotechnologie végétale relevant de la Faculté des sciences de la nature et de la vie de l'Université Constantine-1, a précisé à l'APS la présidente du séminaire Nadiya Yakhlef, enseignante cher-

cheure au sein de cette faculté.

L'organisation de ce séminaire en coordination avec la direction des services agricoles (DSA) s'inscrit dans le cadre d'une convention de partenariat signée entre les ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et de l'Agriculture et du Développement rural visant la promotion des filières agricoles stratégiques dont les céréales, a ajouté la même responsable, également vice-rectrice chargée de la pédagogie à l'université Constantine-1. L'amélioration de la production céréalière en Algérie, la

biodiversité du blé "changements climatiques", la qualité du blé, les maladies du blé et l'estimation et évaluation des pertes de rendement, figurent parmi les communications qui seront présentées lors de cette rencontre nationale, ouverte par le doyen de la Faculté des sciences de la nature et de la vie, Laid Dehimat.

Différentes instances et institutions versées dans ce domaine prennent part à ce séminaire national marqué par la participation de dix (10) wilayas dont Tizi Ouzou, Tiaret, Souk Ahras, Sidi Bel Abbès et Ain Témouchent, selon les organisateurs.

SIDI BEL ABBES

Examen des voies de coopération entre l'Algérie et l'Allemagne

L'ambassadrice d'Allemagne en Algérie Elisabeth Wolbers a passé en revue lundi, lors de sa visite dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, les voies de coopération dans le cadre du partenariat entre les deux pays, a-t-on appris auprès de la wilaya.

Mme Wolbers a passé en revue avec le wali de Sidi Bel Abbès, Samir Chibani, au siège de la wilaya, les diffé-

rents domaines de coopération bilatérale, notamment dans le secteur de l'environnement, dans le cadre du contrat de mise en œuvre des "communes vertes" entre le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et l'Agence allemande de coopération dans le cadre de l'accompagnement des communes dans leurs

efforts de développer l'utilisation des technologies de consolider l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, a-t-on précisé à la cellule de communication de la wilaya.

Les deux parties ont également abordé le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique à l'université Djillali Liabes de Sidi Bel Abbès qui fera l'objet de la

visite de l'ambassadrice, compte tenu de la disponibilité du département de langue allemande à l'université, selon la même source.

L'ambassadrice d'Allemagne en Algérie s'est dite satisfaite du niveau des relations bilatérales entre les deux pays et de la coopération économique distinguée, exprimant son intérêt pour les échanges culturels entre les deux pays.

MILA

Mise en service d'un réseau de gaz naturel au profit de 286 foyers dans la commune de Chigara

La commune de Chigara (Nord de Mila) a vu la mise en service d'un réseau de gaz naturel en faveur de 286 foyers relevant du groupement d'habitation de "Kikba", a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

La mise en service d'un réseau de gaz naturel en faveur de 286 foyers du groupement d'habitation de "Kikba" fait partie d'un projet visant l'alimentation en gaz naturel de 737 habitations, sur plusieurs étapes, a précisé

la même source, soulignant que cette opération a mobilisé une enveloppe financière estimée à 182 millions DA.

Les services de la wilaya ont indiqué que les travaux se poursuivent pour le raccordement d'autres foyers au réseau de gaz naturel, faisant savoir que le taux d'avancement de ce projet devant être réceptionné en février 2023, se situe actuellement à 76%.

Précisant que l'enveloppe finan-

cière réservée au raccordement de chacune des habitations est évaluée à 250.000 DA, la même source a mis l'accent sur les efforts déployés dans ce domaine, dans le but d'améliorer le cadre de vie de la population.

A Mila, plusieurs programmes de raccordement au réseau de gaz naturel sont en cours, ciblant notamment des régions marquées par un climat très froid en hiver, a conclu la même source.

ORAN

Ouverture d'un point de vente pour commercialiser le poisson d'aquaculture

La chambre de la pêche et de l'aquaculture d'Oran a ouvert lundi un point de vente de poissons d'aquaculture dans le marché couvert de Haï (quartier) El Maqarri à des "prix étudiés", a-t-on appris du directeur local de la pêche et produits halieutiques Ilies Mustapha.

La création de ce point de vente s'inscrit dans le cadre du programme mis en place par le ministère de tutelle afin d'encourager la commercialisation des produits d'aquaculture du producteur au consommateur.

Deux types de poissons, à savoir la daurade royale et le tilapia rouge, sont actuellement proposés aux consommateurs en attendant la disponibilité d'autres variétés à l'avenir.

Le but de ce programme, a indiqué M.

Mustapha, est de fournir du poisson d'aquaculture aux consommateurs à des prix raisonnables.

La daurade royale est cédée à 990 DA le kilo et le tilapia rouge à 550 DA le kilo.

Par ailleurs, les services du ministère de la Pêche et des Produits halieutiques ont mis en place un plan d'action visant à encourager le consommateur à acquérir du poisson tilapia rouge qui est produit surtout dans les wilayas de l'intérieur du pays, au travers diverses campagnes de sensibilisation et de publicité montrant la valeur nutritionnelle de ce type de poisson.

En termes de goût et de valeur nutritionnelle, le tilapia rouge est aussi remarquable que le poisson marin, a-t-on indiqué.

EL-OUED

Près de 70 exposants au Salon international "Agros-Souf 2022"



Près de 70 exposants prennent part à la 6ème édition du Salon international "Agro-Souf 2022", ouverte lundi à d'El-Oued, a-t-on appris des organisateurs.

Plusieurs entreprises publiques et privées ont, eu égard à leur rôle d'accompagnement des opérateurs agricoles, été invitées à la 6ème édition du Salon international "Agro-Souf 2022", pour dynamiser les mécanismes d'orientation et de vulgarisation, qualifiées de nécessaires à l'amélioration de la productivité, de la qualité et du rendement, a indiqué le président de la commission d'organisation de cette manifestation économique, Fayçal Houamdi.

Il s'agit notamment des entités économiques versées dans la production des produits phytosanitaires, intrants et semences, et des compagnies d'assurance, a indiqué M. Houamdi.

Le Salon "Agros-Souf 2022" qu'abrite, quatre jours durant, le complexe touristique "Gazelle d'Or" regroupe également des opérateurs économiques des Etats-Unis d'Amérique, de l'Italie, et de Tunisie.

Il tend, entre autres objectifs, à mettre en valeur les potentialités naturelles que renferment les terres agricoles sahariennes, mettre en exergue les voies d'accompagnement des agriculteurs, ainsi que l'encouragement de l'investissement agricole en vue de concrétiser le programme national visant l'extension des superficies agricoles irriguées, le développement du produit agricole, la réalisation de l'autosuffisance agricole et son orientation et l'examen des mécanismes d'exportation du produit agricole.

Le programme du Salon prévoit un séminaire national sur "L'économie de l'agriculture saharienne en Algérie, contraintes et perspectives", traitant, à la faveur d'une centaine de communications, les questions liées au développement de l'agronomie saharienne, le foncier agricole, l'exploitation des énergies renouvelables et certaines préoccupations des agriculteurs.

La 6ème édition du Salon international "Agro-Souf 2022" est organisée par la société "El-Fahd", en coordination avec la Chambre agricole locale et l'Université "Chahid Hamma Lakhdar" d'El-Oued.

INDUSTRIE

M. Zaghdar présente le bilan du secteur devant la Commission des affaires économiques de l'APN

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, a présenté, lundi devant la Commission des affaires économiques, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN), un bilan général du secteur pour les années 2021-2022, affirmant que les réalisations accomplies dans le cadre de la stratégie du ministère de l'Industrie interviennent au titre du programme et des directives du président de la République et figurent dans le plan d'action du Gouvernement.

La séance d'audition s'est déroulée en présence du président de la commission, Kamel Belakhdar, et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar. Le ministre a précisé que le bilan du secteur s'articule autour de la réforme du secteur public marchand, de la gouvernance des entreprises économiques publiques (EPE), de la relance de l'investissement, de l'amélioration du climat des affaires, du développement et de la valorisation du foncier économique et de l'amélioration de son exploitation, de la promotion des petites et moyennes entreprises (PME), et du développement des filières industrielles prometteuses, de l'infrastructure nationale de qualité, en sus de l'amélioration de la qualité des prestations publiques et de la simplification des mesures administratives et de numérisation.

En matière de réforme du secteur public marchand et de la gouvernance des EPE, M. Zaghdar a fait état du lancement d'un audit global concernant la gouvernance et le niveau de performance dans tous les groupes industriels et les holdings en vue de faire un diagnostic minutieux de chaque entreprise, faisant savoir qu'une évaluation a été réalisée au niveau de neuf (9) groupes sur 10, placés sous le portefeuille du ministère de l'Industrie.

Le ministre a souligné, par ailleurs, la levée des contraintes auxquelles sont confrontés les EPE, faisant état du recensement de 29 entreprises qui connaissent des difficultés financières, indiquant qu'il a été décidé, en premier lieu,

de présenter les dossiers de trois entreprises devant le Conseil des participations de l'Etat (CPE).

Il s'agit, selon lui, du dossier de la relance du complexe de cycles, motocycles et applications (CYCMA), du dossier du redressement et de la relance des activités des filiales relevant de la société holding "GETEX", ainsi que du dossier de redressement de l'Entreprise nationale de industries de l'électroménager (ENIEM).

Le ministre a évoqué la promotion du partenariat entre les groupes industriels, les partenaires nationaux et les étrangers, à l'instar du projet de partenariat entre l'Entreprise nationale de l'industrie électronique "ENIE" et le partenaire italien "FIMER" pour la fabrication d'onduleurs photovoltaïques, des unités de transformation des stations d'énergie solaire et des instruments de contrôle pour l'industrie de l'énergie photovoltaïque, avec un montant d'investissement de 3,2 milliards de DA.

Il a cité en outre le projet de partenariat entre les sociétés publiques de holding "MADAR" et "AGRODIV", en vue de la relance de l'unité des jus "JUCTA" (Jijel) pour un montant d'investissement de 2,3 Mds de DA. Pour ce qui est de la relance de l'activité des EPE à l'arrêt, le ministre a fait état de la relance de l'activité de 17 EPE sur un total de 51 EPE recensées, outre la programmation de 34 EPE restantes durant 2023, dont 09 EPE dont l'état est tributaire de la nature du projet devant être créé.

Il sera procédé aussi à la relance de l'activité des entreprises confisquées, a-t-il fait

savoir, relevant les biens et les actifs de 19 sociétés confisquées ont été transférés au profit du secteur public marchand.

Secteur public marchand: la valeur de production en hausse de 31,5%

M. Zaghdar a fait savoir, dans un autre contexte, que le secteur public marchand avait enregistré des résultats positifs comparativement à 2021, à savoir une hausse de la valeur de production de l'ordre de 31,5%, une hausse du chiffre d'affaires de l'ordre de 32%, une hausse de la valeur ajoutée de l'ordre de 12,5%, ainsi qu'une augmentation du nombre des travailleurs de l'ordre de 0,4%.

En matière d'amélioration de l'investissement, le ministre a rappelé la promulgation du nouveau Code de l'investissement et de ses 8 textes d'application, faisant état de négociations sur des accords internationaux multipartites concernant le protocole d'investissement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), et la convention arabe sur l'investissement, afin de drainer davantage d'investissements arabes vers l'Algérie.

Il a également été procédé à la levée d'obstacles sur quelque 863 projets d'investissements finis inexploités, soit 94% des 915 projets en suspens, ce qui a permis de créer plus de 52.000 postes d'emploi, avec un volume total des investissements s'élevant à plus de 527 milliards Da, a-t-il précisé. En matière de développement des filières industrielles prometteuses, M. Zaghdar a rappelé la promulgation du texte de



loi régissant l'activité de construction automobile, tout en autorisant la reprise de l'activité de l'importation des véhicules.

Dans le segment des industries électriques, il a relevé l'organisation de 158 entreprises locales en Cluster, outre l'application d'une nouvelle stratégie basée sur la production de kits de manière à réduire la facture des importations à hauteur d'un (01) milliard Usd à court terme. Plus explicite, le ministre a passé en revue les acquis réalisés dans les domaines des industries de l'électronique, l'électroménager, l'agroalimentaire, du textile, du cuir, des produits chimiques, du bâtiment, la sidérurgie, ou encore dans le domaine de la sous-traitance.

Une progression de 5 places dans l'indice mondial de l'innovation

M. Zaghdar a, par ailleurs, souligné que l'Algérie avait progressé de cinq (5) places dans l'Indice mondial de l'innovation de l'année 2022, occupant la 115e place alors qu'elle figurait à la 120e place en 2021, réalisant ainsi une progression de 4 à 9 places dans cinq axes principaux sur un total de sept axes composant l'indice.

En matière d'amélioration de la qualité des services publics, la simplification des procédures et la numérisation, le ministre a évoqué la dématérialisation des procédures administratives au

niveau central, avec un programme prévoyant la connexion des Directions de wilayas et des instances sous la tutelle à un réseau propre au secteur industriel.

Il a évoqué, en outre, le lancement d'un nouveau site web pour le ministère de l'Industrie, la création de plateformes numériques dédiées à la gestion des mécanismes et des systèmes gérés par le ministère à l'instar du système des concessionnaires des véhicules neufs, le système de fabrication des véhicules, les lignes de production et les équipements rénovés, les industries électronique, électroménager et l'agroalimentaire.

Une plateforme numérique a été mise en place, selon le ministre, dédiée aux requêtes et aux préoccupations des opérateurs économique et des usagers de l'administration. A propos de l'intelligence économique, des cellules de veille stratégique ont été formées au niveau des groupes industriels publics, outre l'élaboration de trois documents en vue d'appliquer l'intelligence économique dans les établissements, à savoir: le livre blanc de l'intelligence économique au service de l'industrie, le guide de l'intelligence économique pour accompagner les établissements et les organisations, mais aussi un guide de formation pour les qualifications qu'exigent les différentes activités de l'intelligence économique.

INNOVATION

Séminaire algéro-suédois sur l'innovation et la digitalisation

L'innovation et la digitalisation, accélérateurs du développement économique en Algérie et en Suède, ont été au centre d'un séminaire tenu mardi à Alger, qui se veut un espace pour discuter des moyens d'améliorer les opportunités d'affaires et de partenariat entre les deux pays. Organisé par l'ambassade de Suède en Algérie en partenariat avec l'équipementier suédois "Ericsson Algérie", l'événement a vu la participation du ministre de la Numérisation et des Statistiques, Hocine Cherhabil, du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, ainsi que d'experts suédois, de startups algériennes et de représentants du secteur. La rencontre ambitionne de nouer des partenariats entre les entreprises suédoises et algériennes "dont le pays dispose de ressources clés pour le développement de son économie de la connaissance", a indiqué le directeur général d'Ericsson Algérie, Yacine Zerrouki. Des panels animés par des spécialistes sous le

thème "Activer l'innovation pour le développement de la durabilité" et "réaliser les objectifs de la digitalisation" ont été organisés à cet effet. Intervenant à cette occasion, le ministre de la Numérisation et des Statistiques a indiqué que l'événement permettra d'échanger sur les enjeux de l'innovation et de la digitalisation qui sont des "accélérateurs majeurs" du développement des entreprises. "Le séminaire est aussi un espace pour discuter des moyens d'améliorer les opportunités d'affaires et de partenariat dans les domaines des technologies de l'information, de la communication et de la numérisation", a souligné M. Cherhabil. Il a exprimé l'espoir de voir cette rencontre contribuer à la promotion de la transformation numérique en Algérie, à laquelle les hautes autorités du pays attachent une grande importance, compte tenu de son rôle dans le développement économique national et l'amélioration du cadre de vie du citoyen. De son côté, M. El-Mahdi Oualid a mis en avant l'importance de l'organisation de ce type d'événements afin

de permettre de lier des partenariats entre les acteurs activant dans le domaine des TIC et de la numérisation. L'ambassadeur de Suède en Algérie, Björn Haggmark, a indiqué, pour sa part, que les débats "contribueront, sans aucun doute", au profit des deux pays, à ouvrir la voie à des collaborations dans le domaine de l'innovation et de la digitalisation. En marge de cette rencontre, un e-convention de partenariat pédagogique a été signée entre Ericsson Algérie et deux instituts algériens, à savoir l'Ecole supérieure d'informatique (ESI) d'Alger et l'Ecole nationale supérieure des technologies de l'information et de la communication et de la Poste (ENSTICP).

Cette convention porte sur le déploiement du programme "Ericsson Education" qui est une plateforme numérique fournissant un contenu d'apprentissage axé sur l'amélioration des compétences numériques des étudiants et enseignants axés sur les technologies 5G et l'intelligence artificielle.

APS

ZONES INDUSTRIELLES

Récupération de plus de 2300 hectares de foncier inexploité (Zaghdar)

Quelque 2.308 hectares de foncier inexploité au niveau des zones industrielles (ZI) et des zones d'activités (ZA) ont été récupérés, a fait savoir lundi le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar. Il s'exprimait lors d'une séance d'audition organisée par la Commission des Affaires économiques, de l'industrie, du commerce et de la planification à l'Assemblée populaire nationale (APN), sous la présidence de Kamel Belakhdar, président de la Commission, en présence de la ministre des Relations de Parlement, Basma Azouar, lors de la quelle il a présenté un bilan exhaustif du secteur au titre de l'année 2021/2022. Dans le cadre de l'assainissement du foncier industriel au niveau des ZI et des ZA "minutieusement" répertorié, quelque 2.308 hectares de terres octroyées et inexploités ont été recensés, a soutenu le ministre, assurant que l'opération "se poursuit toujours". Concernant les nouvelles ZI, M. Zaghdar a affirmé que l'Agence nationale d'intermédiation et de régulation foncière (ANIREF) était chargée d'aménager six (06) nouvelles zones, indiquant qu'en 2022, l'accent a été mis sur le r accordement des ZI aux divers réseaux. Et d'ajouter que les travaux d'aménagement de trois zones avaient été achevés, à Bejaïa (El Kseur), à Boumerdès (Larbatache) et à Tlemcen (Ouled Bendamou), lesquelles devraient être réceptionnées avant la fin de l'année en cours. En matière de promotion des PME, le ministre a fait état de 1,3 millions d'entreprises en Algérie, faisant savoir que les centres d'aide, de consulting et les pépinières d'entreprises avaient accompagné 273 porteurs de projets et assuré l'incubation de 265 PME. Le Fonds de garantie des crédits aux PME (FGAR) a octroyé des gages financiers à hauteur de 14 milliards Da pour 309 projets en 2022, a-t-il conclu.

OPAEP

Le Koweïtien Aissa Al Loughani, nouveau Secrétaire général

Le Koweïtien, Djamel Aissa Al Loughani a été élu, lundi, Secrétaire général de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), a indiqué un communiqué du ministère de l'Énergie et des Mines, qui précise que le nouveau SG entamera ses fonctions à partir de février prochain.

L'élection de M. Al Loughani a eu lieu lors de la 109e réunion de l'OPAEP tenue en visio-conférence avec la participation du ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab. Lors de cette réunion, l'Irak s'est vu attribuer la présidence tournante pour l'année 2023, a ajouté le communiqué. Les participants ont examiné la possibilité d'élargir la qualité de membre à d'autres pays arabes.

Les membres de l'OPAEP ont décidé, à l'occasion, de la mise en place d'une commission ad hoc pour remettre de l'ordre dans l'organisation en vue d'insuffler une nouvelle dynamique prenant en considération les nouveaux défis et les mutations que connaissent les marchés de l'énergie. L'OPAEP regroupe les pays membres suivants:



l'Algérie, le Koweït, le Royaume de l'Arabie saoudite, la Lybie, le Qatar, le Bahreïn, les Emirats arabes unis, l'Irak, la Syrie, l'Égypte et la Tunisie. Présidé par Bassam T'omah, ministre syrien du pétrole et de la

international du pétrole et le rapport trimestriel sur "l'évolution du GNL et de d'hydrogène", a ajouté le ministère.

La rencontre a permis aussi d'examiner le taux d'avancement de la mise en œuvre du plan d'activation et de développement de l'OPAEP adopté par les conseil des ministres de l'organisation, notamment en matière de relance de la relation entre le secrétariat général et les entreprises arabes qui en découlent, la promotion du rôle de l'OPAEP dans la formation, la coordination des positions des pays membres au sujet des négociations relatives au changement climatique et les engagements qui suivent en sus du développement d'une base de données et l'activation de son rôle.

ALLEMAGNE

Le moral des investisseurs poursuit son rebond en décembre

Le moral des investisseurs allemands s'est de nouveau amélioré en décembre, reflétant l'espoir des marchés de voir l'inflation refluer prochainement dans la première économie de la zone euro, selon le baromètre ZEW publié mardi.

L'indicateur a regagné 13,4 points par rapport au mois de novembre, à -23,3 points, soit la troisième hausse consécutive pour cet indicateur, particulièrement instable, a indiqué l'institut ZEW dans un communiqué. Il fait mieux que le consensus d'analystes interrogé par Factset, qui

tablait sur un rebond à -29,5 points.

La composante du baromètre mesurant la confiance dans la situation actuelle grimpe également de 3,1 points, à -61,4 points. "La grande majorité des experts des marchés financiers s'attendent à une baisse de l'inflation dans les prochains mois", commente le président du ZEW, Achim Wambach, cité dans le communiqué. Le gouvernement allemand a annoncé fin septembre un plan massif de 200 milliards d'euros visant à plafonner les prix de l'énergie dès le

début de l'année prochaine. Résultat: "les perspectives de conjonctures se sont améliorées ces deux derniers mois en Allemagne", selon le ZEW.

Malgré cette relative amélioration, le gouvernement table toujours sur un recul du PIB (produit intérieur brut) de l'Allemagne dès le trimestre prochain, et anticipe une récession de 0,4% en 2023 pour la première économie européenne.

En zone euro, le moral des investisseurs prend 15,1 points, à -23,6 points, selon le ZEW.

SUISSE

Berne infléchit sa prévision de PIB pour 2023

Le ministère suisse de l'économie a légèrement revu à la baisse sa prévision de croissance pour l'économie du pays en 2023 mais ne prévoit pas pour autant de récession, indique-t-il mardi.

Le groupe d'experts de la Confédération, chargé de réaliser des prévisions conjoncturelles pour le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), a abaissé son estimation pour le produit intérieur brut (PIB) à 1% en 2023, contre 1,1% lors de sa précédente évaluation mi-septembre, indique-t-il dans un communiqué. Pour 2024, la croissance est ensuite attendue à 1,6%, soit un niveau "légèrement inférieur à la moyenne" pour l'économie suisse. Ce groupe d'experts,

qui met à jour ses prévisions tous les trois mois, a par contre maintenu sa prévision de croissance à 2% pour 2022, l'évolution du PIB au troisième trimestre s'étant avérée conforme aux attentes grâce à la consommation des ménages et au retour des touristes durant l'été.

"Au quatrième trimestre, il faut s'attendre à une croissance de l'économie suisse inférieure à la moyenne", précise cependant le ministère de l'économie dans le communiqué. "Par la suite, l'évolution conjoncturelle dépendra dans une large mesure de l'évolution de l'économie mondiale et de l'approvisionnement énergétique", ajoute-t-il.

Ces prévisions s'appuient

sur l'hypothèse "qu'il n'y aura pas, ni cet hiver ni l'hiver prochain, de pénurie d'énergie entraînant des arrêts de production généralisés", même si les prix du gaz et de l'électricité seront élevés compte tenu de la situation énergétique "tendue" en Europe. Avec la forte inflation au niveau international et le resserrement des politiques monétaires, le ministère de l'économie suisse s'attend à une "faible progression de la demande mondiale ces deux prochaines années", ce qui affectera les branches exportatrices suisses. Si croissance risque d'être faible, il ne table pas pour autant sur une "récession grave" de l'économie suisse. Les experts de la

Confédération envisagent toutefois aussi un scénario plus négatif dans lequel les stocks de gaz européens seraient "fortement sollicités".

Dans "l'éventualité" d'une "pénurie d'énergie marquée" qui entraînerait "des arrêts de production à large échelle", la Suisse entrerait probablement aussi en récession, soupèsent-ils. Les grands indicateurs économiques pour la Suisse se sont détériorés, à l'instar du baromètre KOF, un indicateur à court terme pour le PIB, en recul depuis cinq mois. Pour autant, de nombreux économistes s'attendent à ce que la Suisse résiste mieux que les pays de la zone euro, même s'ils ont abaissé leur prévisions de croissance.

EQUATEUR

La production de pétrole chute de 11% après une coupure de courant

La production quotidienne de pétrole d'Equateur, principal produit d'exportation du pays, a chuté de 11% à la suite d'une coupure de courant qui affecte d'importants puits, ont informé lundi les autorités.

Une "décharge atmosphérique" (éclair) enregistrée dimanche dans la région amazonienne d'où est extraite l'or noir "a généré une panne qui a affecté 728 puits", a indiqué la compagnie pétrolière publique, Petroecuador, dans un communiqué.

Ces puits, qui représentent 46% de ceux exploités par la compagnie, font partie des champs les plus productifs de Petroecuador. L'Equateur, ancien membre de l'OPEP, a produit 493.418 barils de pétrole samedi, contre 56.165 barils dimanche, à cause de la coupure de courant, selon les données de l'Agence de contrôle de l'Énergie.

Le pétrole brut est l'une des principales sources de revenus de l'Equateur, avec une production totale de 479.000 barils par jour de janvier à novembre cette année (78% par Petroecuador). Sur ces 479.000 barils, le pays en a exporté 312.400, ce qui a engendré près de 8.464 milliards de dollars (à un prix moyen de 89 dollars le baril), selon la Banque centrale.

ITALIE

La production industrielle poursuit sa baisse en octobre

L'Italie a vu sa production industrielle baisser de 1% en octobre comparé à septembre, subissant ainsi son deuxième recul mensuel d'affilée, a indiqué mardi l'institut italien des statistiques "Istat". Sur la période août-octobre, la production industrielle augmente cependant de 0,3% par rapport au trimestre précédent. Elle avait baissé de 1,7% en septembre, mais progressé de 2,2% en août. Les principaux secteurs industriels ont connu une baisse de leur production en octobre sur un mois, dont les biens de consommation (-3%), l'énergie (-1,2%) et les biens intermédiaires (-0,1%).

Seuls les biens d'équipement ont vu leur production augmenter, de 0,2%. Comparé à octobre 2021, la production industrielle a diminué de 1,6%, en données corrigées des effets de calendrier. Malgré la flambée des prix de l'énergie, la croissance économique de l'Italie devrait atteindre 3,9% cette année, avait estimé mardi dernier l'Istat.

Tirée par les investissements et la consommation des ménages, la croissance devrait cependant ralentir à 0,4% en 2023, selon l'institut. Pour le dernier trimestre de l'année 2022, le gouvernement italien s'attend toutefois à un recul du PIB, dû à la baisse de la production industrielle et au ralentissement du secteur des services.

CLIMAT

L'UE adopte une "taxe carbone" à ses frontières

Le Parlement européen et les Etats membres de l'UE ont annoncé mardi s'être entendus pour adopter un mécanisme inédit visant à verdir les importations industrielles de l'Europe en faisant payer les émissions carbonées liées à leur production.

Appelé communément "taxe carbone aux frontières" bien qu'il ne s'agisse pas d'une taxe proprement dite, ce dispositif sans précédent à cette échelle consistera à appliquer aux importations des Vingt-Sept les critères du marché du carbone européen, où les industriels de l'UE sont tenus d'acheter des "droits à polluer".

Le mécanisme visera les secteurs jugés les plus polluants (acier, aluminium, ciment, engrais, électricité, mais aussi hydrogène), ont indiqué les institutions européennes dans deux communiqués distincts, après de longues négociations nocturnes conclues au petit matin. Avec l'envoie du prix de la tonne de CO2, l'idée est d'éviter un "dumping écologique" qui verrait les industriels délocaliser leur production hors d'Europe, tout en encourageant le reste du monde à adopter les standards européens.

Le dispositif d'"ajustement carbone aux frontières" (CBAM en anglais) "sera un pilier crucial des politiques climatiques européennes, c'est l'un des seuls mécanismes dont nous disposons pour inciter nos partenaires commerciaux à décarboner leur industrie", a expliqué l'eurodéputé Mohammed Chahim, négociateur pour le Parlement. En pratique, l'importateur devra déclarer les émissions directement liées au processus de production, et si celles-ci dépassent le standard européen, acquérir un "certificat d'émission" au prix du CO2

dans l'UE. Si un marché carbone existe dans le pays exportateur, il paiera seulement la différence. Selon l'accord, le dispositif tiendra compte des émissions "indirectes", celles générées par l'électricité utilisée pour la production des produits importés. Une période-test commencera dès octobre 2023, durant laquelle les entreprises importatrices devront simplement rapporter leurs obligations. Le calendrier de mise en œuvre effective du dispositif, qui sera progressive, dépendra de pourparlers ultérieurs en fin de semaine sur le reste de la réforme du marché carbone de l'UE, au cœur du plan climat européen.

Ainsi, à mesure que cet "ajustement aux frontières" montera en puissance, l'UE supprimera progressivement les quotas d'émission gratuits alloués jusqu'ici aux industriels européens pour leur permettre d'affronter la concurrence ext ra-européenne.

Le rythme de suppression de ces quotas gratuits et la possibilité d'aides alternatives aux exportateurs européens, pour ne pas les désavantager sur le marché mondial, font encore l'objet d'après discussions. Les eurodéputés réclament une suppression très progressive des quotas gratuits à partir de 2027, avant leur disparition complète en 2032, date où le CBAM entrerait entièrement en vigueur. Les Etats défendent, eux, une élimination très graduelle entre 2026 et 2035.

Il s'agit d'un point crucial: en traitant à égalité importations et production locale, Bruxelles estime rester dans les clous des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et contrer les accusations de "protectionnisme".

REDEVANCES DE SONELGAZ Baisse de la valeur à moins de 100 Mds Da d'ici la fin 2022 (P-Dg)

Le Président-Directeur général (P-Dg) de Sonelgaz, Mourad Adjal a affirmé, lundi à Alger, que la valeur des redevances du Groupe détenues auprès des clients baissera à moins de 100 milliards Da d'ici à la fin de l'année en cours, contre plus de 214 Mds Da en 2021.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une rencontre régionale avec des associations de protection des consommateurs et les directions de l'Energie et des Mines, organisée par la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG), M. Adjal a précisé que les redevances de Sonelgaz détenues auprès des clients qui n'avaient pas payé leurs factures avaient atteint son pic en 2021, en raison de la pandémie du Covid-19, à hauteur de 214 Milliards Da, indiquant qu'elles baisseront à moins de 100 Mds Da d'ici la fin d'année.

Concernant le raccordement des exploitations agricoles au réseau d'électricité, M. Adjal a souligné que le taux des projets réalisés avait dépassé 50% du programme tracé, soit plus de 25.000 projets réalisés sur un total de 49.000 projets programmés. D'ici la fin de l'année en cours, le taux de raccordement dépassera les 70%, soit plus de 30.000 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité. Concernant l'exportation de l'électricité vers l'Europe, M. Adjal a fait savoir que des négociations sont en cours à cet effet, relevant que "la concrétisation de cette démarche est tributaire de la réunion des ressources financières indispensables au financement de la liaison entre l'Algérie et l'Europe, notamment l'Italie".

Sur la tarification de l'électricité et du gaz, le Premier responsable au Groupe Sonelgaz a estimé que cette question relevait du ressort des hautes autorités du pays, soulignant que ce sujet "n'est pas à l'ordre du jour actuellement".

M. Adjal a révélé, par ailleurs, que Sonelgaz a été chargée de l'étude et de la réalisation de bornes de recharge de véhicules électriques ou hybrides, au cours de l'année prochaine, au niveau des stations services de Nafial sur l'autoroute est-ouest et leur généralisation progressive au niveau des espaces publics, conformément à l'adoption de ce type de moteurs par les citoyens.

De son côté, Merzouki Fatma Zohra, chef du département communication au sein du groupe Sonelgaz a indiqué dans son intervention, qu'il a été procédé au raccordement de 916 investisseurs industriels au réseau d'électricité et de 362 autres au réseau de gaz.

Plus de 200 participants ont pris part aux travaux de cette rencontre régionale, dont des directeurs de l'énergie et des mines, des présidents d'associations nationales de protection du consommateur, ainsi que des directeurs des concessions de 11 wilayas d'Alger, Blida, Bouira, Médéa, Tizi Ouzou, Djelfa, Tipasa, Boumerdes, Ain Defla, Tissemsilt et Chlef ainsi que des deux wilayas déléguées : Bouinan et Sidi Abdellah.

BATNA

Développer les méthodes d'adaptation aux changements climatiques (rencontre)

Des chercheurs participant au colloque international sur "la biodiversité végétale, agriculture et l'environnement en Méditerranée", ouvert lundi à l'université Batna-1, ont préconisé la conjugaison des efforts pour développer les méthodes d'adaptation aux changements climatiques.

La conjugaison des efforts permettant le développement des méthodes d'adaptation aux changements climatiques "exige une meilleure compréhension de la biodiversité et ses variations dans le temps et l'espace, une analyse des causes naturelles et

humaines et un recours aux technologies spatiales", ont souligné les intervenants lors de cette rencontre de deux jours.

Les chercheurs ont également appelé à accompagner les changements climatiques par la plantation de végétaux résistants, observant que les écosystèmes de la région de la Méditerranée et des zones arides sont des plus fragiles et des plus exposés aux effets de ces changements. "La pression croissante sur les ressources naturelles par le défrichement des forêts et les feux de forêts menace la région dont font partie la Tunisie et

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Nécessité d'intensifier les efforts pour préserver et valoriser les ressources naturelles (conférence)

Les participants à une conférence internationale sur "les ressources naturelles et développement durable" organisée, lundi à Alger, ont souligné la nécessité d'intensifier les efforts pour préserver et valoriser les ressources naturelles, notamment les terres agricoles et les ressources en eau, dont dispose le pays en vue de garantir la souveraineté alimentaire.

Organisée par l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), cette conférence internationale, qui s'étalera sur deux jours, a permis aux participants de formuler, à travers les communications présentées, une série de recommandations, en insistant sur la prise en charge des phénomènes qui affectent l'état des sols et les ressources hydriques, et ce, pour garantir la souveraineté alimentaire dans le cadre d'une politique de développement durable et de préservation de l'environnement. Dans ce cadre, le secrétaire général du ministère de l'Environnement et des énergies renouvelables, Mahmah Bouziane, intervenant sur les "enjeux et défis futurs des ressources naturelles liées à la transition énergétique et au développement durable", a mis en avant l'importance de révaloriser les ressources naturelles et des déchets divers pour faire face aux problèmes de la dégradation de l'environnement et au défi énergétique.

Insistant sur le recours aux solutions technologiques pouvant permettre de réaliser un développement économique sans affecter les ressources naturelles du pays, M. Mahmah a fait observer que la transition énergétique, elle-même, impose le recours à l'exploitation accélérée des ressources du sous-sol, à l'exemple du fer, du phosphate et de l'eau, ce qui constitue, selon lui, une "équation difficile à résoudre".

"A défaut de faire diminuer l'exploitation des énergies fossiles, nous risquons de se retrouver à exploiter de façon excessive d'autres matières fossiles", a-t-il fait clarifier.

Devant cette situation, l'intervenant a plaidé pour le développement de l'hydrogène vert qui reste, a-t-il poursuivi, "la solution idoine et dont l'Algérie



peut devenir un véritable pôle de production à l'échelle mondiale". Dans le même ordre d'idées, Saci Belgat, enseignant-chercheur à la faculté d'agronomie de Mostaganem a évoqué la question de la protection et de valorisation des sols agricoles en Algérie, soulignant que le pays fait face à un déficit du "sol résilient" qui nécessite, a-t-il également mentionné, des actions pour son amélioration en vue de renforcer la sécurité alimentaire. Selon cet enseignant, "l'Algérie dispose d'un potentiel de 23 millions d'hectares de terres agricoles, dont seulement 8,5 millions d'hectares sont exploitées actuellement et demeurent dépendantes de la pluviométrie pour réaliser des rendements attendus".

Appelant à des solutions "pratiques" et "immédiates" pour pallier à ces difficultés de rareté de l'eau et de la qualité de sols, M. Belgat a préconisé l'élaboration d'une nouvelle stratégie d'ici à 2030, visant la valorisation des sols en jachère, et le développement des capacités de stockage de l'eau, ainsi que la protection des différentes espèces végétales du pays.

Pour sa part, Mme Ilhem Bouaichi de l'université de Bouaama Djilali de Khemis Meliana, a alerté sur le phénomène de l'érosion des sols et l'envasement des barrages en

Algérie, un phénomène accentué selon elle, ces dernières années par la sécheresse et les changements climatiques, notamment les pluies aléatoires et irrégulières. D'après cette enseignante, les capacités de stockage des barrages sont de l'ordre de 9 milliards m³, mais elles sont loin d'être atteintes et ne dépassant pas les 7,7 milliards m³, à cause du phénomène d'envasement qui mine ces infrastructures hydrauliques et qui représentent un défi avec une quantité de boue estimée à 1,4 milliards m³. A cet effet, Mme Bouaichi a recommandé d'aller vers le traitement des bassins versants et la régulation des débits d'eau pour stopper l'érosion des sols et préserver l'écosystème. A noter que cette conférence internationale organisée en collaboration avec le Laboratoire de recherche d'Eco-Biologie et de protection de l'environnement de l'Université de Blida 1, a vu la présence de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Samia Moualifi, du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, de parlementaires, de cadres centraux des ministères et agences publiques, ainsi que d'éminents spécialistes étrangers.

Intervenant à l'ouverture des travaux de cette rencontre,

Mme Moualifi a réitéré l'engagement de l'Algérie à remplir tous ses obligations internationales, pour la préservation des systèmes environnementaux et à protéger les richesses et la diversité biologiques, ainsi qu'à soutenir l'économie circulaire pour créer des emplois et lutter contre le changement climatique.

Mme Moualifi a souligné aussi l'importance de cette conférence qui intervient à quelques jours de la célébration du 29e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention internationale sur la diversité biologique, qui coïncide avec le 29 décembre de chaque année.

Elle a évoqué, à cette occasion, les efforts déployés par l'Algérie pour protéger l'environnement et la diversité biologique, soulignant que l'Etat accorde une importance particulière à l'environnement et aux énergies renouvelables comme un élément majeur dans la réalisation d'un développement durable et d'une économie verte. De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique a souligné l'importance de cette conférence internationale, qui s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'Etat pour parvenir au développement durable, affirmant que la sécurité alimentaire est un axe stratégique qui s'ajoute aux deux autres axes liés à la sécurité énergétique et à la sécurité sanitaire. M. Baddari a annoncé, par ailleurs, des préparatifs en cours pour l'organisation d'une journée d'étude en collaboration avec le ministère de l'Agriculture et développement rural en vue d'élaborer un plan, à court terme, qui permettrait à l'Algérie d'être au niveau requis dans le domaine de la sécurité alimentaire.

ALGER

Démantèlement d'un réseau criminel et saisie de plus de 32 milliards de centimes (Sûreté nationale)

Le Service central de lutte contre le crime organisé à Saoula (SCLCO) à Alger, a procédé en début de semaine au démantèlement d'un réseau criminel composé de 16 individus, et à la saisie de plus de 32 milliards de centimes, indique lundi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

"Ce réseau a effectué des transactions commerciales colossales avec une entreprise privée de production de tabac, à travers l'utilisation de faux registres de commerces, et ce, de connivence avec des fonctionnaires de certaines administra-

tions publiques et de la même entreprise" selon la même source.

Les enquêtes approfondies ont démontré que "ce dangereux réseau criminel, dont l'activité s'étendait sur plusieurs régions du pays, a eu recours au blanchiment d'argent en investissant des revenus illicites dans l'achat d'immobilier à l'intérieur et à l'extérieur du pays".

Cette opération a permis de "saisir et récupérer 32 milliards et 500 millions de DA, 22 véhicules de plusieurs marques, 21.300 euros, 22.450 boîtes de tabac de plusieurs types, 17.000

unités de tabac à chiquer et 240.000 unités de papier à chiquer".

Les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Bir Mourad Raïs pour constitution d'une association de malfaiteurs, fraude et évasion fiscales, faux et usage de faux, infraction de la législation et de la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger, et blanchiment d'argent dans le cadre d'une bande criminelle organisée.

AUSTRALIE

Six morts lors d'une fusillade dans le Queensland

Six personnes sont mortes, dont deux jeunes policiers, lors d'une fusillade dans l'Etat australien du Queensland, a informé mardi la police.

Juste après l'heure du déjeuner lundi, la police a reçu un appel en provenance de la petite ville de Wieambilla.

"Dès qu'ils sont entrés dans la propriété, ils ont été criblés de coups de feu et ils n'ont eu aucune chance", a déclaré le président du syndicat de la police du Queensland, Ian Leavers. "Deux policiers ont été exécutés de sang-froid", a-t-il ajouté. Les personnes décédées étaient des agents de police en début de carrière, l'un avait 26 ans, l'autre 29. "Ces agents ont fait (preuve) de sacrifice ultime pour assurer la sécurité de notre communauté", a souligné Katarina Carroll, commandant de la police du Queensland, en



retenant ses larmes. Un voisin âgé de 58 ans a également été

touché par balle et "déclaré décédé sur place", par la police.

Après la première fusillade, une équipe spéciale a été dépêchée sur les lieux. Peu après 22h30 locales, deux suspects masculins et une femme étaient morts. Leur identité n'a pas été révélée, mais selon le journal The Australian, il s'agirait d'un enseignant, de son frère et de la femme de son frère, propriétaires des lieux où s'est déroulé le drame.

Le premier ministre australien Anthony Albanese a décrit la scène à Wieambilla comme "horrible". Il s'agit d'un "jour qui a brisé le cœur des familles et des amis des officiers de police du Queensland qui ont perdu leur vie en faisant leur devoir", a-t-il ajouté.

SRI LANKA

Cinq pêcheurs portés disparus lors du passage du cyclone Mandous

Cinq pêcheurs sont portés disparus en mer lors du passage du cyclone Mandous, a annoncé mardi le ministre sri-lankais de la Pêche.

Les pêcheurs, à bord de trois navires différents, sont originaires respectivement des districts de Batticaloa, Trincomalee et Galle.

Leurs bâtiments étaient en mer lorsqu'une alerte a été lancée, a

précisé Susantha Kahawatta, directeur général du Département des pêches et des ressources aquatiques au ministère de la Pêche.

Les eaux au large du Sri Lanka sont désormais calmes et les activités de pêche sont revenues à la normale, a-t-il ajouté.

Plus de 21.000 Sri-Lankais ont été touchés et plus de 5.600 habitations endommagées par le passage du cyclone Mandous.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Fortes pluies, inondations et dégâts à Kinshasa

Des inondations causées par de fortes pluies tombées dans la nuit ont paralysé mardi matin la capitale de la République démocratique du Congo, Kinshasa, provoquant des dégâts et submergeant jusqu'aux grandes rues du centre ville, ont rapporté les médias.

Aucun bilan officiel n'avait encore été diffusé en fin de matinée par les autorités, mais les dégâts, au vu de témoignages et images

postés sur les réseaux sociaux, semblent très importants dans la mégapole d'environ 15 millions d'habitants.

Selon ces témoignages, la pluie a notamment provoqué un glissement de terrain dans un quartier périphérique de la ville, coupant net la route nationale 1 qui mène vers l'ouest.

Cette route, essentielle à l'approvisionnement de la ville, relie la capitale au port

fluvial de Matadi, entre Kinshasa et l'océan Atlantique. Cet affaissement de la chaussée s'est produit dans la commune vallonnée de Mont Ngafula, où de fréquents éboulements sont provoqués par les pluies et aggravés par une urbanisation sauvage.

En ville, les petites rivières, canaux et égouts ont débordé, inondant les rues y compris dans la Gombe, une des 24 communes de la ville-province.

ETATS UNIS

La Maison Blanche juge "incroyablement dangereuses" les attaques de Musk contre le conseiller Covid de Biden

La porte-parole de la Maison Blanche Karine Jean-Pierre a qualifié lundi d'"incroyablement dangereuses" les attaques lancées par Elon Musk contre Anthony Fauci, le conseiller sortant de Joe Biden sur la pandémie de Covid-19.

Les propos du riche patron de Twitter et Tesla sont "révoltants et déconnectés de la réalité", a-t-elle ajouté, après qu'Elon Musk a appelé à poursuivre l'immunologue en justice pour de supposés délits dans son action publique. "Mes

pronoms sont Inculpez/Fauci", a écrit le riche homme d'affaires, en référence à l'habitude -- abhorrée par une partie des conservateurs américains -- qu'ont certains Américains de se présenter en indiquant les pronoms correspondant à leur identité de genre.

Il a également publié un même montrant le Dr Fauci disant au président américain: "Juste un autre confinement, mon roi", dans une critique apparente de cette mesure adoptée dans le passé pour lut-

ter contre le Covid. Ce tweet est rapidement devenu viral et a déjà suscité de nombreuses critiques. Les élus républicains ont menacé de s'en prendre à Anthony Fauci lorsqu'ils auront le contrôle de la Chambre des représentants à partir de janvier, concernant les vaccins anti-Covid, le port obligatoire du masque et d'autres mesures liées à la pandémie. Conseiller du président républicain Donald Trump puis du démocrate Joe Biden, le scientifique s'est retrouvé au cœur du débat parfois extrê-

mement violent aux Etats-Unis sur la manière de répondre à la pandémie.

Il a reçu des menaces de mort et a été doté au printemps 2020 d'une protection policière.

L'immunologue de 81 ans doit quitter ce mois-ci ses fonctions de conseiller présidentiel sur la pandémie.

Il quittera également avant la fin de l'année son poste de directeur de l'Institut national des maladies infectieuses (NIAID), qu'il occupait depuis 38 ans.

La maire de Los Angeles déclare l'état d'urgence face au nombre de sans-abri

La maire de Los Angeles a déclaré lundi l'état d'urgence suite à la montée en flèche du nombre de sans-abri, affirmant vouloir "un changement radical" afin de résoudre ce problème épineux pour la plus deuxième plus grande ville américaine.

Des dizaines de milliers de personnes dorment dans les rues de Los Angeles, leurs tentes éparpillées dans la ville étonnant les touristes qui viennent visiter l'une des zones urbaines les plus riches de la planète.

Une population qui est aussi davantage concernée par les problèmes de santé mentale ou d'addiction.

Karen Bass, la première femme élue maire de la ville en novembre, a pris ses fonctions dimanche et déclaré dès le lendemain l'état d'urgence. "Je ne tolérerai pas

une crise des sans-abri qui touche plus de 40.000 personnes et affecte chacun d'entre nous", a-t-elle expliqué.

"Ma mission est de mener Los Angeles vers une nouvelle direction avec une approche rapide et stratégique pour résoudre l'un des plus difficiles défis auxquels notre ville doit faire face." "Le recours à l'état d'urgence nous permet d'accélérer les choses", a assuré Karen Bass, annonçant un "changement radical" dans le mode opératoire.

Dans les prochains jours, l'édile a indiqué qu'elle signerait une série de décrets s'attaquant à ce problème, par exemple en fournissant des logements temporaires via la location d'appartements et de chambres d'hôtel.

Ancienne élue à la Chambre des repré-

sentants, Karen Bass était très impliquée dans la vie associative de Los Angeles, ville dont elle est originaire.

Elle a été élue maire face au riche promoteur immobilier Rick Caruso, au terme d'une campagne dominée par la question des sans-abri, devenue omniprésente dans le débat public local.

Les loyers parmi les plus chers du pays, le coût de la vie élevé et des impôts bien supérieurs à la moyenne nationale compliquent encore la situation.

Los Angeles s'appropriant à accueillir les Jeux olympiques en 2028, nombre d'observateurs jugent que la municipalité sera d'autant plus motivée à faire disparaître les multiples tentes, parfois installées à seulement quelques mètres de boutiques de luxe ou d'imposantes villas.

PORTUGAL

Nouvelles inondations à Lisbonne: la circulation fortement perturbée

La capitale portugaise Lisbonne qui a connu la semaine passée des intempéries qui ont fait un mort, a de nouveau été frappée par de fortes pluies dans la nuit de lundi à mardi, provoquant de nombreuses inondations et d'importantes perturbations à la circulation, ont annoncé les autorités locales.

La mairie de la capitale portugaise a émis une alerte rouge et appelé la population à "éviter les déplacements", alors qu'au moins une quinzaine de personnes avaient dû être évacuées de leur domicile, ainsi que d'un supermarché dans le quartier d'Alcântara, situé près de la rive du Tage.

"La journée d'aujourd'hui va être compliquée", a prévenu le commandant national du service de protection civile, André Fernandes, lors d'un point presse.

Selon le bilan qu'il a fourni à 07H00 (locales et GMT), la plupart des accès à Lisbonne étaient coupés ou fortement perturbés.

"Il y a des tunnels submergés que nous avons dû fermer et cela provoque une situation chaotique", a déclaré le maire de la ville, Carlos Moedas, à la télévision CNN Portugal, en expliquant que l'intensité de la pluie tombée pendant la nuit était similaire à la forte précipitation qui avait provoqué d'importantes inondations jeudi dernier. Une femme d'une cinquantaine d'années était alors morte noyée dans une cave.

GRANDE BRETAGNE

Nouvelle grève des trains

Une nouvelle grève dans les chemins de fer britanniques mardi annonce d'importantes perturbations au Royaume-Uni, ont annoncé les syndicats. Selon le syndicat RMT, 40.000 de ses membres qui travaillent sur le réseau ferré Network Rail et 14 compagnies de train se joindront au mouvement, prévu mardi et mercredi, vendredi et samedi, ainsi que quatre jours en janvier. Des agents de sécurité d'Eurostar aux agents de la police aux frontières qui contrôlent les passagers dans les aéroports - contraignant le gouvernement à prévoir de déployer des militaires pour effectuer les contrôles - les transports sont particulièrement concernés par les mouvements sociaux en cette fin d'année.

Le secteur de la santé, où les infirmières observent jeudi et le 20 décembre une grève inédite, rejoints par les ambulanciers, est également très touché.

Plusieurs secteurs de l'administration sont également affectés. Le secteur privé n'est pas épargné, le syndicat Unite faisant planer la menace d'une grève chez le brasseur Greene King et d'une pénurie de bière pour les fêtes. Au cœur de toutes ces revendications, l'inflation, qui atteint plus de 11%, alimentée par les prix de l'énergie. A la veille du mouvement sur le rail britannique, alors que la neige est déjà venue perturber les transports dimanche et lundi, le syndicat RMT a refusé les dernières propositions de la direction du réseau ferré Network Rail.

"Le gouvernement refuse de lever le petit doigt pour empêcher ces grèves et il est clair qu'ils veulent rendre illégaux les mouvements de grève efficaces", a déclaré le secrétaire général du RMT, Mick Lynch.

"Nous résisterons à cela et nos membres, avec la totalité du mouvement syndical continuera à militer pour un accord carré les travailleurs, des augmentations de salaires décentes et de bonnes conditions de travail", a-t-il ajouté dans un communiqué. Le Premier ministre conservateur Rishi Sunak a promis mercredi de mettre en place de "nouvelles lois dures" pour lutter contre les conséquences des grèves.

A l'issue d'une réunion gouvernementale de crise lundi, consacrée à la fois aux perturbations dues à la météo et aux conflits sociaux, le ministre d'Etat Oliver Dowden a appelé les syndicats à "annuler" les grèves et à négocier avec les employeurs. Pendant le mouvement, certains trains circuleront entre 7H30 et 18H30, mais le trafic sera nul dans certaines régions du pays, notamment dans la majeure partie de l'Ecosse et du Pays de Galles. Le Rail Delivery Group, qui rassemble les compagnies ferroviaires, avait récemment annoncé que seulement environ 20% des trains seraient en circulation, exhortant les usagers à prévoir leurs trajets à l'avance et à ne voyager qu'en cas d'absolue nécessité.

SECTEUR DE LA SANTÉ La numérisation est "indispensable" pour faciliter l'accès aux soins et aux médicaments (Professeur)



La numérisation du secteur de la santé est "incontournable" et "indispensable" pour faciliter l'accès aux soins pour le citoyen aussi bien dans les hôpitaux que dans les officines pharmaceutiques, a souligné, lundi à Ain Defla, une responsable au ministère de la santé.

Intervenant lors de la 1ère journée pharmaceutique nationale organisée par le bureau du syndicat national des pharmaciens d'officines (SNAPO) d'Ain Defla, la représentante du ministère de la santé, Pr. Mansouri Elhadia, a affirmé que la numérisation du secteur de la santé est "incontournable et indispensable pour améliorer les soins et faciliter l'accès aux soins, aussi bien dans les établissements de santé que dans les officines pharmaceutiques".

Pr. Mansouri a insisté sur l'importance d'améliorer l'accès aux médicaments essentiels et aux vaccins et d'améliorer la qualité des services publics "à travers les entités qui dispensent ces produits de santé". Pour sa part, le président du SNAPO, Messaoud Belambri, a souligné que le pharmacien "doit se considérer comme un professionnel de la santé et prendre conscience de l'importance de son rôle", relevant que l'officine "n'est pas un espace commercial mais un espace de santé et de prise en charge des malades".

Pour Noureddine Mettoui, président du Conseil national de l'ordre des pharmaciens (CNOF), qui est intervenu lors de cette journée, "le plus important est de lutter contre le commerce informel des produits pharmaceutiques qui présente un danger pour la santé publique", appelant les pharmaciens à s'en tenir à la réglementation.

Par ailleurs, deux autres interventions ont traité du "nouveau logiciel Chifa officine 2" et "les produits innovants" lors de cette 1ère journée pharmaceutique nationale qui a regroupé des pharmaciens venus d'une trentaine de wilayas du pays.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19 Deux nouveaux cas et aucun décès

Deux (02) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et deux (02) guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés ainsi est de 271.149 cas, celui des décès demeure également stable à 6881 cas, alors que le nombre total des patients guéris passe à 182.600 cas enregistrés ces dernières 24 heures. Par ailleurs, deux patients sont actuellement en soins intensifs, souligne la même source.

Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

MALADIE DE PARKINSON

L'implication de la famille et l'entourage primordiale dans la prise en charge du malade (spécialiste)

L'implication de la famille et l'entourage du malade parkinsonien est primordiale dans sa prise en charge car permettant de lui éviter l'isolement social, a-t-on appris de la chef de service médecine physique et réadaptation (MPR) du CHU d'Oran.

"Le rôle de famille et l'entourage du patient atteint de la maladie de Parkinson est très important dans la prise en charge de cette pathologie lourde.

Les parents et proches peuvent prendre le relais du médecin et faire beaucoup de choses une fois le malade dans son environnement", a indiqué à l'APS Dr. Nesrine Mohamed-Belkacem.

La spécialiste a noté qu'un "grand et remarquable travail s'effectue au niveau du service de MPR" par un groupe de médecins, kinésithérapeutes, ergothérapeutes, orthophonistes et psychologues pour la prise en charge de cette maladie.

Toutefois, a-t-elle soutenu, le patient doit aussi continuer à travailler chez lui, d'où l'importance du rôle de la famille et l'entourage.

"Il faut autant que possible laisser le malade mener le maximum d'activités sans pour autant sombrer dans l'indifférence et l'isolement social, même si certaines activités prennent plus de temps que ne le souhaiterait l'entourage, il faut lui laisser le temps d'agir, il ne faut jamais arrêter de l'encourager et de l'inciter à parler car parler soulage le patient", a précisé la responsable du MPR.

La spécialiste insiste également sur la nécessité de s'informer sur les symptômes de la maladie pour bien la connaître,



mais aussi sur les traitements et leurs effets secondaires. En effet, les fluctuations d'efficacité des médicaments ainsi que le changement de caractère et de comportement du malade "sont parfois déconcertants", a-t-elle expliqué, avant de conseiller que "pour ne pas se trouver désarmé, mieux vaut être informé de ces symptômes".

Il est aussi possible pour la famille et l'entourage de faire des activités à deux ou en famille (jeux, lecture et autres activités ludiques ou des sorties (activités, voyages, entre autres) pour passer des moments agréables.

"Cela permet également de lutter contre l'isolement du malade dû à l'évolution du handicap et aux changements de caractère qui sont parfois difficiles à gérer pour l'entourage et entraînent le malade à se refermer sur lui-même", a relevé Dr. Nesrine Mohamed-Belkacem.

Le Parkinson est la deuxième maladie neuro-dégénérative la plus fréquente après la maladie d'Alzheimer en Algérie.

Il s'agit d'une pathologie dégénérative du cerveau qui touche principalement les neurones dopaminergiques présents dans la substance noire du cerveau.

La maladie est formée d'une triade, la perte ou le ralentissement des mouvements (akinésie), la rigidité (hypertonie) et le tremblement qui sont les principaux symptômes qui font le quotidien des parkinsoniens, un défi difficile à relever.

La maladie touche généralement les personnes âgées de plus de 50 ans.

Toutefois, deux autres formes ont été observées ces dernières années, à savoir le Parkinson à début précoce chez les sujets de 40 à 50 ans et le Parkinson juvénile, constaté chez les personnes de moins de 40 ans, a-t-on noté.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Installation d'un groupe de travail pour développer des médicaments à partir de produits marins

Un groupe de travail technique pour le développement de l'industrie pharmaceutique et parapharmaceutique, à partir des produits marins, a été installé, lundi à Alger, à l'issue d'une conférence nationale, organisée par l'Ecole nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSMAL) sur l'économie pharmaceutique et l'innovation basée sur les produits de la mer.

Baptisé "Marpharmal", ce groupe d'experts réunit des représentants de l'ENSSMAL, du secteur de l'industrie pharmaceutique, ainsi que des chercheurs de différents centres et laboratoires relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Il a pour mission d'identifier les ressources marines et d'établir une feuille de route pour 2023-2025 dans l'objectif de fabriquer des produits pharmaceutiques et para-

pharmaceutiques à partir des produits de la mer, a expliqué le professeur Samir Grimes, enseignant chercheur à l'ENSSMAL.

Soulignant l'intérêt économique de ce créneau, M. Grimes a estimé que le secteur pharmaceutique est le segment qui permettra à la biodiversité marine d'être exploitée au-delà de la pêche et de l'aquaculture et de contribuer, ainsi, à la diversification de l'économie nationale.

Egalement responsable de la base de données nationale sur la biodiversité marine (BANBIOM), créée au sein de l'école, M. Grimes a aussi souligné les potentialités de l'Algérie en matière d'exploitation des produits marins à des fins médicales. Dans ce sens, il a mis en avant le rôle de la base de données, dont l'objectif est de valoriser les ressources marines afin de mieux les exploiter.

A ce titre, il a fait savoir que sur les 4,500

espèces habitant la côte algérienne, 2,093 sont déjà répertoriées et structurées dans la base de données qui servira de référence pour le groupe de travail "Marpharmal".

Parmi ces espèces classées, il a annoncé 156 espèces qui présentent un intérêt pharmaceutique et parapharmaceutique, dont 20 d'entre elles sont classées prioritaires du fait qu'elles sont déjà exploitées dans d'autres pays de la Méditerranée comme l'Italie, la Turquie et la Grèce. Pour sa part, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Kamel Baddari, a affirmé dans son discours, lu en son nom par le directeur général des enseignements et de la formation, Ali Choukri, l'intérêt accordé par son département à la recherche dans le domaine pharmaceutique.

Il a déclaré que l'organisation de cette conférence fait suite à la convention signée récemment entre son ministère et celui de

l'industrie pharmaceutique pour renforcer le travail en commun dans le domaine de la fabrication des médicaments à travers la transformation du Centre de recherche de biotechnologie de Constantine en unité de recherche et de développement travaillant pour le compte du groupe Saïdal.

Présent à cette rencontre, le président de l'Agence nationale de la sécurité sanitaire, Kamel Sanhadji, a souligné l'importance des produits marins, dont les molécules sont utilisées pour la production de médicaments contre certaines maladies graves.

"Actuellement, les grandes firmes industrielles investissent dans la production des médicaments, notamment des anticancéreux et les antiviraux à base de produit de mer", a-t-il affirmé, précisant qu'il existe 17 médicaments approuvés par l'agence européenne des médicaments qui sont fabriqués à base de produits marins.

M. Aoun préside une réunion de travail et de coordination entre l'ANPP et ALGERAC

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, a présidé, lundi à Alger, une réunion de travail et de coordination entre le DG de l'Agence Nationale des Produits Pharmaceutiques (ANPP), Dr. Cherif Delih, et le DG de l'Organisme Algérien d'Accréditation (ALGERAC), Noureddine Boudissa, afin de garantir et de veiller à la qualité, la sécurité et la conformité des produits mis sur le marché national, notamment les dispositifs médicaux, a indiqué un communiqué du ministère. Cette réunion qui s'est déroulée en présence des cadres

du ministère et des représentants de l'ALGERAC, "s'inscrit dans le cadre du suivi de l'exécution de la convention de coopération entre ALGERAC et ANPP", précise la même source.

Elle a permis l'évaluation du processus d'accréditation et de certification de l'ANPP pour la norme ISO/CEI 17020 et 17025 afin de lui permettre d'accéder au rang de référent national et international, ainsi que le processus de certification des dispositifs médicaux afin de s'assurer de leurs qualités et leur conformité aux stand-

ards internationaux et satisfaire aux exigences de la norme ISO/CEI 13485, est-il détaillé dans le communiqué. Dans ce cadre, il a été convenu "de renforcer et élargir la convention de partenariat afin de permettre à l'ANPP de reconnaître exclusivement les organismes certificateurs accrédités par ALGERAC pour le contrôle de la qualité et la certification des dispositifs médicaux dans le cadre de leurs homologations et leur mise sur le marché", conclut le communiqué.

PANDEMIE DE COVID-19

Italie: le président Mattarella annule son programme après avoir été testé positif au Covid-19

Le président italien, Sergio Mattarella, a annulé tous ses engagements pour les prochains jours après avoir été testé positif au nouveau coronavirus au cours du week-end, selon des médias locaux.

M. Mattarella, a annulé tous ses engagements pour les prochains jours après avoir été testé positif au nouveau coronavirus au cours du week-end, indiquent les mêmes sources, citant un communiqué émis par son cabinet. A l'exception d'une légère fièvre, M. Mattarella, était "largement asymptomatique et continuait de travailler en



isolement au palais du Quirinal à Rome", précisent les communiqués.

La partie continentale de la Chine signale 2.270 nouveaux cas confirmés locaux

La partie continentale de la Chine a signalé lundi 2.270 cas confirmés de Covid-19 transmis localement, a déclaré mardi la Commission nationale de la santé.

En tout, 5.181 porteurs asymptomatiques locaux ont été nouvellement identifiés. Un total de 3.943 patients atteints de la Covid-19

sont sortis de l'hôpital après leur guérison sur la partie continentale de la Chine lundi, a indiqué la commission dans son rapport quotidien.

Lundi, aucun nouveau décès lié à la Covid-19 n'a été enregistré, le bilan total s'établissant à 5.235 décès.

France: remontée du tabagisme en 2021, possible effet de la crise Covid

Le tabagisme, qui a connu une baisse d'une "ampleur inédite" chez les adultes entre 2014 et 2019, a recommencé à augmenter en 2021 après avoir stagné en 2020, selon les résultats d'une étude de Santé Publique France publiée mardi.

En 2021, en France métropolitaine, plus de trois adultes de 18-75 ans sur 10 ont déclaré fumer (31,9%), et un quart quotidiennement (25,3%).

Comparé à 2020, ces chiffres ne montrent pas de variations significatives.

Mais, comparé à 2019, avant la crise liée au Covid, la prévalence du tabagisme a augmenté (30,4% à l'époque).

S'il n'a, globalement, pas évolué "de façon significative" (25,3% en 2021 contre 24% en 2019), le tabagisme quotidien a, pour sa part, progressé chez les femmes (23% contre 20,7%) et chez les peu ou pas diplômés (32% contre 29%).

Les données proviennent du baromètre de Santé publique France, une enquête téléphonique auprès d'un échantillon

aléatoire de 18-85 ans résidant en France (24.514 personnes en métropole, 6.519 Outremer), menée entre février et décembre 2021.

Pour expliquer ces résultats, Santé publique France juge qu'"un impact de la crise sociale et économique liée à la Covid-19 ne peut être exclu".

Chez les femmes, l'augmentation du tabagisme pourrait être liée en partie à l'impact plus fort de cette crise pour elles, selon l'étude. Et les conséquences psychologiques, économiques et sociales de la crise Covid ont été "davantage marquées" dans les populations défavorisées, où "la cigarette peut être perçue comme un outil pour gérer le stress ou surmonter les difficultés du quotidien".

Un seul résultat est jugé "encourageant", mais à confirmer: la baisse du tabagisme quotidien chez les hommes de 18-24 ans, cohérente avec une tendance à la baisse depuis quelques années chez les adolescents. Outre des inégalités sociales

toujours très marquées (plus de fumeurs quotidiens chez les chômeurs ou les ouvriers notamment), des différences régionales persistent.

L'Occitanie (28,5%) et Paca (29,1%) avaient en 2021 une prévalence du tabagisme quotidien plus élevée que le reste de la France, l'Île-de-France et les Pays-de-la-Loire moins élevée (22,4%).

La proportion de fumeurs dans les Outremer est inférieure à celle de la métropole.

Pour la cigarette électronique, l'usage (6,7%) et le vapotage quotidien (5%) ont augmenté chez les adultes en 2021 par rapport à 2020 (respectivement 5,4% et 4,3%), mais la proportion de 18-75 ans à l'avoir expérimenté est restée stable (38,7%).

Le tabac reste la première cause de mortalité évitable en France, avec quelque 75.000 décès chaque année.

L'objectif fixé par les autorités est de parvenir à une génération sans tabac à l'horizon 2032.

ETATS UNIS

Plusieurs virus respiratoires circulent avec la grippe aux Etats-Unis (CDC)

Plusieurs virus respiratoires co-circulent actuellement en même temps que la grippe aux Etats-Unis, a déclaré le Centre de contrôle et de prévention des maladies (CDC) du pays, exhortant le public à se faire vacciner ou à recevoir un rappel contre la grippe et la COVID-19 pour

prévenir les formes les plus graves de ces maladies.

L'activité grippale saisonnière est élevée dans tout le pays.

Depuis le début de la saison, au moins 13 millions de cas ont été recensés, dont 120.000 hospitalisations et 7300 décès liés à la grippe, selon les dernières

estimations du CDC. Parmi les souches de grippe A détectées et cataloguées au cours de la semaine se terminant le 3 décembre, 76 % des cas appartenaient à la grippe A (H3N2) et 24 % à la grippe A (H1N1), selon le CDC. La directrice du CDC, Rochelle Walensky, a déclaré que la composition du vaccin

anti-grippe de cette année correspondait bien aux souches les plus répandues dans le pays.

Le CDC a exhorté le public à se faire vacciner contre la grippe et la COVID-19 avant les grands rassemblements liés aux fêtes de fin d'année et l'arrivée des grands froids.

HAÏTI

Les premières doses de vaccin anti-choléra arrivent

Les premières doses de vaccin anti-choléra sont arrivées en Haïti lundi et la campagne de vaccination pourra commencer dans les prochains jours pour tenter d'enrayer le nombre croissants de cas dans le pays en proie à une grave crise sécuritaire, économique et sanitaire, indique l'ONU mardi. "Avec le soutien de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), Haïti a reçu aujourd'hui (lundi) environ 1,7 million de doses de vaccins oraux contre le choléra alors que les cas continuent d'augmenter dans le pays", souligne

l'OPS dans un communiqué. Quelque 500.000 doses supplémentaires doivent être livrées "dans les prochaines semaines". Le vaccin (Evichol) a été fourni par le Groupe international de coordination sur l'approvisionnement en vaccins (IGC), qui gère le stock mondial de vaccins contre le choléra, suite à une demande du ministère haïtien de la Santé publique et de la Population (MSPP), précise l'organisation.

La campagne de vaccination va se concentrer tout d'abord sur les parties les plus

touchées du pays (Cité Soleil, Delmas, Tabarre, Carrefour et Port-au-Prince ainsi que Mirabelais) et concerne les habitants ayant plus de un an.

Le choléra s'est propagé rapidement à travers Haïti au cours des dernières semaines.

A ce jour, le Département national d'épidémiologie, des laboratoires et de la recherche (DELRL) signale 1.220 cas confirmés et plus de 280 décès dus au choléra dans huit départements, avec plus de 14.100 cas suspects répartis dans les 10 départements du pays, souligne le communi-

qué. Mi-novembre, l'ONU avait lancé un appel à lever 145,6 millions de dollars pour faire face à l'épidémie. Mais dans un pays ravagé par la violence des gangs, les besoins humanitaires dépassent la seule question de cette résurgence du choléra, qui avait fait plus de 10.000 morts entre 2010 et 2019.

Ainsi, alors qu'un Haïtien sur deux ne mange pas à sa faim, l'ONU prépare pour 2023 un plan humanitaire évalué à 719 millions de dollars, soit près de deux fois plus que pour 2022.

VACCINS

L'alliance du vaccin mise sur la production de sérums en Afrique

L'alliance Gavi, qui oeuvre pour la fourniture de vaccins dans les pays à faible revenu, veut financer le développement de capacités de production en Afrique, après les cruelles leçons de la pandémie de Covid-19. Gavi et l'Organisation mondiale de la santé - qui pilotent aux côtés de la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (Cepi) le système Covax de distribution des vaccins anti-Covid - ont longuement déploré le manque de solidarité concernant l'accès à ces produits dans les pays pauvres. Un "facteur limitant" dans la distribution équitable des vaccins est le manque de diversité géographique des capacités de productions, et sur ce point l'Afrique "est le continent qui est vraiment laissé de côté", a affirmé le docteur Seth Berkley, directeur exécutif de Gavi, en conférence de presse. La pandémie a montré la nécessité d'avoir "un regard sur la résilience de la production de vaccins régionale pour que chaque région puisse au moins aspirer à avoir le vaccin si, comme on l'a vu, il y a des restrictions et limitations aux exportations", a renchéri la directrice générale de Gavi pour la mobilisation des ressources, les partenariats avec le secteur privé et le financement innovant, Marie-Ange Saraka-Yao.

Covax, créé avant même l'apparition des vaccins anti-Covid, a été victime entre autres de la stratégie des pays riches qui se sont accaparés le plus de doses possibles, mais aussi d'une longue interdiction d'exportation de l'Inde, où se trouvait sa principale source d'approvisionnement.

C'est pour cette raison que le Conseil d'administration de Gavi vient d'approuver un plan visant à encourager la fabrication régionale de vaccins, notamment en Afrique, et envisage de créer un instrument financier - une garantie de marché - visant à soutenir la production en Afrique. "L'idée c'est vraiment d'aider la production régionale à atteindre un certain niveau pour l'immunisation en général, pas seulement pour les pandémies, au contraire, parce qu'un système régional ne pourra pas être efficace et rentable s'il ne couvre pas l'immunisation de routine", a expliqué Mme Saraka-Yao citée par l'AFP. "Il faut d'abord augmenter les capacités pour l'immunisation de routine, puisque on a besoin de producteurs pour la fièvre jaune, pour la malaria, pour le choléra... Tout cela est des antigènes pour lesquels on a pas assez de producteurs par exemple", a-t-elle indiqué. L'objectif est de pouvoir rapidement augmenter ces capacités de production en cas de nouvelle pandémie, en facilitant notamment les transferts de technologies.

EUROPE

La co-circulation de plusieurs virus risque de peser lourdement sur les systèmes de santé de l'UE et de l'EEE (ECDC)

Les systèmes de santé de l'Union européenne (UE) et de l'Espace économique européen (EEE) pourraient faire face à une "pression importante" dans les mois à venir, avertit lundi le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC). Dans une nouvelle évaluation des risques publiée lundi, l'ECDC a déclaré que cette pression proviendrait probablement de la "circulation simultanée" du virus respiratoire syncytial (VRS), de la grippe et des différentes souches de SARS-CoV-2. "La saison des fêtes de fin d'année est associée à des activités telles que les rassemblements sociaux, le shopping et les voyages, qui présentent de graves risques supplémentaires en termes de transmission du VRS et d'autres virus respiratoires", a déclaré la directrice de l'ECDC, Andrea Ammon. Plusieurs pays de l'UE/EEE connaissent une forte circulation du VRS, ainsi qu'un nombre croissant d'infections respiratoires aiguës sévères (IRAS) causées par le VRS. Les pays de l'UE/EEE connaissent en outre une saison grippale précoce, qui pourrait se conjuguer à une éventuelle récurrence de la COVID-19 après plusieurs semaines consécutives de baisse des cas et des hospitalisations, a-t-elle indiqué. La co-circulation du VRS, de la grippe, du SRAS-CoV-2 et d'autres virus respiratoires pourrait également entraîner des pénuries de personnel causées par les congés maladie. "Il doit être prioritaire de consolider les systèmes de santé et de soutenir les travailleurs de la santé en raison du risque de forte pression sur nos systèmes de santé."

VITILIGO

COMMENT SE DÉVELOPPE CETTE MALADIE AUTO-IMMUNE ?

Environ une personne sur 100 souffre de cette maladie dermatologique auto-immune qui se caractérise par l'apparition de taches blanches sur la peau et qui touche aussi bien les hommes que les femmes, les adultes que les bébés.

Pour comprendre cette maladie, il faut revenir aux fondamentaux : notre peau est composée de trois strates : l'hypoderme, le derme et l'épiderme, la plus superficielle. L'épiderme est lui-même découpé en cinq couches et, dans la plus profonde (la couche basale) se trouvent des cellules appelées "mélanocytes". Leur rôle est bien connu de toutes celles qui aiment se faire dorer la pilule au soleil : elles synthétisent la mélanine, un pigment brun foncé responsable de la couleur de la peau.

Mais les personnes souffrant de vitiligo produisent des anticorps anormaux qui s'attaquent directement aux mélanocytes et bloquent leur action, empêchant ainsi la mélanogénèse (ou fabrication de mélanine). Et puisque le vitiligo résulte d'un dysfonctionnement du système immunitaire (auquel appartiennent les anticorps), on dit qu'il s'agit d'une maladie auto-immune. Résultat, les malades voient leur peau (et même, parfois, leurs muqueuses) se recouvrir de "tache" hypopigmentées : des plaques blanchâtres bien délimitées dépourvues de pigments parce que les mélanocytes ont été bloqués.

"Il existe deux types de vitiligo, précise le Dr Valérie Callot, dermatologue. Dans le cas d'un vitiligo généralisé, on retrouve des taches sur tout le corps du patient, en particulier au niveau des zones de frottement que sont le dessus des mains, les genoux ou encore le dessus des pieds. À l'inverse, le vitiligo localisé ne se traduit que par des taches sur un côté du corps, par exemple sur une main, un bras ou une jambe."

QUELLES SONT LES CAUSES DU VITILIGO ?

Pas facile de désigner un coupable : les causes du vitiligo sont encore mal connues. Cependant,

plusieurs hypothèses viennent éclairer les origines de cette maladie multifactorielle que l'on retrouve plus fréquemment en Inde, dans les pays du Moyen-Orient et au Maghreb.

D'abord, la génétique. En 2010, une étude américaine menée par le National Center for Biotechnology Information est parvenue à isoler 10 gènes impliqués dans les mécanismes de réponse immunitaire qui pourraient jouer un rôle chez les personnes atteintes de vitiligo. "Par ailleurs, en consultation, on retrouve fréquemment des antécédents familiaux de vitiligo", ajoute le Dr Valérie Callot.

Mais les radicaux libres pourraient aussi avoir leur part de responsabilité dans le développement de cette maladie dermatologique. En 2009, une autre étude américaine commandée par le National Center for Biotechnology Information a montré que l'accumulation de radicaux libres pouvait entraîner une "autodestruction" des mélanocytes...

"Il est également important de considérer les causes psychosomatiques du vitiligo", ajoute le Dr Valérie Callot. "La maladie peut tout à fait se déclencher suite à un choc affectif ou à un traumatisme".

QUELLES SONT LES SYMPTÔMES DE LA MALADIE ?

Les personnes atteintes de vitiligo sont "tout simplement" recouvertes de taches blanchâtres, plus ou moins nombreuses, plus ou moins étendues suivant le patient. Le vitiligo n'est ni douloureux ni contagieux ; les taches ne sont pas en relief et ne démangent pas non plus ; l'espérance de vie des malades n'est pas réduite. Bref, sur le plan physique, la maladie est bénigne.

Pourtant, hors de question de minimiser ses conséquences psychologiques... Si certains malades



parviennent à sublimer leur pathologie, en la transformant par exemple en oeuvre d'art, chez la grande majorité des patients, l'estime de soi est détériorée. 20% des malades souffriraient même d'une sensation permanente de démanchement.

"Les symptômes sont esthétiquement disgracieux, analyse le Dr Valérie Callot. Ainsi, les malades développent du stress, de l'anxiété, voire des dépressions. Ils se sentent obligés de cacher leur pathologie, comme si elle était honteuse." De plus, comme le vitiligo n'a aucune conséquence sur le plan physique, les malades ont fréquemment le sentiment de ne pas avoir à se plaindre, ce qui renforce leur mal-être psychologique. Le cercle vicieux est enclenché.

QUELLES SONT LES TRAITEMENTS DU VITILIGO ?

À ce jour, il n'existe pas de traitement miracle qui permettrait de stopper ou même de guérir le vitiligo. Néanmoins, les malades ont la possibilité de faire repigmenter leurs taches blanches.

Pour cela, plusieurs méthodes existent mais la plus répandue d'entre elles, c'est l'exposition aux UV-B qui permet de stimuler les mélanocytes restants pour leur faire produire de la mélanine à nouveau. Cela se fait soit dans une cabine, soit à l'aide d'une lampe excimer qui va concentrer les UV-B uniquement sur les taches, lorsque celles-ci recouvrent moins de 10% de la surface du corps. « Cette méthode donne de bons résultats, explique le Dr Valérie Callot. Cependant, il faut au moins 24 séances pour voir une amélioration de la pigmentation, et le traitement dure au moins 3 mois. C'est long, et coûteux, bien qu'en partie remboursé par la sécurité sociale. »

En parallèle, les malades sont amenés à s'exposer au soleil, tous les jours afin de stimuler les mélanocytes restants. "On prescrit également une crème contenant des composés immunomodulateurs, qui permettent de freiner l'action des anticorps anormaux", ajoute le Dr Valérie Callot.

Enfin, en dernier recours, il reste la chirurgie via

l'autogreffe (il s'agit de prendre un morceau de peau non dépigmenté du patient sur ses cuisses ou ses fesses pour le greffer sur une tache blanche) ou encore le dermatotage (il s'agit de taturer de la couleur sur les taches blanches les moins réceptives aux UV-B, comme les mamelons)... mais ces techniques restent assez coûteuses. Avec ces traitements, on parvient en général à repigmenter les taches du visage dans 80% des cas, et les taches du dos des mains ou des pieds dans 20% des cas, résume le Dr Valérie Callot. L'évolution de la maladie dépend de chaque patient : parfois, elle va se stabiliser rapidement, parfois de nouvelles taches vont apparaître ou même disparaître... "Porte-parole des victimes du vitiligo depuis qu'elle a publié ses photos, le mannequin Chantelle Brown-Young, elle, a décidé d'accepter sa maladie. Son conseil à toutes les victimes du vitiligo ? "Aimez-vous vous-mêmes ! On peut tout à fait poursuivre nos rêves malgré nos petites imperfections..." Un beau message d'espoir.

BIENTÔT UNE CRÈME POUR SOIGNER LE VITILIGO ?

50% des patients américains qui participaient à l'essai clinique d'une crème pour la pigmentation de la peau ont constaté une amélioration significative de leur vitiligo.

Le vitiligo est une maladie auto-immune au cours de laquelle des taches blanches apparaissent sur la peau. Ces dépigmentations progressives sont plus ou moins étendues. Bien que la maladie soit considérée comme "bénigne" sur le plan

médical, elle a un impact psychologique considérable. L'attente d'un traitement est donc particulièrement forte car "les solutions actuelles telles que la photothérapie, les corticostéroïdes et les inhibiteurs ont une efficacité limitée" souligne le Dr David Rosmarin, dermatologue au Tufts Medical Center de Boston (États-Unis).

Ce dernier vient de publier les résultats de l'essai clinique d'une crème topique,

qui s'est révélée efficace pour inverser les effets du vitiligo chez 50% des patients qui l'ont testée. Cette étude de deux ans a inclus 157 patients sans 30 séparer aux États-Unis. "L'application topique du ruxolitinib, actuellement utilisé comme traitement par voie orale pour certains troubles sanguins, a entraîné une amélioration substantielle des symptômes du vitiligo du visage chez près de la moitié des participants à l'essai" a déclaré le médecin

lors du Congrès mondial de dermatologie qui se tenait à Milan le week-end dernier.

"Le ruxolitinib topique a le potentiel de changer le traitement du vitiligo. Non seulement il est efficace pour repigmenter la peau, mais il présente également un excellent profil d'innocuité", a ajouté le Dr Rosmarin. Ce dernier espère obtenir de meilleurs résultats encore en associant la crème à de la photothérapie et à l'exposition au soleil.

Vitiligo : repigmenter la peau grâce à l'autogreffe

Une technique d'auto-transplantation de peau permet de recolorer les morceaux de l'épiderme dépigmentés par le vitiligo. Chez les personnes atteintes de vitiligo, certaines parties du corps se dépigmentent, faisant apparaître une peau totalement

blanche sous forme de tâches éparpillées. Il s'agit en fait d'une réaction du système immunitaire qui détruit les mélanocytes, les cellules qui donnent leur couleur à la peau, aux cheveux et aux yeux. Cette destruction intervient dans des endroits localisés, donnant lieu à des sortes de taches totalement blanches sur la reste de la peau colorée.

Pour y remédier, les médecins de l'hôpital Henry Ford aux États-Unis greffent des morceaux de leur propre peau aux patients. Ils prélèvent des zones de l'épiderme correctement pigmentées et les replacent sur les zones décolorées. Au bout de deux mois, la zone traitée par cette chirurgie contient les cellules mélanocytaires et à reprendre des couleurs.

LES ZONES TRAITÉES SE REPIGMENTENT DURABLEMENT

Dans une étude parue dans la revue *Journal of the American Academy of Dermatology*, les chercheurs observent que les résultats restent excellents ou très bons cinq ans après l'intervention. La repigmentation est maintenue dans 75% des cas après ce laps de temps pour 63 patients opérés entre 2009 et 2014. Pour l'heure, seul le centre Henry Ford propose cette technique en Amérique du Nord, mais ces résultats pourraient aider à la démocratisation de ces traitements consistant en des médicaments topiques pour la peau, de la luminothérapie ou de la dépigmentation, mais ils ne sont pas toujours efficaces. « La technique de transplantation de mélanocytes et de kératinocytes, ou MKTP, fonctionne, et dure dans le temps. Elle est mieux que n'importe quelle autre technologie dont nous disposons pour traiter cette maladie », a déclaré Itzhak Hamzavi, dermatologue et auteur principal de l'étude.

Si le vitiligo n'est pas grave ni contagieux, il peut rendre difficile la vie des patients car les taches décolorées attirent les regards stigmatisants et les remarques désobligeantes. Ce traitement pourrait donc apporter un réel confort de vie aux patients.

PEAU : COMMENT MIEUX TRAITER LES MALADIES CHRONIQUES

Inesthétiques, contraignantes, parfois douloureuses... certaines maladies de peau perturbent vraiment la qualité de vie, même si elles sont souvent bénignes. Donc, pas question de se priver des traitements qui ont fait leurs

L'ECZÉMA

Loin de ne concerner que les bébés et les enfants, l'eczéma touche entre 3 et 8 % des adultes. Survenant par poussées sur une peau de nature très sèche, les lésions rouges recouvertes de petites vésicules provoquent d'intenses démangeaisons.

Des soins émollients : essentielle, l'hydratation quotidienne avec des produits très émollients permet d'espacer les poussées et de conserver une peau souple. La texture des produits s'est considérablement améliorée, rendant ce geste moins contraignant.

Des douches sans savon : on évite les bains, les gants de toilette et les lavants trop décapants. Préférer les douches tièdes et se laver avec les mains à l'aide de produits type syndets liquides (sans savon), savons surgas, pains dermatologiques, huiles lavantes. Sans frotter mais en tamponnant la peau pour la sécher.

Des dermatocorticoïdes : "L'application de cortisone sur les lésions reste le traitement de référence, rappelle le Dr Anne-Claire Fougereuse, dermatologue. Utilisés en suivant les recommandations du médecin, les dermatocorticoïdes sont sans danger". De nouvelles formes facilitent leur utilisation, notamment la mousse, intéressante pour traiter le cuir chevelu.

Du tacrolimus en pomnade : en cas d'échec des dermatocorticoïdes ou de contre-indications, les dermatologues peuvent prescrire du tacrolimus (Protopic®). "Cet immunomodulateur (qui régule les réactions du système immunitaire) nécessite des précautions d'emploi. Mais appliqué deux fois par jours lors des poussées, puis deux fois par semaine en phase d'entretien, il donne de bons résultats", souligne le Dr Fougereuse.

Des stratégies antistress : le stress est souvent impliqué dans la survenue des poussées. À chacun de trouver sa méthode pour le gérer : sport, méditation, sophrologie...

LE PSORIASIS

Dans cette maladie, les cellules de l'épiderme se renouvellent en 3 à 5 jours au lieu des 21 à 28 jours habituels. Des plaques rouges couvertes de squames apparaissent au niveau du cuir chevelu, des coudes, des genoux... Cette inflammation chronique entraîne deux fois sur trois des démangeaisons. Trop souvent, elle suscite encore des réactions de rejet de la part de l'entourage.

Des traitements locaux : généralement composés d'une substance proche de la vitamine D et/ou d'un dermatocorticoïde, ils sont très efficaces contre les poussées à condition d'être utilisés tous les jours le premier mois. Par la suite, les applications sont plus espacées.

Des traitements oraux : rétinoïdes, méthotrexate, ciclosporine ou biotérapies sont réservés aux formes sévères car ils comportent des contre-indications et peuvent entraîner d'importants effets secondaires. Mais leur intérêt est réel.

Une vie plus saine : stress, tabagisme, consommation excessive d'alcool sont des facteurs aggravants sur lesquels on peut agir.

LA ROSACÉE

Très inesthétique et difficile à vivre, car associée à tort à une forte consommation d'alcool, cette maladie des petits vaisseaux sanguins du visage se caractérise par de fortes rougeurs, parfois associées à des boutons inflammatoires (papules et pustules). Elle s'accompagne aussi de désagréables sensations d'échauffement et de tiraillement au niveau de la peau.



Une protection optimale au soleil : le plus important pour limiter la progression de la maladie est de bien protéger la peau contre les UV.

De nouvelles habitudes : il faut éviter les épices, l'alcool, le thé, le café et les activités physiques trop intenses, qui ont un effet vasodilatateur et accentuent les symptômes. Côté salle de bains, privilégier les nettoyants très doux (pas de lotion à base d'alcool, pas de gommage) et les soins hydratants très fluides. Des traitements locaux et/ou des antibiotiques : un large panel de traitements permet de freiner l'évolution des lésions, voire de les faire régresser. Mais ils doivent être pris pendant au moins 3 mois.

Des séances de laser : il en faut généralement plusieurs à 3 semaines d'intervalle, en dehors des périodes ensoleillées. Autour de 100 € la séance (non remboursé).

Des produits de "camouflage" : des poudres libres et des sticks riches en pigments verts (Vichy, Avène, La Roche-Posay) permettent d'atténuer les rougeurs du visage.

LE VITILIGO

Cette maladie sans gravité entraîne l'apparition de taches blanches dues à une dépigmentation de la peau. Au mieux, on ne peut les recolorer totalement ou stopper définitivement leur extension. Cela explique-t-il que certains médecins disent encore à leurs patients qu'il n'y a pas grand-chose à faire ? Pourtant, il existe des solutions pour atténuer ces manifestations.

Des corticoïdes locaux de classe 3 : leurs effets immunosuppresseurs et anti-inflammatoires semblent aider à la stabilisation de la progression de la dépigmentation. Ils favoriseraient une repigmentation de zones localisées avec un taux d'amélioration entre 20 et 90 %. Mais des effets indésirables obligent parfois à limiter leur utilisation.

Du tacrolimus en pomnade : utilisé hors AMM (autorisation de mise sur le marché), cet immunosuppresseur semble donner des résultats comparables à ceux des dermatocorticoïdes, avec moins d'effets secondaires.

Des greffes mélanocytaires : ce geste chirurgical, qui consiste le plus souvent à prélever des mélanocytes au niveau du cuir chevelu, donne de bons résultats sur les vitiligos segmentaires (zone de peau bien limitée, en forme de bande et d'un seul côté du corps) stables depuis 3 ans.

Du maquillage correcteur : il est possible d'unifier la couleur avec un fond de teint compact (Avène, La Roche-Posay, Vichy). Après

avoir déposé sur le visage, lisser avec une éponge du centre vers l'extérieur. Reprendre ensuite un peu de produit et insister sur les taches de vitiligo, avec le doigt ou l'éponge, pour couvrir plus intensément. Terminer par un nuage de poudre pour une fixation parfaite. On peut aussi ne maquiller que la zone concernée, en évitant les contours afin d'éviter les démarcations. S'il s'agit d'une petite zone dépigmentée, comme le contour de la bouche ou des yeux, on la maquille avec un crayon correcteur sourcils blond.

Un autobronzant : pour camoufler le vitiligo au niveau des mains, le mieux est d'appliquer de l'autobronzant sur la zone dépigmentée, trois soirs de suite pour commencer, puis une fois tous les 2 ou 3 jours. Bien essayer les contours pour éviter les démarcations.

Les UV médicaux peuvent aider : la photothérapie, c'est-à-dire des expositions aux UV strictement encadrées par un dermatologue, peut faire partie du traitement. C'est également le cas du psoriasis ou de l'eczéma.

QUI CONSULTER ?

Le délai d'attente moyen pour obtenir un rendez-vous chez un dermatologue est de 64 jours. Si un avis médical rapide est nécessaire, le mieux est de consulter son médecin généraliste. Si besoin, il pourra alors accélérer la prise de rendez-vous avec un spécialiste. Pour trouver un praticien près de chez soi, on peut consulter l'annuaire gratuit en ligne Mon Docteur et connaître ainsi les disponibilités des dermatologues inscrits sur cette plateforme.

BOS GRAIN DE BEAUTÉ SUSPECT

Huit fois sur dix, les mélanomes (cancers de la peau les plus agressifs) se développent à partir d'une peau normale et apparaissent sous la forme d'une tache pigmentée ressemblant à un grain de beauté. Plus rarement, ils se développent à partir d'un grain de beauté préexistant. Ce qui doit alerter ? Une tache colorée irrégulière qui vient d'apparaître ou un grain de beauté qui s'est modifié récemment, répondant à au moins 3 des critères suivants : A comme Asymétrique. B comme Bordure Irrégulière. C pour Couleur non uniforme. D pour Diamètre supérieur à 6 mm. E pour Évolution. Attention aux variations rapides de couleur, de taille, de forme, ou de volume, démangeaisons, formation de croûtes, saignements spontanés. Par précaution, il est conseillé de montrer sa peau à un médecin une fois par an. Merci au Dr Philippe Deshayes, dermatologue.

NIGER

Terrorisme : mobilisation des militaires retraités pour soutenir l'armée

Le Niger a lancé une opération de mobilisation d'anciens militaires et gendarmes à la retraite, en soutien à l'armée qui lutte depuis 2015 contre le terrorisme sur plusieurs pans de son territoire, ont rapporté mardi des médias, citant une source sécuritaire.

Une première opération de mobilisation de 1.000 anciens militaires et gendarmes à la retraite depuis moins de cinq ans a été lancée lundi à Niamey, selon la même source.

"Ces 1.000 hommes, une fois mobilisés, n'iront pas directement au front, mais seront destinés à sécuriser des sites importants comme ceux des projets de développement", a-t-elle expliqué.

Pour "soulager les Forces de défense et de sécurité (FDS) qui sont constamment sur le terrain", le ministère de la Défense a jugé utile de "faire appel aux anciens militaires et gendarmes à la retraite depuis cinq ans" ou moins, parmi lesquels on compte des "spécialistes" de plusieurs domaines, a de son côté indiqué à la télévision, le colonel Abdoulaye Mounkaila, lui-même retraité et membre de la Commission de la Réserve militaire.



C'est la première opération de genre lancée au Niger pour lutter contre les groupes terroristes dont les attaques meurtrières se sont multipliées depuis 2015.

GHANA

Accord avec le FMI sur un prêt de 3 milliards de dollars

Le Ghana a trouvé un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) sur un prêt de 3 milliards de dollars de renflouement, a annoncé mardi l'institution financière.

Déjà accablé par une forte dette, le Ghana est confronté à une inflation historique de plus de 40% et à l'effondrement du cours de sa monnaie "le cedi".

"J'ai le plaisir d'annoncer que l'équipe du FMI est parvenue à un accord avec les autorités ghanéennes sur un programme triennal (...) au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) d'un montant (...) d'environ 3 milliards de dollars américains", a déclaré le chef de mission du FMI au Ghana, Stéphane Roudet.

Le prêt "vise à rétablir la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette tout en jetant les bases d'une croissance plus forte et plus inclusive", a ajouté M.

Roudet dans un communiqué. Cet accord doit maintenant être approuvé par le Conseil d'administration du FMI à Washington, a-t-il relevé.

SOUDAN

Un tiers des enfants privés d'éducation (ONU)

Un tiers des enfants ne sont pas scolarisés au Soudan en raison, entre autres, des inondations, selon les agences des Nations-unies.

Alors qu'un tiers des enfants ne sont pas scolarisés dans le pays, ils sont 200

000 de plus à avoir été privés d'école cette année à cause des inondations.

Une situation inquiétante pour les organisations humanitaires.

Deux millions de dollars ont été débloqués pour aider les enfants à retrouver le chemin de l'école.

Une subvention d'urgence annoncée par Education cannot wait (ECW), le fonds mondial des Nations unies pour l'éducation.

"Une fois que les enfants abandonnent l'école, les chances qu'ils y retournent sont faibles", met en garde l'Unicef.

L'organisation s'inquiète d'un accès à l'apprentissage de plus en plus restreint. Depuis octobre 2021, la scolarité de milliers d'enfants déplacés a été interrompue, au Darfour et au Kordofan notamment.

A cela s'ajoutent les inondations meurtrières qui ont détruit 600 écoles dans le pays cette année.

Autre inquiétude, l'aggravation de l'insécurité alimentaire qui touche 4,5 millions d'enfants.

"Pour beaucoup, rappelle le PAM, le repas scolaire est le seul repas complet en une journée".

KENYA

La sécheresse provoque des affrontements inter communautaires

Le nombre de Kényans touchés par la sécheresse devrait atteindre six millions d'ici le mois de janvier, et cette situation provoque des affrontements inter communautaires dans plusieurs régions du pays, selon les dernières projections de l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse, rapportées mardi par des médias.

Les pluies qui sont tombées dans le pays depuis le mois d'octobre sont largement insuffisantes et la situation reste critique. Résultat : les conflits pour l'accès aux ressources disponibles se multiplient.

C'est le cas par exemple dans le comté de Kitui, l'un des plus secs du pays.

Fin novembre, en l'espace de deux semaines, les corps sans vie de deux hommes ont été retrouvés dans le sous-comté de Kitui-Est.

Selon les autorités, il s'agit d'habitants victimes du conflit qui oppose agriculteurs akamba et éleveurs de chameaux somali autour de l'accès à l'eau et aux pâturages.

Selon un sénateur du comté de Kitui, le conflit aurait même causé des dizaines de morts cette année.

Les éleveurs, souvent venus des comtés voisins de Garissa et de Tana River, sont accusés d'envahir les terres agricoles.

Il y a quinze jours, les autorités locales ont sommé les éleveurs de déguerpir, sous peine d'être évacués de force - comme ce fut le cas en 2017 lors d'une précédente sécheresse.

Le mois dernier, l'affaire a été portée devant le Sénat kényan. La Commission kényane pour la cohésion nationale (NCIC), censée prévenir et réguler les conflits entre communautés, est accusée d'inaction et a dû s'expliquer. Les autorités régionales réclament des moyens sécuritaires supplémentaires pour contenir la situation.

AFRIQUE DU SUD

Volonté de resserrer les liens entre les BRICS

L'Afrique du Sud vise à renforcer davantage le partenariat entre les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), alors que le pays assumera la présidence du bloc en 2023, a affirmé lundi Naledi Pandor, ministre sud-africaine des Relations internationales et de la Coopération.

"Les principaux objectifs de l'engagement de l'Afrique du Sud dans les BRICS sont d'améliorer la croissance et le développement futurs de l'Afrique du Sud et de renforcer les relations intra-BRICS ainsi que la coopération

mutuellement bénéfique", a déclaré Mme Pandor, lors d'un point presse, indiquant que l'Afrique du Sud assumerait la présidence des BRICS le 1er janvier 2023 en succédant à la Chine.

L'Afrique du Sud continuera à mettre l'accent sur une coopération concrète qui contribue directement et indirectement aux priorités d'une Afrique du Sud, d'un continent africain et d'un monde meilleurs grâce à son partenariat avec des acteurs clés des questions liées à la gouvernance mondiale, à sa réforme

CENTRAFRIQUE

Plan-cadre de coopération entre le gouvernement centrafricain et l'ONU

Le gouvernement de la République centrafricaine (RCA) et le système des Nations Unies ont signé lundi à Bangui, la capitale centrafricaine, un plan-cadre de coopération fondée sur le développement durable pour la période de 2023-2027, selon des sources officielles.

Le plan-cadre de coopération a été signé par 23 agences, fonds, programmes, y compris la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), selon un communiqué de presse publié par l'ONU. "Le partenariat noué aujourd'hui est porteur d'espoir pour le peuple centrafricain dont nous avons la charge de conduire la destinée", a déclaré le Premier ministre centrafricain Félix Moloua, cité par le communiqué. Le plan-cadre de coopération est le principal instrument pour planifier et mener des activités de développement afin de soutenir la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 en RCA, a indiqué dans une note d'information Valentine Rugwabiza, représentante spéciale du secrétaire général des Nations Unies pour la RCA.

Ce plan-cadre est également un important document de développement reposant sur une approche intégrée et multidimensionnelle qui tient compte des "cinq P" de l'agenda 2030, à savoir : paix, population, prospérité, planète et partenariat, selon la note. Le système de l'ONU s'aligne sur la vision du gouvernement centrafricain qui veut que la RCA devienne un Etat de droit, stable, prospère et en harmonie avec la nature, où ses populations réalisent pleinement leur potentiel et bénéficient équitablement du développement du pays, d'après la même source.

SOUDAN DU SUD

L'UNICEF déplore l'escalade des violences

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a condamné lundi l'escalade de la violence dans l'Etat du Nil supérieur dans le nord-est du Soudan du Sud, qui a contraint des milliers de personnes, principalement des femmes et des enfants, à fuir pour sauver leur vie.

Jesper Moller, représentant par intérim de l'UNICEF au Soudan du Sud, a indiqué que les affrontements meurtriers entre groupes armés dans le comté de Fashoda dans l'Etat du Nil supérieur avaient également séparé des milliers d'enfants de leur famille. "Des violations graves des droits humains commis sur des enfants et des femmes ont été signalés, ainsi qu'un nombre croissant de morts et de blessés. Des enfants ont été séparés de leur famille, et des écoles ont été transformées en refuge pour ceux qui fuient pour leur vie", a déclaré M. Moller dans un communiqué publié à Juba, capitale du Soudan du Sud. Selon ce communiqué, 75% des personnes fuyant le conflit sont des femmes et des enfants, qui fuient pour chercher la sécurité. "L'UNICEF et nos partenaires sont sur le terrain et nous continuerons d'assurer des services vitaux pour les enfants et les familles afin de réduire les blessures et les maladies autant que possible, et de protéger la vie et la santé des enfants", a déclaré M. Moller.

et à son développement, selon la ministre. Elle a affirmé que l'Afrique du Sud consulterait les autres partenaires des BRICS pour programmer un sommet et d'autres réunions et événements sur la base d'un consensus.

"Nous nous attacherons à fournir un leadership stratégique pendant le mandat de la présidence des BRICS, en étroite consultation avec les autres membres, en s'appuyant sur le programme, les priorités et les décisions précédemment convenues", a soutenu Mme Pandor.

LIBAN

HRW met en garde contre les "niveaux alarmants" de pauvreté et d'insécurité alimentaire

L'ONG britannique Human Rights Watch (HRW) a mis en garde contre les "niveaux alarmants" de pauvreté et d'insécurité alimentaire au Liban, en raison du déclin de l'activité économique, de l'instabilité politique et de la hausse du coût de la vie.



Dans un rapport publié lundi, l'organisation non-gouvernementale a exhorté le gouvernement libanais et la Banque mondiale à "prendre des mesures urgentes pour investir dans un système de protection sociale fondé sur les droits humains et garantissant un niveau de vie décent pour tous".

Le rapport est basé sur une étude me-

née par HRW auprès de 1.209 ménages, sur la période allant de novembre 2021 à janvier 2022. Il en ressort que ce sont surtout les familles à faible revenu qui sont les premières victimes de la crise économique qui s'est installée dans la durée.

De fait, d'après le rapport, près de 70% des ménages ont confié avoir du mal à payer leurs dus à temps.

Selon le document, 40% des foyers ne gagnent pas plus de 122 dollars par mois et près de 90% moins de 377 dollars par mois.

D'après le rapport, "les dé marches prises par les autorités ne suffisent pas à garantir le droit de tout un chacun à un niveau de vie décent ni à une alimentation saine".

D'où "l'importance du système de protection sociale préconisé dans le but d'atténuer les chocs économiques et d'apporter un soutien aux Libanais, en rédui-

sant les inégalités sociales", indique-t-on dans le document. D'après le rapport, moins de 5% des ménages au Liban ont bénéficié d'une aide en provenance du gouvernement, et près de 94% des ménages à faibles revenus peinent à s'assurer les moyens de première nécessité contre 26% de ceux aux revenus élevés.

Lena Simet, chercheuse senior sur les questions de pauvreté et d'inégalité, souligne que "des millions de personnes au Liban ont été plongées dans une situation de pauvreté extrême, réduisant leurs dépenses sur la nourriture".

La hausse du chômage, la dépréciation de la monnaie locale, la montée en flèche de l'inflation et la suppression des subventions pour les médicaments et le carburant ont rendu encore plus difficile la situation pour ces personnes.

L'enquête a également révélé que dans près de quatre ménages sur cinq, un membre de la famille a perdu son emploi depuis le début de la crise en 2019, le pourcentage de chômage étant actuellement de 15%.

Malgré une inflation élevée et en hausse depuis 2019, le salaire minimum au Liban n'a toujours pas été réajusté depuis 2017. Il s'élève actuellement à 675.000 livres libanaises par mois (16,24 dollars américains au taux du marché parallèle en date du 5 décembre 2022).

"En 2021, le rapporteur spécial des Nations unies sur l'extrême pauvreté a constaté que le salaire minimum était insuffisant pour que les foyers puissent s'assurer des produits de base tels que la nourriture et le carburant", rappelle-t-on dans le rapport.

BRÉSIL Affrontements entre police et partisans de Bolsonaro à Brasilia

Des affrontements ont éclaté lundi soir à Brasilia entre policiers et partisans du président sortant Jair Bolsonaro, qui exigeaient la libération d'un dirigeant autochtone arrêté pour avoir incité à des violences "antidémocratiques", selon des médias.

Les troubles ont éclaté devant le siège de la police, après l'arrestation, sur ordre du juge de la Cour suprême fédérale Alexandre de Moraes du cacique José Acacio Serere Xavante pour des menaces et actes d'intimidation contre "l'Etat de droit démocratique".

Les policiers ont tenté de disperser les manifestants à l'aide de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc.

Les protestataires, certains armés de bâtons, ont répliqué en lançant des pierres, selon l'AFP. Plusieurs autobus et voitures ont été attaqués et incendiés.

Selon les médias locaux, ces affrontements ont éclaté après une tentative d'irruption des manifestants dans le siège de la police afin de libérer le cacique, qui a été placé en détention provisoire pour dix jours.

José Acacio Serere Xavante est accusé par le parquet d'avoir organisé plusieurs manifestations "à caractère antidémocratique" dans la capitale, y compris devant l'hôtel où loge le président élu de gauche Luiz Inacio Lula da Silva.

Selon le parquet général de la République, Serere Xavante a "utilisé sa position de cacique" pour inciter autochtones et non-autochtones à "commettre des délits" violents contre M. Lula et des magistrats de la Cour suprême fédérale.

M. Lula a reçu lundi la certification de son élection pour un troisième mandat de président du Brésil, avant son investiture le 1er janvier.

Après la défaite du président sortant d'extrême droite Jair Bolsonaro aux élections, ses partisans ont manifesté par milliers des jours durant devant des casernes de l'armée, réclamant une intervention des militaires pour empêcher le retour de Lula au pouvoir.

Une responsable onusienne souligne l'urgence de l'élection d'un nouveau président

La coordinatrice spéciale des Nations unies pour le Liban, Joanna Wronecka, a souligné "l'urgence pour toutes les parties de donner la priorité à l'intérêt du Liban et de travailler ensemble pour l'élection d'un nouveau président et l'autonomisation des institutions de l'Etat", rapportent mardi des médias.

Mme Wronecka a précisé sur son compte Twitter qu'elle a tenu ces propos lundi lors d'une réunion avec le député du Hezbollah Mohammad Raad.

Elle a aussi remercié dans son tweet M. Raad pour leur "échange sur les risques sérieux d'une impasse politique prolongée au Liban".

Plus tôt dans la journée de lundi, Mme Wronecka avait rencontré le Premier ministre Nagib Mikati au Grand Sérail. Le Liban reste confronté à une double vacance du pouvoir exécutif.

Le pays est sans président depuis le départ de Michel Aoun à la fin de son mandat en octobre, tandis que le cabinet de M. Mikati, qui est démissionnaire depuis les élections législatives de mai, est uniquement chargé d'expédier les affaires courantes.

Depuis le début de la période de l'élection pré-

sidentielle, neuf sessions parlementaires ont séculées n'ont pas permis d'élire un nouveau chef d'Etat.

Le Hezbollah et ses alliés ont jusqu'à présent voté blanc, en l'absence de consensus entre eux sur

un candidat unique. Le parti chiite semble pencher pour le chef des Marada Sleiman Frangie, mais le Courant patriotique libre a clairement fait savoir que ses députés n'avaient pas l'intention de voter pour ce dernier.

CHINE- CORÉE DU SUD La Chine prête à travailler avec la Corée du Sud pour sauvegarder le libre-échange

La Chine s'est dite, lundi, prête à travailler avec la Corée du Sud pour sauvegarder le système international de libre-échange.

Lors d'entretiens par visio-conférence avec son homologue sud-coréen, Park Jin, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a indiqué que son pays était disposé à travailler avec Séoul pour assurer le bon fonctionnement des chaînes industrielles et d'approvisionnement, sauvegarder le système international du libre-échange et renforcer la coopération au sujet des problèmes régionaux et mondiaux.

Rappelant la rencontre tenue récemment par les dirigeants des deux pays à Bali, en Indonésie, en marge du sommet du G-20, le chef de la diplomatie chinoise a exprimé le souhait de la Chine de renforcer la communication stratégique avec la Corée du Sud, à favoriser une coopération gagnant-gagnant et à travailler en faveur d'un développement sain et stable des relations bilatérales.

Pour sa part, le ministre sud-coréen des Affaires étrangères a indiqué que son pays est prêt à renforcer les échanges de haut niveau avec la Chine, à approfondir la coopération économique et commerciale.

SOMMET ETATS-UNIS-AFRIQUE Assoir un partenariat étroit et efficace selon une nouvelle vision

Le Sommet Etats-Unis/Afrique dont les travaux préparatoires débuteront mardi avec la participation du Premier ministre, M. Aimene Benabderrahmane en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, se veut une occasion pour examiner les moyens de renforcer les relations américano-africaines et d'établir un partenariat étroit et efficace selon une nouvelle vision dans le contexte des développements mondiaux et régionaux actuels.

Ce Sommet de trois jours, qui verra la participation de 45 chefs d'Etat et de gouvernements, permettra aux dirigeants africains de faire entendre la voix de l'Afrique, et ses aspirations à assoir un partenariat sur de nouveaux fondements à même de réaliser le développement et relancer l'économie du continent tout en œuvrant à garantir la stabilité politique et sécuritaire, dans un climat de crise que vivent de nombreux pays africains et l'impact des tensions dans le monde sur ces pays.

Les Etats africains aspirent, en outre, à obtenir le soutien officiel de Washington en vue d'obtenir un siège au Conseil de sécurité onusien.

Les Etats-Unis œuvrent, pour leur part, par l'organisation de ce Sommet, deuxième de son genre après celui de l'administration de Barack Obama en 2014, à affirmer leur engagement permanent envers l'Afrique et l'importance accordée à la confortation des relations américano-africaines ainsi que le renforcement de la coopération sur les priorités internationales communes, indique le secrétaire d'Etat américain.

Ce sommet intervient quelque mois après les visites du secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken dans plusieurs pays africains, y compris l'Algérie.

Lors de ces visites, il a dévoilé la nouvelle politique américaine envers l'Afrique, en vertu de laquelle Washington s'engage à réaliser plusieurs objectifs en Afrique, à savoir: intensification des opportunités d'investissement, soutien aux efforts de préservation du climat et garantie de transition équitable d'énergie.

Les débats seront axés lors des travaux de ce Sommet sur le renforcement du partenariat économique et l'appui des efforts visant à consacrer les valeurs de démocratie et les droits de l'homme, et à atténuer l'impact de la crise sanitaire résultant de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) et des pandémies futures.

L'accent sera également mis sur le renforcement de la sécurité alimentaire, la paix et la sécurité, outre l'examen, voire l'évaluation, de la réponse aux efforts visant à faire face à la crise climatique et à renforcer les relations avec l'élite et les compétences africaines.

Le Sommet réunira les Gouvernements africains, la société civile et les représentants des communautés issues des différents coins des Etats-Unis et le secteur privé dans une tentative visant à dégager une vision commune de l'avenir des relations entre les Etats-Unis et l'Afrique.

L'ordre du jour du Sommet prévoit, en outre, la tenue de plusieurs séances de travail et de séminaires avec la consécration d'une journée à la société civile pour examiner les opportunités offertes pour renforcer le dialogue entre les responsables américains et les représentants des communautés africaines aux Etats-Unis.

La deuxième journée sera consacrée à la tenue du forum d'affaires américano-africain qui sera focalisé sur le renforcement du partenariat commercial et d'investissement, de nature à promouvoir le rôle de l'Afrique dans l'économie mondiale.

Le Forum constituera une occasion pour étendre le champ de création et de promotion des affaires et stimuler le progrès réalisé dans les secteurs vitaux et réaffirmer les engagements des entreprises américaines investissant en Afrique.

PARUTION "Algérie", nouvel ouvrage sur l'histoire, la culture et le tourisme disponible en trois langues

Les éditions "Al Bayazin" ont publié dernièrement un ouvrage, richement illustré, restituant la richesse culturelle et touristique de l'Algérie et son histoire séculaire, et intitulé "L'Algérie", disponible en Arabe, en Français et en Anglais.



A la croisée des chemins entre le guide touristique et l'aperçu historique, cet ouvrage de 492 pages propose également un échantillon de la richesse et de la diversité culturelle de l'Algérie. L'ouvrage propose un survol de l'histoire de l'Algérie de la pré-histoire à nos jours, en passant par l'époque des rois numides, l'avènement de l'Islam, la régence d'Alger, ou encore la terrible époque de la colonisation française et la résistance du peuple algérien contre l'occupation.

Les richesses naturelles et économiques du pays sont également présentées en plus de la diversité culturelle et de la liste des éléments matériels et immatériels du patrimoine algérien, inscrits sur les listes du patrimoine mondial de l'humanité.

La production culturelle algérienne foisonnante est également mise en avant dans cet ouvrage qui dédie de nombreux espaces aux pionniers et monuments de la littérature, du théâtre, du cinéma, de la musique, et des arts plastiques avec, en plus, une riche rubrique mettant en lumière l'artisanat, le bijou et le costume traditionnel.

La plus grande partie du livre "Algérie", vise à faire découvrir aux lecteurs l'énorme potentiel touristique du pays par un aperçu

de chacune des villes et une présentation de ses principaux atouts, monuments, musées et traditions. Des focus particuliers sont proposés sur les villes d'Alger, Oran, Tlemcen, Tiaret, Tipasa, Constantine, ou encore Sétif, avant que les nombreux contributeurs de l'ouvrage n'emmènent leurs lecteurs dans un périple dans le grand sud algérien et ses richesses. Le Tassili N'Ajjer, plus grand musée à ciel ouvert du monde et la Vallée du M'Zab, inscrits au patrimoine mondial de l'humanité, les Oasis du nord-Sahara, les zaouïa, ou encore le majestueux Ahaggar, avec ses paysages lunaires et ses traditions, figurent dans ce chapitre conséquent qui montre un potentiel touristique des plus importants. Spécialisés dans le guide touristique et le patrimoine matériel, "El Bayazin" a déjà édité des guides des villes d'Oran, Constantine, Mila et de Blida.

Cette maison d'édition avait également publié en 2018 une traduction du poème lyrique "Al Burda", com posé au XIIIe siècle par Al Imam Sharafu-d-Din Al Bûsirî, ainsi qu'une traduction du sens des versets et annotations du noble Coran, cosignée par le théologien émérite Kamel Chekkat et le journaliste, écrivain et traducteur Messaoud Boudjenoun.

BATNA Le rôle de l'intelligence artificielle dans la conservation des manuscrits souligné

Les participants au séminaire national sur "la possibilité de lecture électronique des manuscrits arabes par recours à l'intelligence artificielle (IA)" ont insisté lundi à Batna sur le recours à cette nouvelle technologie pour protéger et sauvegarder ce patrimoine et le rendre accessible aux chercheurs. Durant la rencontre qui se tient jusqu'au 14 décembre à la maison de la culture "Mohamed-Laïd-Al-Khalifa" à l'initiative de la direction de wilaya de la Culture et des arts et du Conseil supérieur de la langue arabe (CSLA), les intervenants ont estimé que la numérisation des manuscrits est "l'unique moyen pour les faire connaître, les archiver et les mettre à la disposition des chercheurs sans aucun risque d'endommagement ou de perte".

La présidente de la rencontre, Dr. Zehour Chetouh

a mis l'accent sur l'importance de la numérisation qui est un des 30 thèmes du programme du CSLA d'autant que l'Algérie possède une riche bibliothèque d'anciens manuscrits dans les divers domaines du Savoir.

Elle a également insisté sur l'exploitation des recherches développées par les universités algériennes pour la numérisation et la valorisation de ce patrimoine.

Les interventions de la première journée ont relevé la grande importance des manuscrits et l'impératif de leur préservation pour les générations futures par la publication et la numérisation.

L'exposition organisée en marge du séminaire à la salle Abdou-Tamine a permis aux visiteurs de découvrir l'expérience de l'association de préservation du patrimoine cheikh Abi Ishak T'fich de

Ghardaïa au travers de la numérisation de plus de 15.000 manuscrits.

Pr. Daoud Guezrit, responsable de l'organisation et de la gestion des manuscrits au sein de l'association, a souligné que cette initiative a permis d'établir une fiche technique pour chaque manuscrit et de faciliter leur consultation par les chercheurs.

Les visiteurs ont également reçu des explications sur les techniques de restauration des manuscrits présentés par Rachid Mendeli, chargé de la restauration à l'annexe du Centre national des manuscrits de Tlemcen qui assure le dénombrement et le listing des manuscrits détenus par les mosquées, zaouïas et familles. Des ateliers d'initiation à la calligraphie et la restauration des manuscrit sont tenus en marge de la rencontre.

MÉDÉA La richesse et la diversité de l'art calligraphique reflétées au festival arabe

Les œuvres présentées à l'exposition organisée dans le cadre de la 11e édition du festival international de calligraphie arabe, qui se tient du 12 au 15 décembre courant à Médéa, reflètent toute "la richesse et la diversité" de cet art propre au monde arabo-musulman, ont relevé mardi, des artistes participants à ce festival.

L'exposition regroupe quatre-vingt-seize toiles réalisées par les artistes qui prennent part au festival, dont 71 œuvres en calligraphie classique de styles "Farissi", "Rokaa", "Magharibi", "Koufi" et "Neskh", et 25 toiles réalisées en "lettrisme", un genre qui repose sur l'utilisation de la calligraphie pour la conception d'œuvres artistiques.

Ces œuvres traduisent, selon le spécialiste de l'art musulman, Brahim Ait-Ziane, "la diversité de style et la richesse des compositions picturales exposées à l'occasion de ce festival", confiant être "fortement surpris par le foisonnement de styles et des couleurs" qui se dégage de cette exposition. "Tous les types d'écriture, du Koufi, Thoulouth, et Neskh en passant par le Farissi, Rokaa, Diwani

et Magharibi, sont représentés dans cette exposition et se complètent dans une parfaite cohésion de styles et de nuances qui font plaisir à contempler", a-t-il dit.

Une impression partagée par le calligraphe jordanien, Mohaned El-Keissi, qui s'est dit "étonnement séduit par la pluralité et la variété des œuvres réalisées par des calligraphes qui ont réussi, malgré des parcours différents, à mettre en avant toute la beauté que recèle la lettre arabe", saluant "la capacité des exposants à transformer la lettre arabe en une œuvre d'art". Pour Aïmen Ahmed Ghazal, calligraphe syrien, la multitude d'œuvres d'art proposée au public et la grande qualité esthétique des représentations picturales de ces œuvres "témoigne des avancées remarquables réalisées par les calligraphes issus du monde arabo-musulman et attestent, également, du maintien et de la préservation d'un art séculaire qui constitue un élément essentiel de notre identité et notre histoire".

"Le bon niveau de participation" observé à l'occasion de cette édition de ce festival "atteste de la maîtrise, par les exposants, des

techniques de la calligraphie et le souci de faire ressortir, à travers les œuvres réalisées, toute la splendeur et l'éclat de cet art", a expliqué, pour sa part, le calligraphe Abdelghani Douakh, membre du commissariat du festival international de calligraphie arabe, maintes fois primé lors de concours organisés en Algérie et à l'étranger.

Une cinquantaine de calligraphes nationaux et de neuf pays étrangers, la Syrie, L'Egypte, l'Irak, la Jordanie, L'Arabie Saoudite, la Lybie, le Koweït, la Turquie et l'Iran prennent part à la 11ème édition du Festival international de calligraphie arabe, dédiée à la mémoire du calligraphe, miniaturiste et spécialiste en ornementation, Tayeb Laidi, décédé en octobre 2022.

Au programme de cette 11e édition, outre l'exposition, des ateliers et des rencontres-débats animés par des universitaires et des calligraphes nationaux et étrangers, ainsi qu'un concours des meilleures œuvres en calligraphie classique et en lettrisme, selon les organisateurs de cette manifestation culturelle.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Bordj Bou Arreridj
Daïra d'El-Hamadia
Commune d'El-EUCH
N° FISCAL : 998434279000913

Appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimale
N ...05...../2022

-Le président de l'assemblée populaire communale de la commune d'El-euch lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimale pour fournir des écoles

ALIMENTATION SCOLAIRE POUR L'ANNEE 2023

Lot n° 01 : LÉGUMES ET FRUITS+ALIMENTATION GENERAL+LAIT ET SES DERIVES + PAIN AMELIORE
Lot n° 02 : VIANDE ROUGE FRAICHE + VIANDE BLANCHE + LES OEUFS

Les soumissionnaires qualifiés intéressés par le présent avis, peuvent se rapprocher de la commune d'El-euch pour retirer le cahier des charges contre paiement de la somme de 5.000,00 DA. Au niveau de bureau de marche. Trois enveloppes doivent être insérées dans une enveloppe fermée, la première comporte l'offre financière et la deuxième. Comporte l'offre technique et la Troisième l'offre de Candidature. L'enveloppe extérieure devra anonyme est ne comporte que la mention :

A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimale n° ...05 /2022

ALIMENTATION SCOLAIRE POUR L'ANNEE 2023.

Lot n° 01 : LÉGUMES ET FRUITS+ALIMENTATION GENERAL+LAIT ET SES DERIVES + PAIN AMELIORE
Lot n° 02 : VIANDE ROUGE FRAICHE + VIANDE BLANCHE + LES OEUFS

Les offres doivent être déposées auprès de bureau des marchés publics de la commune d'El-EUCH, accompagnées des documents suivants :

L'Offre de dossier de Candidature Contient :

- Une déclaration de candidature. Remplie, Signé, daté et Caché
- Une déclaration de probité. Remplie, Signé, daté et Caché
- Les Statuts pour les Sociétés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes engagées à l'entreprise.
- Le bilan fiscal des trois(03) dernières années. 2019 2020 2021 ou Bien C20
- Les attestations d'affiliation et d'organisme de sécurité sociale (CNAS- CASNOS)-attestation d'affiliation les assure
- La liste du matériel établie par un huissier de justice 2022 avec cartes grises lisibles plus police d'assurance Registre de commerce électronique valable à la date d'ouverture des enveloppes (camion frigorifique obligatoire)
- Tout document dans l'article 09 du cahier des charges (offre technique)

L'Offre technique Contient :

- Une déclaration à souscrire Remplie, Signé, daté et Caché.
- une mémoire technique justificatif. (document d'exclusion)
- Le Cahier de charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

L'Offre financière Contient :

- la lettre de soumission remplie Signé, daté et Caché.
- Le bordereau des prix unitaires(BPU) Signé, daté et Caché sans TVA
- Le devis quantitatif et estimatif (DQE) en TTC

La date limite de dépôt des offres est fixée à huit (08) jours, à partir de la première date parution du présent avis dans la presse, ou le BOMOP

L'ouverture des plis se fera en séance publique le jour coïncidant avec la date limite de remise des offres, indiquée ci-dessus à 11 :00.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant quater vingt dix (90) jours à compter de la date limite de dépôt des offres + délais de la préparation des offres.

TWITTER

Après un essai raté, Elon Musk relance une formule d'abonnement

Elon Musk doit tenter une nouvelle fois lundi de lancer une formule d'abonnement à Twitter incluant l'authentification des comptes, un de ses projets phares pour la plateforme, après une première tentative marquée par une grande confusion et l'afflux de faux comptes.

Annoncée samedi sur le compte officiel de l'entreprise, l'option ne semblait toutefois pas encore disponible en début de journée américaine.

La plateforme est supposée proposer à ses utilisateurs de débours 8 dollars par mois, ou 11 dollars pour les détenteurs d'appareils Apple, pour se voir accorder, après vérification, une coche censée certifier l'identité de l'abonné, bleue pour les particuliers, dorée pour les entreprises, grise pour les institutions.

Les abonnés pourront aussi corriger les tweets après leur publication ou télécharger des vidéos de meilleure qualité.

La première tentative, début novembre, s'était accompagnée d'une éclosion de comptes se faisant passer pour ceux de célébrités ou de grandes entreprises et des messages contradictoires.

Le lancement d'une nouvelle formule d'abonnement

a ensuit e été reporté à plusieurs reprises. Cette initiative doit permettre à Twitter de diversifier son chiffre d'affaires au-delà des publicités.

Les revenus tirés de ces derniers ont en effet baissé ces derniers mois avec le ralentissement économique tandis que de nombreux annonceurs ont été échaudés par la prise de contrôle de la plateforme par Elon Musk, craignant de retrouver leurs pubs auprès de contenus controversés.

Le nouveau patron, qui se présente comme un défenseur de la liberté d'expression et affirme régulièrement que Twitter faisait auparavant preuve de parti pris en faveur des idées de gauche, a en effet nettement réduit les effectifs chargés de la modération et autorisé le retour sur la plateforme de personnalités suspendues, comme Donald Trump.

Il a lui-même publié ce week-end une série de messages polémiques, attaquant

tour à tour le conseiller sortant de la Maison-Blanche sur la pandémie, Anthony Fauci, l'ancien responsable de la sûreté de Twitter Yoel Roth, ou encore le "wokisme", un positionnement qui dénonce les injustices subies par les minorités mais dont les supposés excès sont devenus la bête noire des conservateurs.

Le multimilliardaire tente aussi d'attirer l'attention en promouvant depuis une dizaine de jours ce qu'il surnomme les "Twitter files", des documents in ternes censés illustrés des pratiques de modération discutables.

Invité sur une scène de spectacle à San Francisco par le comédien Dave Chapelle dimanche, l'homme le plus riche au monde a été accueilli par un mélange d'applaudissements et de coopies huées.

Autant de chahut "est une première pour moi dans la vraie vie (c'est fréquent sur Twitter)", a plus tard relevé Elon Musk dans un tweet.

ETATS-UNIS

Microsoft rachète 4% de la Bourse de Londres

Le groupe américain des logiciels Microsoft va prendre 4% de la Bourse de Londres (LSEG) dans le cadre d'un partenariat sur dix ans, selon un communiqué des deux sociétés diffusé lundi.

La Bourse de Londres s'engage, en outre, à acheter au moins 2,3 milliards de livres (2,67 milliards d'euros) de services d'infrastructure dématérialisée (cloud) sur dix ans à Microsoft.

L'américain va racheter environ 4% du LSEG "à travers l'acquisition d'actions du consortium Blackstone/Thomson Reuters", précisent les deux sociétés. L'action du LSEG prenait 2,65% à 7.602,00 pence.

La capitalisation boursière de LSEG était de 37,3 milliards de livres environ lundi d'après le site du LSEG, ce qui valorise les 4% acquis par Microsoft à hauteur de 1,5 milliard de livres (1,74 md d'euros).

Sur les trois prochaines années, le coût en numéraire pour le LSEG est estimé entre 250 et 300 millions de livres, précise le groupe boursier. Le partenariat stratégique

servira à "construire des systèmes d'infrastructures de données et de productivité avancés" ainsi que des systèmes "de modélisation et d'analyse" à partir de logiciels existants comme Microsoft Azure, la plateforme d'informatique dématérialisée du géant américain, ou encore Teams, plateforme de communication et organisation du travail, selon le communiqué.

L'infrastructure de données du LSEG va ainsi "migrer sur Azure". Ce partenariat "est une étape importante dans les efforts du LSEG pour devenir la principale infrastructure mondiale de marchés financiers et de données sur les affaires", a commenté le directeur général du LSEG David Schwimmer, cité dans le communiqué.

"Les progrès dans l'informatique dématérialisée et l'intelligence artificielle vont fondamentalement transformer la manière dont les institutions financières font leurs recherches, interagissent et font des transactions", a pour sa part ajouté Satya Nadella, PDG de Microsoft.

Test réussi d'un missile hypersonique

L'armée américaine a annoncé lundi avoir testé avec succès un missile hypersonique.

Le missile de croisière hypersonique AGM-183A ARRW a été lancé vendredi depuis un bombardier stratégique B52 au large des côtes californiennes et a atteint "une vitesse hypersonique cinq fois plus élevée que la vitesse du son, a suivi son itinéraire de vol et a explosé" dans la zone prévue, a indiqué l'armée de l'air.

Les Etats-Unis développent plusieurs programmes d'armes supersoniques et le Darpa, bras scientifique de l'armée américaine, avait testé un type de missile hypersonique différent en début d'année.

Les missiles hypersoniques, capables d'acheminer une arme nucléaire sur une cible précise, sont conçus pour voler à grande vitesse et à basse altitude, et pour changer de direction en vol et non suivre une trajectoire linéaire et prévisible, ce qui rend leur interception plus difficile.

"Les armes supersoniques, conçues pour échapper aux détecteurs et systèmes de défense américains, posent une menace de plus en plus complexe en raison de leur double capacité (nucléaire et conventionnelle), de leur itinéraire de vol qui représente un défi et de leur manoeuvrabilité", ont mis en garde les Etats-Unis dans un récent rapport.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



EPE - Algérie Télécom - SPA
Direction Opérationnelle de Télécommunication de M'sila
NIF : 00021600180833716001
Sous-direction Fonctions Support
Département Achats et Logistique

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° : AT/DOT-M'SILA/11/2022

Suite à l'Infructuosité d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales AT/DOT-M'SILA/09/2022 La Direction Opérationnelle des Télécommunications de M'sila Lance un troisième Avis d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

AMENAGEMENT DE TOUT TYPE BATIMENT AU PROFIT LA DIRECTION OPERATIONNELLE DE M'SILA :

- LOT N° 01 : AMENAGEMENT COMPLEXE BOUSAADA (CT+CMSO).
LOT N° 02 : AMENAGEMENT RSS BOTI SAYEH.
LOT N° 03 : AMENAGEMENT RSS TEMSSA.
LOT N° 04 : AMENAGEMENT RSS ROUMANA.

1. ELIGIBILITE DES CANDIDATS :

Le présent appel d'offres s'adresse uniquement aux personnes physiques et/ou morales qualifiées dans le domaine des travaux bâtiment et tous corps d'état, titulaires du certificat de qualification et classification professionnelles de catégorie 02 et plus.

- 1. Une copie du registre commerce électronique portant le code des activités liés aux domaines cités supra.
2. Une copie du dernier certificat de qualification et classification professionnelle catégorie deux (02) dans l'un domaines cités supra, et qui doit être en cours de validité le jour de dépôts des offres.

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges accompagnées du cachet de l'entreprise à l'adresse suivante :

Direction Opérationnelle des Télécommunications de M'sila
Sous-direction Fonctions Support
Département Achats et Logistique
Service Achats
Cite administrative, Rue Chenouf Belkacim, M'sila

Contre le paiement, auprès de la banque Nationale d'Algérie Agence de M'sila, d'un montant de Trois Mille dinars algériens (3000.00 DA) non remboursable. Représentant les frais de documentation et de reprographie par versement au compte bancaire : Compte en dinars N°00.100.901.0300.000.162/04.

2. DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'OFFRE

2.1 DOSSIER ADMINISTRATIF :

- Une déclaration de probité.
• Copie du numéro d'identification fiscale « NIF ».
• Copie des statuts de l'entreprise, le cas échéant.
• Délégation de pouvoir de signature, le cas échéant.
• Copie de l'extrait du registre du commerce électronique.
• Casier judiciaire.
• Copie des attestations de mise à jour CNAS CASNOS CACOBATH.
• Copie de l'extrait de rôle.
• Copie du CNRC ;
• Bilans des trois dernières années ;
• La Convention de Groupement momentané. le cas échéant

2.2 OFFRE TECHNIQUE :

- Une déclaration à souscrire.
• Copie de l'attestation de qualification et classification ;
• Les références professionnelles détaillées de l'entreprise.
• La lettre d'engagement sur les moyens humains.
• La lettre d'engagement sur les moyens matériels.
• Lettre d'engagement sur les délais d'exécution.
• Lettre d'engagement sur la durée de garantie.
• Le présent cahier de charges.
• Planning détaillé des travaux.

2.3 OFFRE FINANCIÈRE :

- La lettre de soumission.
• Le bordereau des prix unitaires
• Le détail quantitatif et estimatif.

3. PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et fermées, indiquant, sur chaque enveloppe, la dénomination de l'opérateur économique chaque pli correspondant, la mention, « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

Les trois (03) enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant les mentions suivantes :

ALGERIE TELECOM SPA
Direction Opérationnelle des Télécommunications de M'sila
APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° AT/DOT-M'SILA/11/2022

« Aménagement de Tout Type Bâtiment au profit la Direction Opérationnelle des télécommunications de M'sila »

- LOT N° 01 : AMENAGEMENT COMPLEXE BOUSAADA (CT+CMSO).
LOT N° 02 : AMENAGEMENT RSS BOTI SAYEH.
LOT N° 03 : AMENAGEMENT RSS TEMSSA.
LOT N° 04 : AMENAGEMENT RSS ROUMANA.

« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le caractère impératif de cette formalité, sous peine de rejet. Si l'enveloppe extérieure n'est pas marquée comme indiquée ci-dessus, la structure contractante ne sera en aucun cas responsable si l'offre est égarée ou qu'elle soit ouverte prématurément.

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

ALGERIE TELECOM SPA
DIRECTION OPERATIONNELLE DES TELECOMMUNICATIONS M'SILA
ADRESSE : CITE ADMINISTRATIVE, RUE CHENOUF BELKACIM, M'SILA

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.

La date limite de dépôt des offres est fixée à huit (08) jours de 08h00 à 14h00 à partir de la première date de parution du présent avis dans la presse nationale.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires qui parviennent après la date limite de dépôt des plis ne seront pas prises en considération. Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h00 mn à l'adresse précitée.

Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de dépôt des plis.

NATAION

La fédération internationale de la natation (Fina) devient World Aquatics

La Fédération internationale de la natation, la Fina, a décidé lundi par un vote lors de son congrès extraordinaire à Melbourne de devenir "World Aquatics" après 114 ans, arguant que la plupart des gens n'avaient aucune idée de la signification de son nom.

La Fina a déclaré que cette décision était destinée à symboliser l'inclusion de toutes les disciplines aquatiques et pas seulement la natation.

"De nos jours, les nageurs constituent une part importante de notre famille Fina. Nous avons besoin d'un nom qui reflète l'ensemble de la famille Fina", a déclaré le président de l'organisation Husain Al-Musallam à l'issue du congrès de Melbourne. "Plus de 70 % des athlètes consultés ont dit

qu'ils souhaitaient que nous changions le nom de la Fina. Beaucoup d'entre eux ne pouvaient même pas nous dire ce que les lettres de Fina signifiaient".

La nouvelle identité du World Aquatics sera déployée lors des premiers événements de 2023, avec désormais pour mission de faire de la natation "un mode de vie, pour inclure le développement durable, la défense de l'environnement et le bien-être", a expliqué le président.

Les délégués de la Fina ont également voté pour la création d'une unité d'intégrité indépendante, qui entrera en fonction le 1er janvier, et pour augmenter la représentation féminine au sein du Bureau de l'instance à 38%.

"Il s'agit d'une étape importante et significative. Bien sûr, il y a encore du travail à faire, notre objectif doit être une parité 50-50", a déclaré Al-Musallam. "Le vote d'aujourd'hui nous rapproche de cet objectif".



L'Algérien Hakim Boughadou candidat à la commission des affaires et investissement

Le président de la Fédération algérienne de natation, Mohamed Hakim Boughadou, s'est porté candidat pour intégrer la commission des affaires et investissement de la World Aquatics, dont les travaux du congrès extraordinaire se déroulent à Melbourne (Australie).

Selon la Fédération algérienne de la discipline, le dossier de candidature de Boughadou a été accepté par la commission des affaires et investissement, en attendant sa validation officielle par le bureau exécutif de l'instance internationale.

Mohamed Hakim Boughadou, 42 ans, est un ancien nageur, cadre du mouvement sportif algérien. Il a été entraîneur dans différentes catégories au sein de l'USM Alger, avant d'occuper le poste de directeur technique sportif puis celui de président de la section natation au sein de ce même

club. En 2017, il est élu pour son premier mandat à la tête de la Fédération algérienne, outre sa qualité d'ex-membre du bureau exécutif du comité olympique et sportif algérien. Diplômé universitaire en Commerce et gestion des affaires, Boughadou a intégré en décembre 2020, le bureau exécutif de la Confédération africaine de natation, en qualité de représentant de la Zone 1 (2021-2024), suite à sa nomination par le président de l'instance continentale, le Sud Africain Sam Ramsamy.

Les membres participants aux travaux du congrès extraordinaire de la Fédération internationale de natation (FINA), ont décidé lundi par un vote de devenir "World Aquatics" après 114 ans, arguant que la plupart des gens n'avaient aucune idée de la signification de son nom. La Fina a déclaré que cette décision était destinée à symboliser

l'inclusion de toutes les disciplines aquatiques et pas seulement la natation.

"De nos jours, les nageurs constituent une part importante de notre famille Fina. Nous avons besoin d'un nom qui reflète l'ensemble de la famille Fina", a déclaré le président de l'organisation Husain Al-Musallam à l'issue du congrès de Melbourne. "Plus de 70 % des athlètes consultés ont dit qu'ils souhaitaient que nous changions le nom de la Fina. Beaucoup d'entre eux ne pouvaient même pas nous dire ce que les lettres de Fina signifiaient".

La nouvelle identité du World Aquatics sera déployée lors des premiers événements de 2023, avec désormais pour mission de faire de la natation "un mode de vie, pour inclure le développement durable, la défense de l'environnement et le bien-être", a expliqué le président.

ECHECS Championnat d'Algérie par équipes de division deux du 15 au 17 décembre à Djelfa



Le championnat d'Algérie par équipes de division deux des échecs aura lieu du 15 au 17 décembre à l'institut national spécialisé en formation professionnelle "Moudjahid Khaled Triki", de Djelfa, a-t-on appris lundi auprès de la fédération algérienne des échecs.

Cette manifestation sportive de trois jours, organisée par la ligue de Djelfa en collaboration avec la Fédération algérienne des échecs (FAE) et la direction de la jeunesse et des sports, regroupera 10 formations de la division deux.

Il s'agit de l'OSME Bologhine, l'ADE Bologhine, le Béjaïa CE, le Cheval Noir Feraoun-Béjaïa, Amel Ain M'lila, le Manar Boussaâda, le Cavalier de la Soummam de Sidi Aich, Ajyal Sidi Bel Abbes, la Protection civile d'Oran et la Protection civile Djelfa.

Cette compétition se déroulera selon le système suisse sept rondes à la cadence de 40 minutes au finish avec l'ajout de 30 secondes, homologué par la Fédération internationale des échecs.

La direction de ce championnat est assurée par l'arbitre principal Mohamed Abdessadek, assisté de cinq autres arbitres fédéraux.

À l'issue de ce championnat, les deux premiers au classement accèdent en division nationale une.

KARATÉ-DO-CHAMPIONNAT MILITAIRE Coup d'envoi de la compétition à Blida avec la participation de 29 équipes

Le coup d'envoi du Championnat national militaire de karaté-do (kata - kumité) a été donné lundi, au niveau de la Première région militaire de Blida (1re RM) avec la participation de 29 équipes représentant les six (6) régions, les Commandements et Ecoles militaires du pays. La manifestation, abritée pour une durée de trois jours à la salle omnisports du complexe régional des sports militaires de la 1re RM, a été ouverte par le commandant de l'École nationale des techniciens de l'aéronautique (ENTA) "Benkert-Mohamed", le général Hamanou Ait Larbi. Dans son allocution, à l'occasion, le commandant de l'ENTA a souligné l'importance du rôle des sports militaires, notamment les sports de combat, dans la préparation physique et psychologique des militaires. Il a, aussi, assuré l'"intérêt suprême" accordé par le Haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) aux sports militaires, par la

mobilisation de tous les moyens et ressources et leur mise à la disposition des athlètes militaires. "Ces compétitions sportives constituent une opportunité pour les athlètes participants en vue de consentir davantage d'efforts pour obtenir des résultats qui honorent le sport militaire", a-t-il ajouté. Selon les organisateurs, les épreuves de kata et de kumité (dans les deux sexes) seront disputés chez les Messieurs dans cinq catégories de poids: -60kg, -67kg, -75kg, -84kg et +84kg. Chez les Dames, cinq catégories de poids sont, également, inscrites au programme de la compétition: -50kg, -57kg, -61kg, -68kg et +68kg. Après la cérémonie d'ouverture, la compétition a débuté par les épreuves éliminatoires et les finales de kata (individuel et par équipes) messieurs et dames. Les épreuves de kumité (individuel messieurs et dames) sont prévues pour demain mardi, tandis que la finale (kumité) est programmée pour mercredi.

CHAMPIONNAT NATIONAL MILITAIRE DE LUTTE ASSOCIÉE Plus de 180 participants au rendez-vous d'Ouargla (organisateurs)

Pas moins de 185 athlètes participent au championnat national militaire de lutte associée qui a débuté lundi au complexe sportif régional de la 4e région militaire (RM) à Ouargla, a-t-on appris des organisateurs. Les participants se répartissent sur 13 équipes représentant différents commandements, régions militaires, forces et écoles d'application de l'Armée nationale populaire (ANP), a-t-on précisé. Ce cham-

pinonat de trois jours (12-14 décembre) qui s'inscrit dans le cadre de la saison sportive (2022-2023), comprend dix (10) catégories réparties, à parts égales, entre deux compétitions, à savoir la lutte libre et la lutte gréco-romaine, a-t-on ajouté de même source. Dans son allocution d'ouverture prononcée au nom du général-major commandant de la 4e RM, le commandant régional de la logistique de la même région

militaire, le général Hachemi Dilmli, a mis en avant l'importance du sport militaire visant à évaluer les capacités d'endurance, les aptitudes physiques et psychologiques de l'élément militaire.

Il a ajouté que de telles manifestations sportives ont pour objectifs de poursuivre la préparation physique des éléments militaires et de renforcer les liens d'amitié et de fraternité entre les participants.

CYCLISME - TRANSFERT DE HOUILI EN ALLEMAGNE Une fierté pour l'AS Naftal Oran (président)

Le président l'AS Naftal Oran, Mohamed Sayah, s'est dit, lundi, "honoré et fier" après le transfert réalisé par la sociétaire de son club et l'espoir du cyclisme algérien, Nesrine Houili vers l'équipe féminine allemande, Canyon Sram. "Je suis très content de ce transfert qui honore notre club et l'athlète qui a tout le temps rêvé d'une telle expérience et voit ainsi son rêve se réaliser", a-t-il déclaré à l'APS. La Fédération algérienne de cyclisme (FAC) a annoncé que la jeune internationale Nesrine Houili (19 ans) a officiellement rejoint le club allemand mais sans dévoiler la durée de son contrat, ou les modalités de son transfert. "En principe, le contrat en question est d'une durée d'une année renouvelable. Je suis per-

suaadé de la réussite de cette cycliste qui a un potentiel énorme lui permettant de gagner des galons sur la scène mondiale. C'est aussi une fierté pour notre club, puisqu'il s'agit de la première sportive dans le cyclisme féminin en Algérie et peut être en Afrique à avoir décroché un contrat professionnel en Europe", a encore dit le même responsable.

Houili a entamé sa carrière à l'âge de 13 ans dans le club de sa ville natale, le Nasr Tlélat (Oran), avant de rejoindre l'AS Naftal Oran, en 2019. Elle compte déjà plusieurs titres continentaux et arabes à son actif, qui lui ont permis de se hisser en tête du classement U23 de la Confédération africaine de cyclisme, avec un ratio de 250 points. La jeune Oranaise a

également bénéficié de plusieurs stages de formation à l'étranger, notamment, dans la ville suisse d'Aigle, au sein d'un Centre spécialisé de la Fédération internationale de cyclisme (UCI). "C'est déjà un grand pas franchi par cette athlète en signant dans un club allemand qu'elle va rejoindre en fin de décembre en cours après avoir participé au championnat arabe, prévu dans les prochains jours à Sharjah aux Emirats arabes unis", a fait savoir Mohamed Sayah.

Le président de l'AS Naftal Oran n'a pas omis, au passage, de vanter le mérite de l'entraîneur Abdelkader Merabet, qui a accompagné Houili depuis ses premiers pas dans le cyclisme jusqu'à son dernier passage à l'AS

Naftal Oran. Ce dernier recèle en son sein d'autres jeunes talents qui pourraient eux aussi aspirer à des contrats professionnels, s'est félicité le même dirigeant.

Il a cité, à titre d'exemple, le champion arabe Youcef Boukhar, regrettant au passage "le peu d'intérêt" accordé à son club "malgré qu'il est en train de faire ses preuves dans le domaine de la formation".

A ce propos, il a indiqué que l'AS Naftal Oran n'a pas bénéficié de sa subvention de la part de la direction de la jeunesse et des sports depuis deux années, "même s'il s'agit d'une modeste subvention qui ne dépasse pas les 500.000 DA", a-t-il déploré.

CANDIDATURE DE L'ALGÉRIE POUR LA CAN-2025 Le dossier déposé au niveau de la CAF avant vendredi (Sebgag)

Le ministre de la Jeunesse et des Sports (MJS), Abderrazak Sebgag, a annoncé mardi à Alger, que le dossier de candidature de l'Algérie pour abriter la Coupe d'Afrique des nations CAN-2025 "sera déposé dans les 48 ou 72 heures", soit avant le vendredi 16 décembre, dernier délai fixé par la Confédération africaine de football (CAF).

"Nous avons finalisé le dossier de candidature de l'Algérie, qui sera déposé au niveau du siège de la CAF au Caire dans les prochaines 48 ou 72 heures, soit avant le dernier délai fixé au vendredi 16 décembre", a indiqué le ministre au cours d'une rencontre tenue au siège de son département ministériel sur les préparatifs du championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023) en Algérie (13 janvier - 4 février). La CAF a annoncé le 30 septembre dernier avoir retiré l'organisation de la CAN-2025 à la Guinée, en raison du retard pris dans les travaux des installations exigées par l'instance continentale.

"Je tiens à remercier tous les secteurs qui ont contribué à la confection de ce dossier, qui est un dossier solide et consistant. Contrairement à d'autres candidatures, l'Algérie a présenté des installations



opérationnelles", a-t-il ajouté.

La CAF a fixé au vendredi 16 décembre, date limite pour la remise par les associations membres de leur offre finale, y com-

pris tous les documents de candidature et d'accueil (convention d'accueil, convention des villes hôtes, garanties gouvernementales). Entre le 5 et le 25 janvier 2023, la CAF effec-

tuera des visites d'inspection avant l'annonce du pays hôte du tournoi prévue le 10 février 2023, qui interviendra à l'issue d'une réunion de son comité exécutif.

CHAN 2022

Des projecteurs en LED pour finaliser l'aménagement du stade Chahid Hamlaoui

Le stade Chahid Hamlaoui de Constantine sera doté, dans le cadre des travaux de réhabilitation en prévision du Championnat d'Afrique des nations (CHAN 2022), de projecteurs en LED dont la mise en place d'ici au 26 décembre marquera la fin de l'opération d'aménagement lancée dans ce cadre, a indiqué mardi le directeur local de la Jeunesse et des sports DJS, Said Hogasse.

"Toutes les procédures d'usage relatives à l'importation de cet équipement de dernière génération ont été finalisées en collaboration avec toutes les parties concernées dont les services des Douanes algériennes" a affirmé à l'APS le même responsable.

Faisant état d'un taux d'avancement de l'ordre de 99%, des travaux de réhabilitation du stade mythique de Constantine, appelé jadis 17 juin,

Hogasse a ajouté qu'il ne reste que le remplacement des anciens projecteurs par des projecteurs en LED et cette infrastructure sportive sera prête pour accueillir les matchs prévus dans le cadre du CHAN.

"Les projecteurs en LED permettront un éclairage des plus sophistiqués du stade, et donnera la possibilité également de procéder à des prises des matchs en HD (Haute définition)", a expliqué le même responsable qui a mis l'accent sur l'importance de cet investissement dans la modernisation de ce stade.

Selon le DJS, "tous les travaux indispensables pour l'emplacement des projecteurs en LED comme la mise en place de groupes électrogènes adéquats ont été achevés et une équipe spécialisée devant se charger de la mise en service de ces projecteurs LED, a été mobilisée".

Dans le cadre des préparatifs au CHAN, la wilaya de Constantine avait bénéficié d'une vaste opération de réhabilitation de la structure et toutes les installations du stade Chahid Hamlaoui, a rappelé la même source, précisant que les travaux ont porté, entre autres, sur la mise en place d'une nouvelle pelouse en gazon naturel avec un système d'absorption et d'évacuation des eaux, la réalisation de portes d'accès électroniques et la rénovation de la piste d'athlétisme et les trois terrains d'entraînement.

L'achèvement des travaux d'aménagement du stade Chahid Hamlaoui lui permettra de remplir les conditions d'homologation des terrains exigés par la Confédération africaine de football (CAF) et la Fédération internationale de football (FIFA), a-t-on indiqué.

LIGUE 2 (GR. CENTRE-OUEST) / JSM TIARET La démission de l'entraîneur Osmane Abderrahmane rejetée

La direction de la JSM Tiaret a rejeté la démission de l'entraîneur de son équipe fanion, Abderrahmane Osmane, que ce dernier a annoncé à l'issue du précédent match en championnat, a-t-on appris mardi de ce club de Ligue deux de football (Centre-Ouest).

La même source a indiqué que les responsables de la JSMT insistent pour que le technicien revienne à de meilleurs sentiments et rejoigne son équipe dans les meilleurs délais pour préparer la réception du WA Tlemcen, ce week-end, pour le compte de la 11e journée.

L'entraîneur Osmane a déclaré, à l'issue du précédent match de son équipe, perdu sur le terrain de l'ES Ben Aknoun (3-1), qu'il était démissionnaire.

Il n'a d'ailleurs pas dirigé les premières séances de la semaine que ses joueurs ont failli bouder à cause de la non-régularisation de leur situation financière, souligne-t-on de même source.

Il a fallu que les dirigeants se réunissent avec leurs protégés pour les convaincre de reprendre l'entraînement après leur avoir expliqué la situation prévalant dans le club et qu'ils jugent "compliquée" sur le plan financier.

La JSMT a réalisé un début de saison satisfaisant en pointant à la cinquième place avec 18 points obtenus de 5 victoires, contre 3 nuls et 2 défaites. L'équipe est distancée de 7 unités par le leader, l'ES Mostaganem.

Le nouvel entraîneur du GC Mascara insiste pour le retour des seniors

Le nouvel entraîneur du GC Mascara, Mokhtar Assas, a insisté mardi sur la nécessité du retour des joueurs seniors qui bouddent leur équipe depuis plusieurs semaines afin donner au club plus de chances pour se maintenir en Ligue 2 de football (Gr. Centre Ouest).

"L'équipe évolue avec des joueurs de la réserve, ce qui risque de compliquer ses affaires dans la lutte pour le maintien en Ligue 2.

La direction du club doit tout faire pour convaincre les seniors de réintégrer le groupe dans les meilleurs délais", a déclaré à l'APS le nouveau coach du "Ghali".

Engagé en fin de semaine passée en remplacement d'Aziz Abbes qui a claqué la porte il y a de cela près d'un mois, Mokhtar Assas a visionné des tribunes sa nouvelle formation à l'occasion de la réception du RC Relizane, samedi passé, dans le cadre de la 10e journée du championnat.

Les locaux ont réussi pour l'occasion de l'emporter sur le score d'un but à zéro, mettant par là même un terme à quatre défaites de suite qui les ont envoyés dans le bas du tableau.

"Certes, les joueurs de la réserve alignés après le départ des seniors font de leur mieux, mais ils manquent d'expérience nécessaire pour faire face au défi qui attend l'équipe en vue du reste de la saison et qui est de lui éviter la descente", a encore dit le nouveau coach des Vert et Blanc.

La quasi-totalité des joueurs de l'équipe fanion du GCM ont quitté le club depuis plusieurs semaines pour protester contre la non-régularisation de leur situation financière. Ils ont été suivis par l'entraîneur Aziz Abbes et les membres de son staff technique.

Ces derniers sont toutefois revenus à de meilleurs sentiments et réintégré l'équipe en fin de semaine.

Le président de la formation de la ville de l'Emir Abdelkader a appelé, dans une conférence de presse tenue dernièrement, les autorités locales pour venir en aide à sa formation qui compte dans son palmarès un titre de champion d'Algérie gagné en 1984. Après dix journées de compétition, le GCM pointe à la 11e place avec 12 points, obtenus de 4 victoires contre 6 défaites. L'équipe devance de 5 unités le 14e et premier potentiel reléguable, le MC Saïda.

APS

La sélection algérienne A' débute son stage à Sidi Moussa, Heddad en renfort (FAF)

La sélection nationale A' de football a entamé, lundi, son stage de préparation au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa en vue du Championnat d'Afrique des nations CHAN- Algérie 2022 qu'elle prépare activement depuis plusieurs mois, a indiqué la FAF.

Cette première séance, qui a démarré à 18h00 sous la conduite du sélectionneur national, Madjid Bougherra, a connu la présence des 28 joueurs convoqués en plus du dé-

fenseur du CR Belouizdad, Mouad Heddad, qui a rejoint le groupe dans la journée.

Les joueurs ont rejoint dimanche soir le Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, soit à l'issue des rencontres de la 14e journée du championnat de Ligue 1.

Pour ce mardi, 13 décembre, les Verts auront droit à une séance vidéo dans la matinée avant de rallier le stade Baraki pour une séance d'entraînement vu que la délégation de

l'équipe nationale se déplacera en fin d'après-midi vers Annaba où elle disputera son premier match le lendemain, mercredi, face à la Mauritanie à huis-clos.

La sélection séjournera jusqu'au 17 décembre où elle aura une seconde sortie, ce te fois face au Sénégal pour un match test-event en présence des officiels de la Confédération africaine de football (CAF).

Lors du CHAN, l'Algérie évoluera dans le groupe A, domicilié au stade de Ba-

raki, en compagnie de la Libye, de l'Éthiopie et du Mozambique.

Les Algériens entameront le tournoi le vendredi 13 janvier face à la Libye (17h00).

Pour rappel, les 18 pays participant à cette compétition ont été scindés en trois groupes de quatre et deux groupes de trois.

Les deux premiers des groupes A, B, et C, ainsi que les premiers des groupes D et E se qualifient pour les quarts de finale.

MONDIAL 2022

Un vaste programme antidopage mené par la FIFA

Tous les joueurs participant à la Coupe du Monde 2022 au Qatar ont été contrôlés au moins une fois durant l'année précédant la compétition, a indiqué la Fédération internationale de football (FIFA).

Dans le cadre du vaste programme de contrôle de dopage mis en place par la FIFA pour la Coupe du Monde 2022, 2.846 contrôles ont été effectués au total, tandis que chaque joueur des équipes quart-de-finalistes a été contrôlé en moyenne plus de 4,5 fois depuis janvier 2022, précise l'instance sur son site officiel.

Selon la même source, 369 contrôles ont été effectués pendant le Mondial 2022 en cours au Qatar, générant 941 échantillons.

La FIFA a conçu un plan de répartition des contrôles sur la base de l'analyse des risques de dopage dans le football.

Ce plan, qui consistait en un programme de contrôles dynamique et basé sur le renseignement, a été soumis à l'Agence Mondiale Antidopage (AMA), qui l'a approuvé.

Au-delà des tests menés directement par la FIFA, les organisations nationales antidopage, ainsi que leur confédération respective, ont été contactées afin d'obtenir leur soutien dans le contrôle des athlètes en amont de la compétition, informe l'instance présidée par Infantino.

La réalisation de contrôles réguliers a par ailleurs été renforcée par le recours aux passeports biologiques, disponibles dans le système d'administration et de gestion antidopage (ADAMS) de l'AMA.

Les résultats de tous les tests, y compris ceux effectués par les fédérations et les organisations nationales antidopage lors de compétitions de football nationales et internationales, sont ajoutés au passeport biologique d'un joueur sur le système ADAMS, explique la FIFA.

Le programme de passeport biologique comprend un module hématologique (par le sang) et un module stéroïdien



(par l'urine), que l'Unité de Gestion du Passeport de l'Athlète de la FIFA – composée d'experts indépendants – examine en continu afin de détecter d'éventuelles déviations pouvant indiquer l'utilisation abusive de substances permettant d'améliorer les performances.

Cette mesure a concerné tous les joueurs participants à la Coupe du Monde 2022.

Chaque joueur a ainsi fait l'objet de contrôles inopinés avant Qatar 2022, tandis que des contrôles systématiques ont été effectués pendant la compétition, à la fois après les matches et les jours sans match.

Dans le cadre de ce programme, cinq

joueurs ont été suspendus par la Commission de Discipline de la FIFA pour des violations des règles antidopage à la suite de tests positifs à l'issue de matches de qualification pour la Coupe du Monde, Qatar 2022 ou de contrôle de dopage hors compétition.

Ronaldo : "La France est favorite à la victoire finale"

La légende du football brésilien, Ronaldo, a estimé, lundi à Doha, que la France est favorite à la victoire finale de la Coupe du monde 2022, et que son attaquant vedette Kylian Mbappé mérite le titre de meilleur joueur du tournoi.

"Mon pronostic, même avant le début de la Coupe du monde, c'était une finale entre la France et le Brésil, -t-il assuré. Le Brésil n'est plus là... Mais la France confirme à chaque match qu'elle fait partie des favoris. Je crois même que c'est le grand favori. Elle a une équipe très solide, que ce soit en défense, en attaque ou au milieu, avec maintenant Tchouaméni qui marque de l'extérieur de la surface...", a déclaré Ronaldo au cours d'une rencontre avec plusieurs médias internationaux, lundi à Doha.

Pour l'ancien double vainqueur de la compétition (1994, 2002), la France a aussi un joueur à part dans ses rangs, qui lui rappelle quelqu'un... "Mbappé fait un très bon Mondial, a concédé Ronaldo. Il est décisif, il a des qualités physiques et techniques incroyables, je crois même qu'il peut être le meilleur joueur du Mondial.

Les autres joueurs sont rapides, mais lui est encore plus rapide... Il me rappelle un peu moi quand je jouais. Il sait comment utiliser ses aptitudes, comment aller plus vite que les autres et s'en servir pour passer ou marquer", a-t-il ajouté. La France, tenante du trophée, jouera sa place en finale, mercredi 20h00, face à la formation marocaine. L'autre demi-finale, prévue mardi (20h00), mettra aux prises la Croatie à l'Argentine.

ARGENTINE Di Maria et De Paul "a priori disponibles"

Les milieux de terrain argentins Angel Di Maria et Rodrigo De Paul sont "a priori disponibles" pour affronter mardi la Croatie en demi-finale du Mondial-2022, a déclaré lundi leur sélectionneur Lionel Scaloni.

Tous deux gênés par des soucis musculaires, Di Maria et De Paul n'avaient pas pu jouer l'intégralité du quart de finale contre les Néerlandais. De Paul était sorti à la 65e minute, alors que Di Maria, forfait en 8e de finale, n'a disputé que les 10 dernières minutes de la prolongation.

"Aujourd'hui, on aura une vision plus claire de la situation. A priori, ils sont disponibles, c'est rassurant. Mais il faut voir quelle est la disponibilité de chacun au niveau du temps de jeu", a expliqué Scaloni.

"Nous verrons ce soir et demain. Mais je comprends qu'ils sont en état (de jouer). On va bien, il y a deux joueurs suspendus (les latéraux Acuna et Montiel, ndr) et c'est quelque chose qu'on doit régler. Mais de façon générale, l'équipe va bien", a-t-il ajouté.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SÉTIF
DAÏRA : DE AIN OULMÈNE
COMMUNE : D'AIN OULMÈNE
N.I.F 4150020001904101027
TEL : 036.56.30.91
FAX : 036.56.30.91

Rectification de L'avis D'attribution provisoire du marché

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15/247 en date du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Le président de l'APC d'Ain Oulmène informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n°06/2022 concernant :

- Aménagement Urbain à Ain Oulmène.**
- Lot N°1 : Contrôle de Laboratoire et aménagement de la rue Chahid Rejaj Ahmed (lot : Aménagement)**
- Lot N°2 : Contrôle de Laboratoire et Aménagement de la route de la rue Chahid Bellilta Bouguerra (lot : Aménagement)**
- Lot N°3 : Contrôle de Laboratoire et Aménagement de la route de la rue Chahid Ben Seddita Douadi et la Route de la Rue Amr Ibn Alas (lot : Aménagement)**
- Lot N°4 : Contrôle de Laboratoire et Aménagement de la route de la rue Chahid Chahid Boukhalifa Khalifa et la Route de la Rue Chahid Bouazziz Lazizi (lot : Aménagement)**
- Lot N°5 : Contrôle de Laboratoire et Aménagement Routes Chott (lot : Aménagement)**
- Lot N°6 : Contrôle de Laboratoire et Aménagement Routes Cité 300 logts – Ain Oulmène - (lot : Aménagement)**
- Lot N°7 : Aménagement Cité 50 logts charchoura – Ain Oulmène -**

Les lots Publiés dans les journaux : **DKNEWS** en date du : **30/08/2022** et **ELHOURIA** en date du : **30/08/2022**. L'avis d'attribution provisoire du marché publié les journaux : **DK NEWS** en date du **22/11/2022** et **ELHOURIA** en date du **22/11/2022**.

L'attribution provisoire de cette opération est corrigée comme suit :

Le projet	Entreprise	NIF	Montant en TTC	Délai	Note	Observation
Aménagement Urbain à Ain Oulmène Lot N°1 : Contrôle de Laboratoire et aménagement de la rue Chahid Rejaj Ahmed (lot : Aménagement)	E.T.P *SLIMANI Akram Lotif *	18216170336813200900	20.810.800,00DA	06 mois	63/80	Moins disant
Aménagement Urbain à Ain Oulmène Lot N°2 : Contrôle de Laboratoire et Aménagement de la route de la rue Chahid Bellilta Bouguerra (lot : Aménagement)	E.T.P.B - TCE *BENKAMIR Abd Elaziz*	164194000717148	13.149.500,00DA	06 mois	67/80	Moins disant
Aménagement Urbain à Ain Oulmène Lot N°3 : Contrôle de Laboratoire et Aménagement de la route de la rue Chahid Ben Seddita Douadi et la Route de la Rue Amr Ibn Alas (lot : Aménagement)	EURL S.R INVEST Gérald *SELLAM Raouf*	0011190089256597	12.911.600,00DA	06 mois	66,33/80	Moins disant
Aménagement Urbain à Ain Oulmène Lot N°4 : Contrôle de Laboratoire et Aménagement de la route de la rue Chahid Chahid Boukhalifa Khalifa et la Route de la Rue Chahid Bouazziz Lazizi (lot : Aménagement)	EURL S.R INVEST Gérald *SELLAM Raouf*	0011190089256597	12.149.900,00DA	06 mois	63,33/80	Moins disant
Aménagement Urbain à Ain Oulmène Lot N°5 : Contrôle de Laboratoire et Aménagement Routes Chott (lot : Aménagement)	E.T.P.H GOUCEM Toufik	197305420112345	8.907.150,00 DA	03 mois	63,16/80	Moins disant
Aménagement Urbain à Ain Oulmène Lot N°6 : Contrôle de Laboratoire et Aménagement Routes Cité 300 logts – Ain Oulmène - (lot : Aménagement)	E.G.T.P.H SEBBI Issam	182190104341145	9.955.956,50DA	deux mois	67/80	Moins disant
Aménagement Urbain à Ain Oulmène Lot N°7 : Aménagement Cité 50 logts charchoura – Ain Oulmène	SNC EL HANA DR TRAVAUX PUBLICS Gérald TOUHAMMI Zakaria - Khalil	0999190083220390	7.609.812,00 DA	06 mois	72/80	Moins disant

Tout soumissionnaire contestant ce choix peut introduire un recours au président de la commission des marchés de la commune d'Ain Oulmène, dans un délai de **dix (10) jours** à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 correspondant au 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Conformément à l'article 82/04 du même décret tous les soumissionnaires ayant participé peuvent voir les résultats de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, auprès du bureau des marchés dans un délai de **trois (03) jours** à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale.

BAYERN : LAIMER VA SIGNER

Le Bayern Munich a déjà trouvé un renfort au milieu de terrain pour la saison prochaine. En effet, Sky Sport annonce que le club allemand dispose d'un accord verbal avec Konrad Laimer (25 ans, 6 matchs toutes compétitions cette saison). L'international autrichien signera un contrat de quatre ans en Bavière, où il arrivera libre à l'issue de son bail avec le RB Leipzig en juin prochain. Un joli coup pour le Rekordmeister.



TOTTENHAM INQUIÉTUDE POUR RICHARLISON

Tuile en vue pour Tottenham avec Richarlison (25 ans, 10 matchs en Premier League cette saison) ? Déjà blessé une bonne partie des dernières semaines qui précédaient la Coupe du monde 2022, l'attaquant a retrouvé l'infirmerie à son retour du Qatar...

D'après le média Evening Standard, l'Auriverde a en effet disputé 84 minutes du quart de finale contre la Croatie (1-1, 2-4 tab) vendredi malgré une blessure aux ischio-jambiers survenue à l'échauffement. Ce pépin s'est évidemment aggravé au fil de la partie...

Le Sud-Américain est rentré à Londres dès lundi, avec une semaine d'avance, afin de passer des examens dont le verdict est attendu. Une absence d'un mois est redoutée, ce qui tomberait très mal en plein Boxing Day...

MANCHESTER CITY HÅLAND RISQUE DE NE PAS S'ÉTERNISER

La déclaration d'Alf-Inge Håland ne devrait pas rassurer Manchester City. Dans un entretien accordé à France Football, le père d'Erling Håland (22 ans, 13 matchs et 18 buts en Premier League cette saison) a révélé que son fils aimerait connaître plusieurs championnats d'ici la fin de sa carrière. "Il pourrait rester à City pendant 15 ans parce qu'il l'aime beaucoup et que c'est un grand club, mais j'ai l'impression qu'il veut prouver qu'il peut gagner dans n'importe quel championnat, a confié le proche de l'international norvégien. En Allemagne, il a déjà passé deux ans et demi et il pourrait le faire comme ça à l'avenir. Passer trois ans en Premier League puis aller en Italie, en Espagne ou en France. Rien n'a été décidé mais c'est une possibilité parce qu'il est capable d'être un gagnant dans n'importe quelle équipe."

Rappelons qu'à son arrivée cet été, l'ancien joueur du Borussia Dortmund aurait négocié une clause pour faciliter son départ au Real Madrid

BAYERN LES BAVAROIS SE PENCHENT SUR NAVAS

En raison de l'absence pour plusieurs mois de Manuel Neuer, qui s'est fracturé la jambe droite alors qu'il était en vacances au ski après l'élimination de l'Allemagne dans la Coupe du monde 2022, le Bayern Munich se penche sur le recrutement d'un nouveau portier pour la suite de la saison. Selon le magazine allemand Kicker, le Rekordmeister pense à Keylor Navas (35 ans). Numéro 2 au Paris Saint-Germain derrière Gianluigi Donnarumma, le Costaricien n'a pas joué la moindre minute dans la capitale française cette saison. Ses performances avec sa sélection au Qatar, malgré l'élimination dès la phase de groupes, ont prouvé qu'il était toujours un excellent gardien.

Mais une question se pose pour le Bayern : le PSG acceptera-t-il de renforcer son futur adversaire en 8e de finale de la Ligue des Champions ? Pas sûr...



PORTUGAL UNE OFFRE SUR MESURE POUR MOURINHO ?

A 59 ans, José Mourinho va-t-il enfin devenir le sélectionneur de son pays, le Portugal ? Alors que le départ de Fernando Santos à l'issue de l'élimination en quarts de finale de la Coupe du monde 2022 face au Maroc (0-1) n'est plus qu'une question de temps, La Gazzetta dello Sport affirme ce mardi que les dirigeants de la Seleçao ont déjà approché le "Special One", actuellement en poste à l'AS Rome.

Pour le convaincre de dire oui malgré un bail en Italie courant jusqu'en juin 2024, les responsables lusitaniens proposeraient au "Mou" de conserver son poste en club tout en cumulant cette fonction avec celle de sélectionneur de son pays. A priori, l'ex-coach du Real Madrid se montrerait intéressé par cette perspective. Conscient que ce dossier reste complexe, le Portugal travaille toutefois en parallèle sur une autre alternative, moins sexy, consistant à promouvoir Rui Jorge, actuellement en charge des Espoirs, à la tête des A.

BARCELONE NEYMAR RELAXÉ PAR LA JUSTICE ESPAGNOLE

Une bonne nouvelle pour Neymar (30 ans, 20 matchs et 15 buts toutes compétitions cette saison). Alors qu'il doit se remettre psychologiquement de la douloureuse élimination du Brésil en quarts de finale de la Coupe du monde 2022, l'attaquant du Paris Saint-Germain a été relaxé ce mardi par la justice espagnole dans le procès sur son transfert au FC Barcelone en 2013.

Ce verdict n'est pas vraiment surprenant puisque, le 28 octobre dernier, le parquet de Barcelone avait annoncé "retirer l'accusation contre tous les prévenus et pour tous les faits". Un véritable coup de théâtre alors qu'il avait requis 2 ans de prison et 10 millions d'amende à l'encontre de l'attaquant brésilien, pour des irrégularités présumées constatées lors de son transfert de Santos vers la Catalogne.

En 2015, la société d'investissement brésilienne DIS, propriétaire de 40% des droits de Neymar lorsqu'il était à Santos, estimait avoir perdu une partie du transfert chiffré à 57,1 M€ par le FC Barcelone alors que la justice espagnole estimait que le coût avoisinait en réalité les 107 M€ (bonus compris). Aujourd'hui, les juges ont décidé la relaxe de Neymar et des huit autres accusés, estimant ne pas avoir constaté de délit et donc de "préjudices pour les plaignants" dans cette affaire.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Gérant Mourad Cherbal
Directeur de publication
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction
Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

COLLOQUE INTERNATIONAL D'ALGER SUR "L'IMAM MOHAMED BEN ABDELKRIM AL MAGHLI : GOUVERNANCE, UNITÉ ET STABILITÉ DES SOCIÉTÉS AFRICAINES"

Président Tebboune : "l'Imam Al Maghili, une éminente personnalité scientifique et l'auteur d'un projet réformateur intégré"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis en avant, lundi à Alger, les qualités de l'Imam Mohamed Ben Abdelkrim Al Maghili, "une éminente personnalité scientifique qui a laissé pour legs la vertu, et une inclination au bien et à la sagesse", et l'auteur d'un projet réformateur intégré visant à consacrer le juste milieu et à préserver la stabilité et la sécurité sociale.

Dans un message aux participants au colloque international d'Alger sur "l'Imam Mohamed Ben Abdelkrim Al Maghili : gouvernance, unité et stabilité des sociétés africaines", lu en son nom par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Youcef Belmehdi, le Président Tebboune a rappelé le parcours de l'Imam Al Maghili, entamé par une formation scientifique auprès d'une pléiade d'éminents érudits algériens à l'ère des Zianides, dont l'éminent algérien Cheikh Sidi Abderrahmane El Thaalabi, et l'Imam de Tlemcen Sidi Mohamed Ben Youcef El Senouci, et d'autres illustres noms, avant de poursuivre la voie du bien en surpassant toutes les difficultés et les épreuves. Les efforts de l'Imam Al Maghili ont été couronnés par "la diffusion des préceptes de l'islam dans le continent africain. Grâce à lui et à ses pairs parmi les érudits à l'instar du Cheikh Sidi Ahmed El Tidjani, Sidi Abderrahmane El Akhdari et bien d'autres, l'islam s'est propagé dans de vastes contrées du continent africain, à l'exemple du Mali, du Niger, du Tchad et d'autres régions". L'histoire a retenu ces contributions dans le domaine de l'enseignement, de l'orientation, du conseil et de la réforme, l'imam ayant contribué à asseoir les règles d'institutions scientifiques et des cités culturelles dans différentes régions de l'Afrique, a-t-il ajouté. Ces démarches ont conduit ces sociétés à s'intéresser à l'enseignement, à l'ou-



verture d'écoles et à la prise en charge des étudiants, a rappelé le Président Tebboune qui a relevé que les effets de cette renaissance scientifique se sont poursuivis pendant plusieurs siècles. "Sa production scientifique a été diffusée et fait l'objet d'un intérêt particulier. Elle a contribué au développement du Fikh, du soufisme et des sciences de la langue arabe", a indiqué le président de la République, soulignant que l'histoire a retenu les contributions de cet érudit dans le pays, des contributions qui ont influencé nombre de scientifiques, d'auteurs et de chercheurs dans le passé et le présent. Le projet réformateur intégré de l'Imam Al Maghili "a dépassé la dimension éducative, d'enseignement ou celle en lien avec la daaoua, pour porter sur les domaines de la bonne gouvernance en vue de préserver la stabilité et la sécurité sociale. Ses écrits furent une référence

inspirée des principes de la chariaa islamique en ce qu'ils renferment de valeurs et d'idéaux supérieurs, à l'instar de la suprématie de la loi, la justice et l'équité, le respect des libertés et des droits, et une participation sociale efficace", a affirmé le Président Tebboune. Le président de la République a rappelé que "parmi les contributions d'Al Maghili dans la région du Touat sur le plan économique et de développement, figure le célèbre grand marché à Kseur Sidi Youcef qui fut un pôle économique reliant la région du Touat à de nombreuses contrées et pays, une voie qui devrait être suivie par nos pays aujourd'hui pour asseoir l'intégration économique africaine". Ce projet "a contribué positivement à asseoir les règles administratives, législatives et judiciaires, et à réaliser les facteurs de cohésion, du vivre ensemble, de la stabilité et du développement, en sus de la dynamisation

de la vie socioéconomique et culturelle, car il s'agit d'un projet multidimensionnel basé sur le juste milieu emprunté par nos érudits à travers l'histoire et qui a fait notre référent religieux", a-t-il soutenu. Le Président Tebboune a relevé, par ailleurs, l'importance de s'inspirer des valeurs et principes du référent religieux dans nos pays, particulièrement dans la région du Sahel ce qui nous aidera à faire face aux différents défis, particulièrement l'extrémisme. "L'Imam Al Maghili a réussi à investir dans la dimension africaine et à s'ériger en plateforme d'entente et de coopération constructive", a ajouté le Président Tebboune, soulignant que "l'Algérie nouvelle est consciente du choix stratégique que représente la dimension africaine, un choix qui permettra à nos peuple de réaliser les aspirations escomptées à travers le renforcement de l'action diplomatique, la relance du tourisme religieux, tout en tirant parti de la profondeur des tarikat du soufisme et ses prolongations en Afrique, ce qui permettra de parvenir à une cohésion des positions politiques, à l'activation de la coopération économique, à la promotion des échanges scientifiques et culturelles, et à asseoir la stabilité, la sécurité et la paix". "L'Algérie qui a servi dans le passé l'Afrique continuera sur cette voie dans le présent et à l'avenir, s'inspirant en cela de la gloire des aïeux", a conclu le président de la République.

SOMMET ETATS-UNIS-AFRIQUE M. Benabderrahmane à Washington pour représenter le président de la République

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, est arrivé lundi soir à Washington, pour prendre part, en sa qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux du sommet E t a t s - U n i s - A f r i q u e.

Ce sommet, deuxième du genre, organisé par les Etats-Unis du 13 au 15 décembre courant, sera une occasion pour discuter des moyens de renforcer les relations américano-africaines et de construire un partenariat étroit et efficace selon une nouvelle vision à la lumière des développements mondiaux et régionaux actuels.

EDUCATION

La décision du Président Tebboune portant titularisation des enseignants contractuels contribuera à conférer davantage de stabilité socioprofessionnelle au secteur (Syndicats)

Des responsables de plusieurs syndicats du secteur de l'Éducation ont affirmé que la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant titularisation immédiate de tous les enseignants contractuels, contribuerait à conférer davantage de stabilité socioprofessionnelle à ce secteur stratégique. A ce propos, le président du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTTE), Abdelkrim Boudjennah a valorisé la décision du président de la République qui tombe, a-t-il dit, "au moment opportun", soulignant que la majorité de ces enseignants qui exercent le métier depuis des années, "avaient travaillé dans les zones d'ombre et avaient, depuis tou-

jours, appelé à leur titularisation dans leurs postes, dans le cadre de la Coordination nationale des enseignants contractuels". Pour la décision portant finalisation du Statut de l'enseignant avant le 31 décembre 2022, le responsable syndical a fait part de son vœu de voir "ce projet concrétiser les revendications des enseignants, à leur tête, l'unification du classement de tous les cycles et des grades, ainsi que le relèvement du niveau de formation auprès de l'enseignant qui doit se voir accorder "sa place en tant qu'éducateur et sa valeur assurée au sein de la société, de même qu'il doit être protégé en vertu d'un statut particulier", a-t-il expliqué. Le Syndicat national autonome des personnels de

l'administration publique (SNAPAP) s'est félicité, de son côté, des décisions relatives au secteur de l'éducation, comme souligné par le président du syndicat, Belamouri Laghlidh pour qui, ces décisions "ont donné des signaux forts et des significations claires de la volonté politique qui veut relancer le secteur de l'éducation qui doit être une priorité nationale, étant la base essentielle pour la prospérité des nations". Il a ajouté dans ce contexte que l'intégration de près de 60.000 enseignants se veut "une grande opération du point de vue social et qui aura des retombées positives sur la performance et le rendement des enseignants, ainsi qu'une étape à même de parvenir à une école de qualité

en Algérie". Dans ce sens, le Secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE), affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Ferhat Chabakh a valorisé les décisions prises, dimanche, par le Conseil des ministres au profit de la corporatisme de l'éducation, adressant à l'occasion ses remerciements au président de la République, pour la titularisation immédiate de tous les enseignants contractuels dans le secteur de l'éducation et qui "a été largement saluée". Pour ce même responsable syndical, la décision devra "conférer davantage de stabilité socioprofessionnelle à un secteur important et stratégique". Pour rap-

pel, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait ordonné, dimanche, la titularisation immédiate de l'ensemble des enseignants contractuels du secteur de l'éducation, dont le nombre est de 59.987 enseignants, l'opération devant s'achever, au plus tard, fin février 2023. Il avait également ordonné de finaliser le Statut de l'enseignant avant le 31 décembre 2022, d'encourager les enseignants à accomplir leur devoir professionnel et à perfectionner le niveau de formation, tout en promouvant leur situation socioprofessionnelle, loin de toute exploitation, et ce, pour préserver le caractère sacré de ce métier noble.

JUSTICE

Cour d'Alger : l'ancien PDG de Sonatrach Mohamed Meziane condamné à cinq ans de prison ferme

Le Tribunal criminel d'appel (Cour d'Alger) a condamné lundi l'ancien Président-directeur général (PDG) du Groupe Sonatrach, Mohamed Meziane à (5) cinq ans de prison ferme assortie d'une amende de deux (2) millions de dinars, tandis que ses fils Mohamed Réda et Bachir Fawzi ont écoupé d'une peine de (4) quatre de prison ferme assortie d'une amende d'un (1) million de dinars chacun, tous poursuivis dans une affaire de corruption. L'accusé Smail Mohamed Reda Djaafar a été condamné, quant à lui, à une peine de 4 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un 1 million de dinars. Les personnes morales, à savoir les sociétés Saipem Contracting Algérie, Contel Funkwerk, Contel Algérie et Funkwerk-Plettac ont écoupé d'une amende de 4 millions de dinars chacune, tandis que les autres accusés ont été acquittés. Concernant l'action civile, le tribunal a condamné Mohamed Meziane à verser une amende de 500.000 Da au Groupe Sonatrach.

Ces accusés étaient poursuivis pour plusieurs chefs d'accusation dont association de malfaiteurs, conclusion de marchés en infraction à la législation, octroi d'indus avantages, abus de fonction, conflits d'intérêts et blanchiment d'argent. Ces derniers avaient été condamnés, le 2 février 2016, par le tribunal criminel d'Alger à des peines de prison allant de 18 mois avec sursis à 6 ans de prison ferme et des amendes avaient été prononcées contre 12 personnes morales et physiques impliquées dans l'affaire, alors que 7 autres personnes ont bénéficié de l'acquiescement. Meziane Mohamed avait été condamné à 5 ans de réclusion criminelle avec sursis assortie d'une amende de 2 millions de dinars, tandis que son fils Mohamed Reda avait écoupé d'une peine d'emprisonnement ferme de 6 ans assortie d'une amende de 2 millions de DA. L'affaire a été rejuggée durant la session criminelle en cours, suite à un pourvoi en cassation devant la Cour suprême.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Reddition d'un terroriste aux autorités militaires à Adrar (MDN)

Un terroriste qui active au sein des groupes terroristes dans la région du Sahel s'est rendu dimanche aux autorités militaires à Adrar qui ont récupéré également un pistolet mitrailleur et cinq chargeurs de munitions, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des Forces de l'Armée nationale populaire, un (01) terroriste s'est rendu, hier 11 décembre 2022, aux autorités militaires à Adrar en 3^e Région militaire. Il s'agit du terroriste dénommé Ladmi Mohamed, qui active au sein des groupes terroristes dans la région du Sahel", précise la même source. "Ledit terroriste avait en sa possession un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, cinq (05) chargeurs de munitions et 125 balles de calibre 39 x 7,62 mm". Cette opération "reflète, une fois de plus, l'efficacité de l'approche adoptée par le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire pour venir à bout du fléau du terrorisme et faire régner la sécurité et la quiétude dans tout le pays", ajoute le communiqué.